

Jacques Lamarche

Rêves et splendeurs au Château Montebello



Editions
de la Petite-Nation

à La Société (francophone)
franco-ontarienne
d'histoire et de généalogie

avec plaisir

Jacques Lévesque

le 29.07.97

DU MÊME AUTEUR

ROMANS

- *La Pelouse des lions*, Éd. du Bélier, 1969.
- *Le Royaume détraqué*, Cercle du livre de France, 1970.
- *Eurydice*, Cercle du livre de France, 1971.
- *La Dynastie des Lanthier*: (Prix Henry Desjardins 1980) Cercle du livre de France.
 - Tome I: La Saison des aurores boréales, 1973.
 - Tome II: La Saison des arcs-en-ciel, 1976.
 - Tome III: La Saison des feuilles mortes, 1979.
(Prix Jean-Béraud/Molson 1979)
 - Tome IV: La Saison des glaïeuls en fleurs, 1982.
- *Les Montagnes noires*:
 - Tome I: Les Feudataires, Éd. Pierre Tisseyre, 1982.
 - Tome II: Les Cristalliers, Éd. Pierre Tisseyre, 1983.
- *Ils auront trente ans*, Éd. Pierre Tisseyre, 1988.

ESSAIS

- *Le Mouvement Desjardins*, Lévis, 1962.
- *Le Scandale des frais funéraires*, Éd. du Jour, 1965.
- *Les Requins de la finance*, Éd. du Jour, 1966.
- *Les toqués du firmament*, Éditions Beauchemin, 1972.
- *Confessions d'un enfant d'un demi-siècle*, Éditions Quinze, 1977.
- *La saga des caisses populaires*, Éditions La Presse, 1985.
- *Demain sera bientôt hier*, Éditions Pierre Tisseyre, 1985.
- *Contes et légendes de la Petite-Nation*, Éditions Asticou, 1989.
- *L'été des Mohawks*, Éditions Stanké, 1991.
- *200 millions par an*, Édition HMH, 1993.

RÉCITS HISTORIQUES

- *Le manoir Papineau*, Éd. de la Petite-Nation, 1979.
- *Le Mémorial du Québec*, tome I - 1534-1778, Éd. du Mémorial, 1980.
tome II - 1778-1838, Éd. du Mémorial, 1981.
- *Au coeur de la Petite-Nation: le château Montebello*, Éd. de la Petite-Nation, 1984.
- *L'histoire de Montebello (A-B-C)*, Éd. de la Petite-Nation, 1985.
- *Le Mémorial de Plaisance*, Éd. de la Petite-Nation, 1986.
- *Les chutes de North Nation Mills*, Éd. de la Petite-Nation, 1986.
- *Nos vieilles familles Hébert-Sabourin*, Éd. de la Petite-Nation, 1987.
- *Les Seigneurs du Château*, Éd. de la Petite-Nation, 1992.
- *La fascinante épopée de Saint-André-Avellin*, Éd. de la Petite-Nation, 1996.

BIOGRAPHIES

- *Alphonse Desjardins*, Éd. du Jour, 1977.
- *Le sénateur Vaillancourt*, Éd. du Jour, 1979.
- *Le commandant Girardin*, Éd. du Jour, 1985.
- *Pierre-Joseph-Olivier Chauveau*, Éditions Lidec, 1997.
- *Henri-Gustave Joly de Lotbinière*, Éditions Lidec, 1997.
- *Louis-Alexandre Taschereau*, Éditions Lidec, 1997.
- *Madeleine, seigneuresse de La Pérade, héroïne de Verchères*, Éd. Lidec, 1997.
- *Joseph-Narcisse Cardinal, premier martyr de l'indépendance*, Éd. Lidec, 1997.

Jacques Lamarche

*Rêves et splendeurs
au Château Montebello*

*À mes enfants, Serge et Claude
qui prolongent et ouatent mes rêves*

Régionale Ottawa Carleton
Société Franco-Ontarienne
d'Histoire et de Généalogie
174, rue Stanley, Ottawa, Ont.
K1M 1P1 (613) 749-4843



ISBN 2-89009-050-7

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec
et du Canada, 3^e trimestre 1997

Les Éditions de la Petite-Nation inc.

70-1, rue Principale

Saint-André-Avellin

J0V 1W0

Avant-propos

La brise du printemps caresse les derniers îlots de neige sous les vieux chênes du parc. Le soleil de l'été irise les fenêtres et les toits en semant de l'or sur les longues et belles clôtures de cèdre. Les écureuils noirs se hâtent à l'automne de débusquer les noix oubliées sous les feuilles tombées. L'hiver enveloppera bientôt la Petite-Nation où, jadis, se rassemblaient les chasseurs en partance pour fumer un dernier calumet.

Les visiteurs fascinés croient, un instant, entendre et voir de longs canots indiens se profiler sous leurs yeux. À quelques siècles d'écart, le présent ressuscite le passé.

Franchissons en cette fin de millénaire la porte d'entrée d'un magnifique domaine. Entre les érables centenaires, les chênes majestueux, les pins séculaires, marchons vers l'un des plus prestigieux hôtels de l'Amérique: le Château Montebello, au coeur de la vallée de la Petite-Nation.

Dix siècles d'histoire ouatent la vallée et bercent la rivière de la Petite-Nation. Lorsque les longs drakkars s'éloignent des fjords de la Scandinavie, que commence en 982 l'odyssée des Vikings d'Érik le Rouge vers le Groënland et l'Amérique, les enfants de KIJE-MANITO peuplent déjà notre pays. Depuis longtemps, des milliers d'Algonguins y vivent sous le signe tutélaire et bénéfique de l'Anish-nah-be.¹

Au coeur de ce vaste territoire qu'ont habité les premiers feudataires, au bord de la rivière millénaire des Odawas qu'ont parcourue les longs canots d'écorce de bouleau, sur le promontoire du cap Bonsecours se dresse le manoir des seigneurs de la Petite-Nation. Tout près, cinq générations de Papineau dorment en paix dans la chapelle funéraire blottie sous les pins et les chênes de l'ancienne forêt domaniale.

Depuis plus de soixante ans s'y trouve un grand hôtel bâti de bois rond, le Château Montebello.

Ce livre raconte la merveilleuse histoire de mille ans de vie dans la vallée de la Petite-Nation! Il esquisse les débuts amérindiens, décrit les

premières découvertes des Européens jusqu'en 1674. La France cède alors au premier évêque de Québec «un fief de cinq lieues de profondeur et cinq lieues de longueur». La seigneurie de la Petite-Nation devient propriété ecclésiastique durant plus d'un siècle.

Lorsque, le 23 avril 1747 à Montréal, meurt Samuel Papineau, le premier ancêtre de Nouvelle-France, il ne se doute pas que son petit-fils Joseph deviendra seigneur. Il ignore que, moins d'un siècle plus tard, son arrière-petit-fils Louis-Joseph vivra la troublante révolution des Patriotes. Leur histoire est tissée avec celle de la Petite-Nation durant plusieurs décennies.

En 1929, leurs héritiers cèdent le manoir familial. Dès lors commence la titanesque création d'un centre de sports et de loisirs autour du *Log Château* à Montebello. Des visiteurs venus de tous les coins du monde ont façonné avec les membres enthousiastes du prestigieux Seignior Club cinquante ans de légendes et de fêtes dans l'ancien domaine seigneurial.

Les grands de ce monde ont choisi le Château de Montebello pour y tenir le 7^e Sommet international en 1981 et d'autres «humbles, petits et sans grade» y sont accourus.

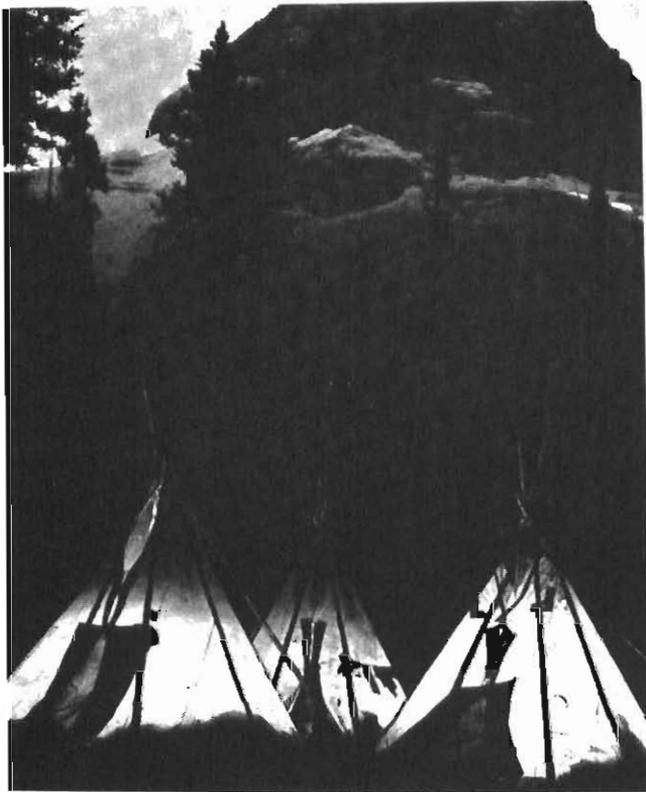
Telles sont les étapes qui étoffent les quatre parties de ce livre. L'auteur les dédie à ceux et à celles que fascine la beauté de la Petite-Nation où la grande Ourse argente nos rivières, dore nos forêts et caresse nos montagnes.

I. Les pieds à l'aube

1000 - 1800

A. La nation algonquine

B. Le fief ecclésiastique



Campement indien

(d'après un récit de l'auteur, *Le Mémorial du Québec*, tome I, 1980, Archives nationales du Québec)

A. La nation algonquine

Sous les lilas qui fleurissent et embaument la terrasse du Château Montebello, regardons couler la grande rivière des Outaouais, la Katchissippi.² Fermons les yeux et remontons les siècles d'histoire.

«L'analyse des documents du 17^e siècle, confirme Roger Marois, révèle que les Amérindiens se dispersaient par petits groupes de 10 à 20 personnes en hiver et vivaient surtout de chasse... Au printemps, les gens retournaient dans leur territoire respectif et se regroupaient par bandes de 50 à 100 personnes. Le mot «nation» désignait ces bandes ou regroupements, vraisemblablement.»³

«Leurs bandes occupaient deux points sur la rivière des Outaouais qui, au XVII^e siècle, porta tour à tour les noms de rivière des Algonquins ou rivière des Français: la région actuelle de Montebello où vivaient les Algonquins de la Petite Nation; l'île aux Allumettes, endroit stratégique par excellence de la route de la fourrure, occupée par ceux qu'on appelait les Algonquins de l'île.»⁴

La tradition a retenu deux noms pour désigner les premiers habitants de notre pays: «les Oueskasipirini qui sont les gens de la Petite-Nation ou de la rive inférieure, devenus les Weskarini; les Kichesipirini ou les gens de la Grande-Nation, la grande rivière.»⁵

Un professeur d'anthropologie à l'Université de New York, Harold Hickerson décrit ainsi les cent mille Algonquins vivant en bandes familiales: «Un ensemble de tribus unies par des liens étroits mais gardant leur indépendance politique, qui appartiennent à la branche des Sauteux, des Outaouais et des Algonquins, tous membres de la famille algique. Ils résidaient surtout dans la vallée de l'Outaouais et au nord du lac Huron. Les Algonquins étaient pêcheurs et chasseurs, ils se nourrissaient de légumes sauvages. Ils utilisaient beaucoup l'écorce de bouleau. Comme trappeurs, ils prirent une part importante au commerce de la fourrure avec les Français.»⁶

Ils sont là, au bord de la grande rivière; voyez leurs emblèmes peints sur rectangles de bouleau dressés à la proue de leurs canots. Les voyez-

vous sous le taffetas de vos paupières? Ce matin, deux jeunes Weskarini souriants se préparent à la cérémonie du mariage. La jeune fille n'a pas encore dix-huit ans: la jolie princesse Natoua de la Petite Nation. Aussi belle et heureuse que les jeunes épousées modernes venues en voyage de noces au Château Montebello!

Dans la Petite Nation, le mariage de Natoua

Les dames du Grand conseil se sont réunies autour des grandes chaudières pour le dernier palabre pendant que les canots du chef Ouesterini reposent sur la rive. Les corbeilles à fruits et à poissons circulent dans la longue cabane. Avant la prochaine lune, le fils de Tessouah, de la tribu de la Grande Nation, déclinera ses trois noms, étalera ses présents car il désire épouser Natoua, de la tribu de la Petite Nation.

-Au quatrième matin de ma naissance, j'ai reçu le nom du lieu où j'ai vu le jour, dans la vallée bordée de cèdres et de sapins, au bord de la Grande rivière. Des enfants du Messager céleste sont venus de toutes les nations. Tessouah, mon père, a distribué des couvertures bleues, jaunes et noires.

Au douzième mois, j'ai reçu le nom des ancêtres de mes ancêtres venus de terres aux cendres chaudes transmettre les cimiers de la famille des Kichesipirini. Personne n'a placé autant de couvertures et de cuivres que les hommes et les femmes de notre clan.

À dix ans, j'ai bu le court-bouillon des chiens offert au grand dieu Agreskoué qui m'a donné l'agilité de nos cerfs, la vigilance des aigles et la prudence du serpent. Je savais déjà pleurer en silence et sourire devant l'ennemi. La tribu m'a donné mon troisième et dernier nom pour fixer le visage du soleil, de son lever à son coucher, immobile et stoïque.

-Tu parles bien, Hotrehouati, mais qui nous prouve que tu peux vraiment braver Garahoua, le soleil?

-J'ai bravé le dragon du Niagara, le puissant Ognanngaré.

-Combien de couvertures as-tu conservées de ta naissance? Qu'offres-tu pour ma fille?

Natoua est revenue après la fête du maïs vert, nouvelle «asqua» rayonnante de beauté sous sa jupe de daim, les cheveux bien tressés sur son torse ferme et nu, après une semaine de méditation et de réclusion. La femme chaman lui a tout expliqué pour qu'elle accueille bientôt l'époux qui vivra auprès d'elle.

Dans la longue maison, l'aïeule plisse les yeux, les paupières mi-closes. Elle voit scintiller la flamme du foyer. Qu'il parle, ce fils de Tessouah et décline ses noms, la vieille ne va pas céder facilement sa petite-fille à l'un des fils venus des Cendres chaudes, sur un simple discours d'une journée. Elle se souvient d'avoir cueilli autrefois les racines d'orchenette jaune et d'angélique sauvage durant de longues heures, de les avoir pulvérisées et mélangées dans la graisse d'ours. La nuit venue, son corps bien frictionné conservait sa souplesse et son agilité après avoir éteint les bâtonnets de ses prétendants. La belle «allumée» les a reçus sans se presser.

Qu'il parle, celui-là, des Cendres chaudes de ses ancêtres. Il n'aura pas la force de son dernier homme qui, l'ayant vue manger des châtaignes brûlantes au matin, plonge ses deux mains dans le brasier et avale les tisons rouges. La mère de Natoua naquit neuf mois plus tard. Il reste deux jours de palabres et Natoua n'a pas encore bu les tisanes du framboisier. On verra demain s'il faut aller chercher des castors à la rivière de la Petite Nation.

Les pourparlers achèvent maintenant. Au troisième jour, quatre canots de la tribu des Weskarini ont quitté le rivage, selon l'ordre de Ouesterini, pour avertir les autres clans qui attendaient l'issue des palabres. Ils reviendront avant la tombée du crépuscule et la fête commencera dans la grande maison familiale. Les signaux de fumée s'élèvent depuis le matin dans le ciel de septembre pour que les délégations des autres nations arrivent à temps.

Natoua couvre son visage de tendres écorces de cèdre et les femmes de la cabane pèlent la peau qu'elles enlèvent du front, des joues et

du cou de la promise. D'autres tressent les longs cheveux partagés en deux et «matachés» de couleurs vives, lustrés à l'huile de tournesol. L'aïeule rapporte l'angélique sauvage et la graisse d'ours pour frictionner les jambes et les cuisses de la fiancée. Elle pulvérise l'orchenette jaune pour enduire les reins, les bras et les seins de la belle Natoua.

Les chants s'élèvent au loin. Le cortège nuptial se prépare. Il s'approche lentement vers la maison close et silencieuse où Ouestarini a conduit discrètement sa fille, à l'abri de tous les regards. Les femmes de la Petite Nation s'affairent maintenant à leur toilette. La ronde de la noce commence. Au premier tour, les bâtons frappent les murs; tout le village fait écho à cet appel. Des longues maisons en bordure du grand lac, parents, amis et connaissances s'échappent pour se joindre au défilé. Tous miment la joie que ressentiront bientôt les nouveaux mariés quand ils seront présentés l'un à l'autre.

Au deuxième tour, les canots des visiteurs abordent au village et la fête éclate de musique et de danse. Les bâtons s'abaissent de nouveau sur les murs de la demeure toujours close. La ronde s'allonge, le groupe s'enfle. D'autres canots surgissent de la rivière et du lac. Le soleil fuit encore pour quelques minutes.

Natoua se surprend à prier Orenda, le Grand esprit et même le Père, Haweniyo.

«Salut! Toi qui as créé toutes choses, écoute ma voix. Tu as donné à ma mère la force des grandes rivières aux matrices géantes. Puisses-tu être aussi généreux pour moi. Tu as donné à mon père la virilité du castor, la santé du cerf et l'habileté du renard; puisses-tu dispenser de telles grâces à celui que j'épouserai.»

Le troisième tour commencera bientôt, mais les chefs de la Petite Nation s'arrêtent pour saluer les visiteurs et leur souhaiter la bienvenue à cette magnifique fête des épousailles. Les femmes rivalisent de coquetterie, les jeunes Weskarini aux yeux écarquillés admirent le défilé. Hotrehouti, fils de Tessouah, explique à ses alliés et amis combien de couvertures il a garanties, quel intérêt il a promis pour être digne de son beau-père Ouesterini.

-J'en aurais donné davantage, proclame un chef des Têtes Boules.

Peut-être mais il est trop tard car les pourparlers sont finis; les dames du Grand conseil ont parlé au nom de Natoua. En avant pour la tournée!

La jeune fiancée entend venir le cortège. Elle sait que, cette fois, les bâtons s'abattront avec plus de force et de persistance puisque, au quatrième tour, elle n'a plus le choix et doit ouvrir la porte à moins de refuser ou de s'esquiver. D'une façon ou de l'autre, elle doit accepter ou quitter la Petite Nation. Elle allume le feu et réchauffe le rognon de castor femelle que sa mère lui a donné. À l'autre bout du village, l'aïeule remet un rognon de castor mâle à Hotrehouati pour qu'il retrouve et conserve sa virilité.

Le quatrième et dernier tour s'ébranle dans l'exubérance et l'anxiété. Natoua avale à grandes doses la potion de framboisier qui facilitera sa grossesse et se dirige vers la porte qu'elle ouvre. La noce pénètre dans la longue maison. La promise est debout près du foyer, les yeux baissés, magnifique et pudique sous sa blouse neuve de daim. Un homme s'avance vers elle et l'invite à s'asseoir auprès de lui. La grand-mère présente les deux mariés. Elle les invite à la suivre, hors de la grande maison où la fête se poursuivra sans eux.

Seuls dans leur nouvelle alcôve avec le feu qui leur est réservé, Natoua et Hotrehouati étonnés se retrouvent et se découvrent.»^{6a}

Rencontres algonquines

Un jeune géographe français, venant au Canada pour la première fois de sa vie, accompagne une expédition de François du Pont Gravé et Pierre du Gua de Monts qui ont obtenu du roi de France, Henri IV, «le droit exclusif de traite avec les Indiens de la Nouvelle-France». Samuel de Champlain, à cette époque de 1603, ne connaît rien de ce pays qu'il aborde en explorateur. Les navires des commerçants se dirigent vers l'Acadie où le baron de Poutrincourt et Saint-Just gouverne une jeune colonie vaillante. Ils font escale à Tadoussac.

Champlain dans la Petite-Nation

À peine débarqué du *Don de Dieu* venu de France, trois jours après son arrivée, lors de la «tabagie» annuelle de la traite de Tadoussac en mai 1603, Samuel de Champlain assiste, à la pointe de Saint-Mathieu, à la fête de Tessouah l'Algonquin de la Grande Nation et d'Anadabijou le Montagnais. Assis devant les femmes et les jeunes filles, entre deux perches garnies de scalps de guerriers ennemis, il écoute Tessouah, le chef des Kichesipirini venu en remontant la grande rivière des Outaouais qu'il a fermée aux Hurons et aux Népissingues. Il regarde Anadabijou, le chef des Illnouts qui contrôle l'accès à la Grande baie par le Saguenay. Il fume le calumet de paix avec eux et les délégués etchemins, malécites et abénaquis.

Autour de la dizaine de marmites d'orignal, d'ours et de phoque, ils préparent le traité qui doit amener Champlain au pays de Miristou et Hotrehouati, les fils des chefs algonquins et montagnais, et précéder le grand Conseil des alliés. Les danses et les festins s'organisent. Les belles Algonquines de la tribu des Wescharini et des Kichesipirini, aux blouses de daim et aux tresses matachées, dansent devant les chefs. Champlain feint de ne point voir leurs bustes magnifiques, il discute de la nature de Dieu avec Mahigan Aticq, le Montagnais.

Il n'a pourtant rien oublié de la fête lorsque, dix ans plus tard, il va rejoindre son délégué, Nicolas de Vignau, au Conseil des anciens en 1613. Il veut obtenir de Tessouah canots et guides pour se rendre à la grande baie du Nord. C'est lors de ce long voyage qu'il voit pour la première fois le pays des Wescharini et pénètre dans la rivière de la Petite Nation où l'accueillent la belle Natoua avec les fils et les filles d'Hotrehouati.⁷

Champlain au pays des Algonquins

Il a lui-même rédigé le récit de sa première visite aux pays des Algonquins de la Petite et de la Grande Nation, après avoir pagayé durant deux mois sur la rivière des Outaouais. Fermons de nouveau les

yeux. Ses canots passent, ici même au promontoire du cap Bonsecours tout garni d'érables et de pins, de chênes et de bouleaux, il y a trois cent quatre-vingt-quatre ans.

«Ainsi nos canots chargés de quelques vivres, de nos armes et marchandises pour faire présents aux Sauvages, je partis le lundi 27 mai de l'île Sainte-Hélène avec une faible escorte de cinq Français, avec de Vignau et un guide sauvage, montés en deux canots d'écorce. (...) Nous rencontrâmes (le dimanche 2 juin) quinze canots dans une rivière ayant passé un petit lac de quatre lieues et large de deux (en amont de la Pointe de l'Orignal) (...) nous nous séparâmes à la baie de l'Orignal et à une pointe couverte de chênes et continuant notre route à mont ladite rivière en trouvâmes une autre fort belle et spacieuse qui vient d'une nation appelée Wescharini lesquels se tiennent au nord d'icelle, et à quatre journées de l'entrée. Cette rivière est fort plaisante et à cause des belles îles qu'elle contient et des terres garnies de beaux bois clairs qui la bordent, la terre est bonne pour le labourage.»⁸

De nombreux missionnaires suivront les traces de Champlain. En 1616, le récollet Joseph Le Caron remonte l'Outaouais jusqu'au lac Nipissing; en 1625, le jésuite Jean de Brébeuf suit les Algonquins à la chasse durant tout l'hiver. «Nous sommes demeurés trente jours par les chemins en continuel travail, excepté un jour de repos. Il y avait des portages d'une, de deux et de trois lieues. Nous avons porté 35 fois et traîné à la cordelle, pour le moins cinquante fois.»⁹

De célèbres coureurs des bois, Pierre-Esprit Radisson et Médard Chouart des Groseillers y font glisser leurs lourds canots. En août 1659, ils partent pour une année entière avec trois cents Indiens et reviennent avec deux cent mille livres de fourrures à bord d'une soixantaine d'embarcations. Depuis déjà cinq ans, Chouart des Groseillers connaît tous les méandres de la grande rivière Odawas; il peut y guider sans hésitation son jeune beau-frère. C'est au retour de ce long et fructueux périple qu'ils découvrent les vestiges du fort de Long-Sault, après la bataille de Dollard des Ormeaux. «Notre descente du Long-Sault, dernière étape de notre retour, s'est accomplie sans aucune difficulté car tous les ennemis

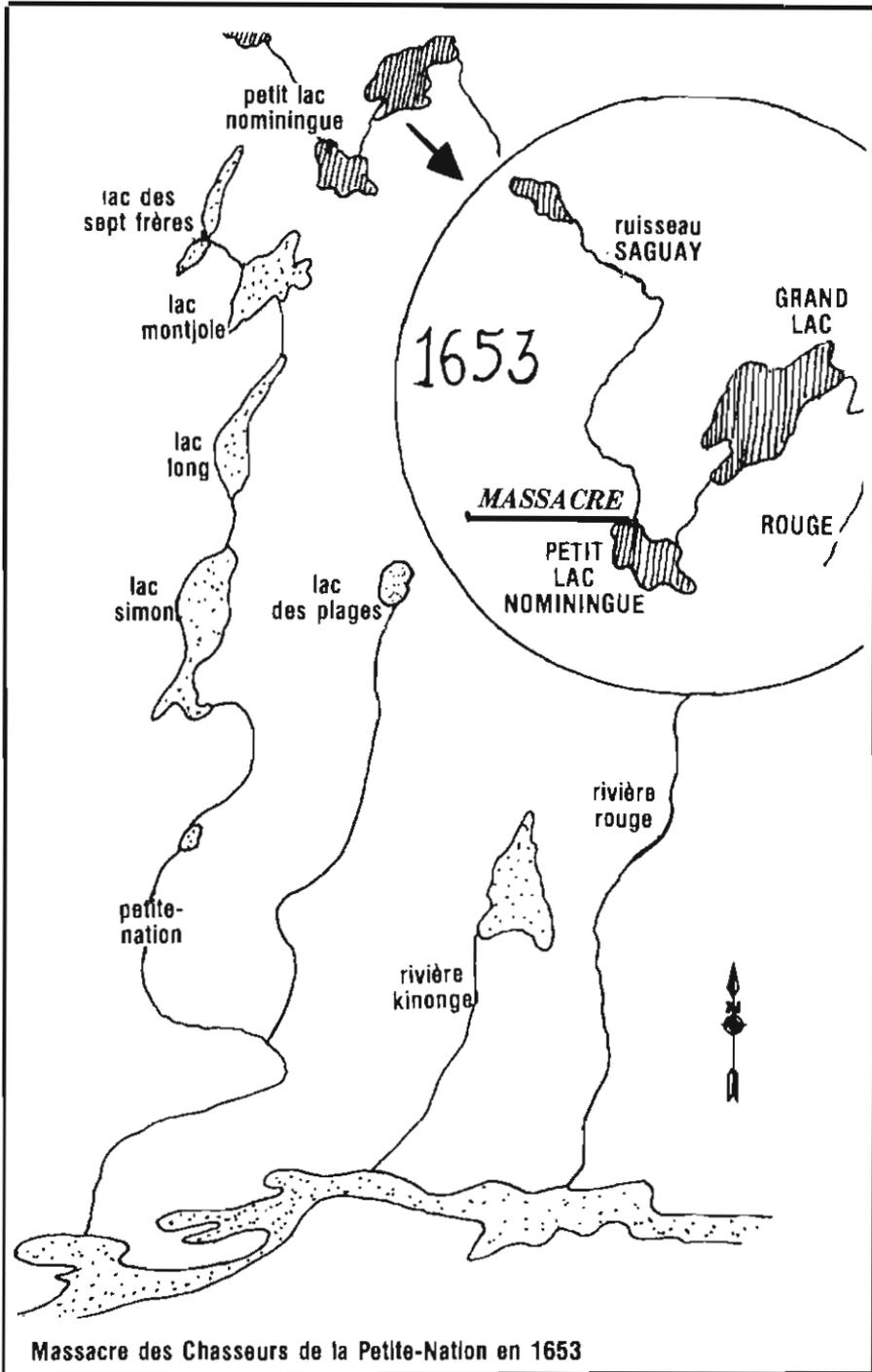
étaient partis chez eux, impressionnés par la lutte qu'ils avaient subie dans ce combat.»¹⁰

Le massacre des chasseurs de la Petite Nation

À l'arrière-garde d'une longue file de canots, Tesswehas chante une mélodie à la gloire de Ménébuch, le sympathique Grand lièvre des Algonquins. Il lui parle de la chasse qui fut excellente sur la rivière Rouge. Des ballots de loutres, de castors et de visons entassés dans les embarcations serviront d'échanges à la foire des Français. Tesswehas sait qu'il reviendra du Cap-des-Victoires, en juin, avec des surprises pour ses fils encore endormis. Toute la tribu célébrera la fête de cet été 1653.

Tôt ce matin, les femmes ont éteint les feux de la froide nuit printanière et enroulé les tipis près des fusils et des munitions. Les sentinelles ont descendu les canots au bord de la rivière frissonnante et sorti les fourrures des caches sous les troncs renversés. Tout fut en place et en équilibre avant le coucher de la lune. Le Chef a l'espoir de franchir le portage au delà du Petit lac Nominique en fin d'après-midi.

Le mouvement régulier des bras qui payaient a lentement réchauffé les Algonquins depuis leur départ matinal. Le Chef vient de lever le bras droit. Les chants cessent, les pagaies s'immobilisent et toute la bande attend. Le canot de tête se range au bord de la rivière avant l'accès au petit lac. La prudence millénaire des chasseurs les rend méfiants même si aucune surprise désagréable n'a troublé le long voyage de retour. Après demain, tout sera fini puisque la bande de chasseurs aura rallié le grand campement de la Petite Nation. Les Anciens écouteront le récit du voyage et les jeunes rêveront de nouvelles chasses.



Tesswehas abaisse le bras, la file de canots peut quitter la rivière et s'engager dans le lac désert et silencieux. Il peut chanter de nouveau. À droite, entre les épinettes noires de la forêt encore blanche de neige, coule le ruisseau gonflé de la Saguay. La pointe du nord du petit lac s'incline pour l'accueillir. Elle se recourbe vers l'est pour dégager le sentier de portage qui conduit au lac des Îles. Tesswehas surveille la rive qu'il quitte.

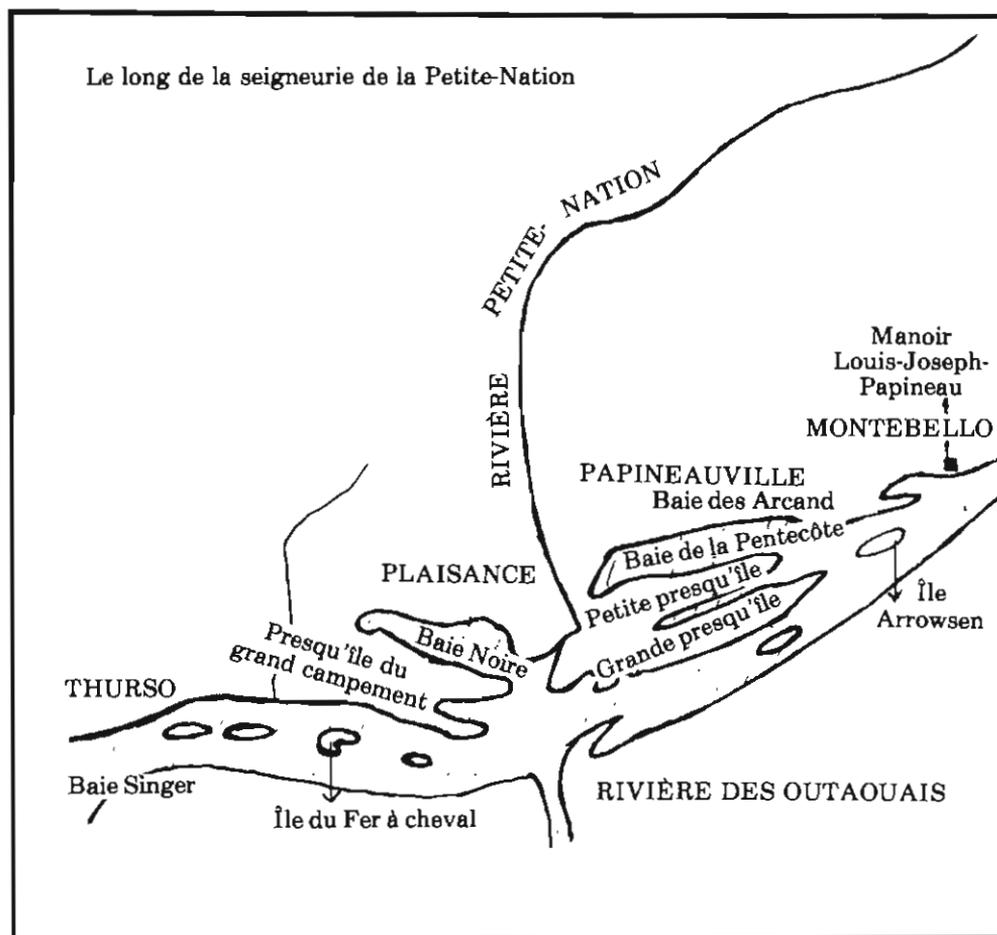
Soudain le canot de proue s'arrête brusquement, le Chef élève sa pagaie. Des embarcations étrangères semblent remuer sur la rive sud. Le passage des Algonquins a peut-être troublé des maraudeurs venus piéger des renards sur le territoire de chasse de la Petite Nation. Une dizaine de canots s'avancent, les cris et les coups de fusil ne laissent subsister aucun doute. Une petite bande d'Iroquois vient au-devant des chasseurs, menaçante et bruyante. La pagaie du Chef s'incline. À ce signal, la longue file de canots algonquins oblique docilement; les hommes pagaient vers le nord-est. La bande se hâte vers la rive pour y mettre les enfants à l'abri. Les femmes auront le temps de prendre les ballots de fourrures et de les cacher. Les hommes reviendront alors au-devant des Iroquois afin d'engager le combat.

Sans inquiétude mais avec rapidité, les chasseurs de la Petite Nation emmènent leurs canots à la rive. Les femmes bondissent et tendent la main aux enfants qu'elles se préparent à conduire dans la forêt. Les pagaies sont déposées, les canots tirés au rivage, les ballots jetés sur la neige et les fusils dégagés. Les hommes n'auront jamais le temps de s'en servir. Des centaines d'Agniers surgissent du bois autour de leur chef Tekarihoken. Le gardien des frontières iroquoises a tendu le piège; les canots des maraudeurs ont poussé les Algonquins sous les tomahawks qui tourbillonnent et s'abattent sans merci sur les femmes et les enfants. Les Algonquins répliquent à coups de crosse mais ne peuvent s'approcher de la forêt. Nul ne songe à fuir vers le lac car les cris des enfants assommés les appellent à leur secours.

La bande des chasseurs de la Petite Nation est anéantie sans pitié. Les longs couteaux de scalp remplacent déjà les tomahawks. Deux hommes parviennent à s'échapper vers la forêt parce que les Agniers, faisant

mine de ne pas les voir, tiennent à ce que la nouvelle du massacre parvienne au campement algonquin. La bande de la Petite Nation quitta son territoire dès que le récit fut complété; elle alla se joindre aux bandes de l'île aux Allumettes et aux Têtes de Boule.¹¹

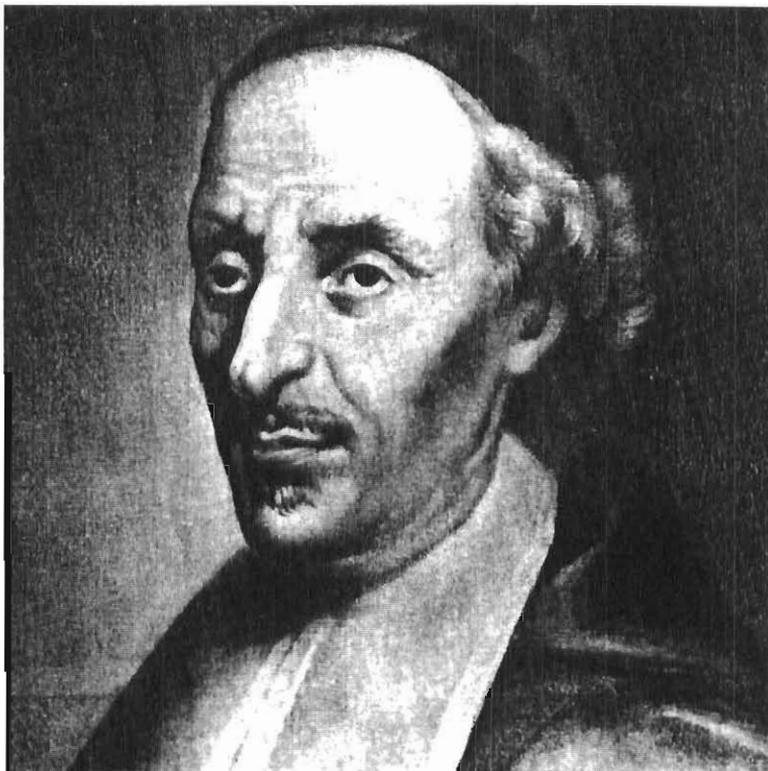
Le chef algonquin 8eska Sipirini, 324 ans plus tard, écrivait: «Les survivants de la Petite Nation s'enfuirent à Oka, en Mauricie et jusqu'au lac Saint-Jean chez les Montagnais. Ils ne revinrent pas après la paix de 1701; à toute fin pratique, le génocide était complété.»¹² D'ailleurs, ce vaste territoire ne leur appartient plus; sans leur permission et à leur insu, la France en a disposé autrement.



La seigneurie de la Petite-Nation

«Nous désignons sous le nom de seigneurie de la Petite-Nation, écrit l'abbé Michel Chamberland, la partie de terre bornée au sud par la rivière des Outaouais; au nord, par les cantons de Ponsonby, Suffolk et Ripon; à l'est, par les cantons de Grenville et Harrington; à l'ouest, par les cantons de Ripon et Lochaber. L'espace compris dans ces limites a une largeur de cinq lieues sur une égale profondeur, ce qui donne une superficie de 185,840 arpents. (...) Le manoir seigneurial est situé à la latitude 45 degrés et 35 minutes nord et à longitude 77 degrés et 22 minutes de Paris. La distance, pour Ottawa, est 38 milles par terre et 42 milles par eau. La distance, pour Montréal, est 79 milles par terre et 68 milles par eau.»¹³

Voilà le fief que la compagnie française des Indes occidentales, le 16 mai 1674, concède au premier évêque de Nouvelle-France, François de Montmorency Laval.



Mgr François de Laval (ANQ-Q 1976)

B. Le fief ecclésiastique

Un cadeau royal

François de Laval, le premier seigneur de la Petite-Nation, est membre de la branche cadette des Montmorency, ces premiers barons de France présents au baptême de Clovis à Reims en 496. Ses deux frères aînés, Gabriel et François, meurent à la guerre en 1644 et 1645. Chef de famille à 21 ans, il renonce pourtant à tous ses biens religieux et cède ses biens nobiliaires à son jeune frère Jean-Louis de Laval, pour se retirer à l'Ermitage. C'est là qu'en janvier 1657 le père François de Laval - prêtre depuis dix ans - apprend que le roi de France l'a proposé au pape comme candidat à l'évêché de Québec. Le nonce papal consacre le nouvel évêque à Paris, le 8 décembre 1658. Monseigneur de Laval arrive le 16 juin 1659 dans la

colonie où vivent 2 500 habitants et 27 prêtres (dix-sept jésuites, quatre sulpiciens et six séculiers comme lui).

Évêque de Pétrée et vicaire apostolique en Nouvelle-France, il crée à Québec, le 10 octobre 1663, un séminaire qu'il affine à celui des Missions étrangères de Paris le 29 janvier 1665. Il retourne en France en 1671 pour obtenir l'érection d'un vrai diocèse. Il y discute durant quatre ans. C'est d'ailleurs au cours de son absence de la Nouvelle-France que la Compagnie des Indes occidentales lui concède la seigneurie de la Petite-Nation, le 16 mai 1674. Les bulles papales arrivent à Paris le 4 octobre de la même année. Monseigneur de Laval peut alors rentrer dans son diocèse, en septembre 1675.

«Concession faite par la Compagnie des Indes occidentales, le seize mai mil six cent soixante-quatorze, laquelle pour les raisons y contenues, donne et concède à Messire François de Laval, évêque de Pétrée, nommé par le roi, premier évêque de Québec, cinq lieues de front sur cinq lieues de profondeur, à prendre depuis le Sault de la Chaudière, vulgairement appelé la Petite-Nation en descendant le fleuve sur le chemin des Outaouais, pour jouir par ledit seigneur évêque ou ses ayant cause, en toute propriété, seigneurie et justice de ladite terre, des lacs et rivières, mines et minières qui se trouvent dans ladite concession comme aussi de toute la largeur dudit fleuve et des battures, isles et islets vis-à-vis d'icelle concession, avec le droit de pêche et de chasse dans toute son étendue pour, par ledit évêque ou ses ayant cause à perpétuité, à l'effet de laquelle dite concession nous avons révoqué et révoquons par ces présentes toutes autres concessions qui pourraient avoir été faites par nous ou autres de ladite étendue de terre ou partie d'icelle, supposé qu'elle ne soit point actuellement défrichée, à la charge par ledit seigneur évêque à la foi et hommage qu'il sera tenu et ses ayant cause de rendre à ladite Compagnie, de vingt ans en vingt ans, au Fort Louis de Québec ou en cette ville Paris, au bureau de la direction générale d'icelle, avec une maille d'or valant onze livres, que les appellations de la justice ressortiront directement et immédiatement au Conseil Souverain de Québec, moyennant lesdites clauses et conditions, ladite Concession demeurera quitte pour toujours de tous droits et redevances généralement quelconques, sera obligé ledit évêque de faire commencer de défricher sur ladite Concession dans quatre ans, à moins qu'il n'en soit

empêché par quelque guerre ou cause raisonnable, et que les bornes seront plantées aux deux bouts de ladite Concession, sur le fleuve Saint-Laurent, seulement par un arpenteur à faute de quoi, ladite Compagnie pourra disposer, comme bon lui semblera desdites terres, et les réunira à son domaine, sans que pour ce sujet ledit seigneur évêque ni autres puissent prétendre à aucun dédommagement, lesquelles conditions ont été acceptées par ledit seigneur évêque.

En foi de quoi, nous avons signé ces présentes, icelles faites et contresignées par le secrétaire général de la Compagnie et scellées des armes d'icelles, à Paris, le seizième jour de mai 1674.»¹⁴ (signé: Bellinzani, Daulier)

L'historien Guillaume Dunn évoque dans l'un de ses livres l'intention de Mgr de Laval, en 1685, d'ouvrir une mission dans sa seigneurie éloignée. Il y aurait renoncé à cause de «l'eau de vie qu'ils auraient de tous côtés par les habitants voisins».¹⁵

D'autre part, les gouverneurs de la Nouvelle-France préféraient encourager les colons à s'installer près des seigneuries à l'abri des incursions iroquoises, dans les régions de Québec et Trois-Rivières. Un édit royal interdisait même, pour des raisons de sécurité, d'accorder des seigneuries à l'ouest de Montréal. Mgr de Laval n'eut pas le loisir de développer sa seigneurie. Les arpenteurs du roi auraient été fort déçus de s'en remettre à la description notariée en cherchant les bornes de cette seigneurie soi-disant située «sur le fleuve Saint-Laurent à 42 lieues de Montréal»: la Petite-Nation étant plutôt à 22 lieues... sur «le chemin des Outaouais».

Le cadeau épiscopal

Absorbé par ses lourdes tâches dans son immense diocèse, préoccupé par la subsistance des curés dans les nouvelles paroisses et par l'avenir de son séminaire, soucieux de bien structurer son oeuvre, Mgr de Laval fait cadeau de sa seigneurie, le 12 avril 1680, à son Séminaire.

Quatre documents servent à l'étude de ce dossier.

a) La concession initiale citée dans les références précédentes.

b) La cession au séminaire de Québec

Profitant d'un séjour à Paris pour s'occuper des problèmes de son diocèse de Québec, Mgr de Laval fait cadeau de sa seigneurie, le 12 avril 1680, au Séminaire des Missions Étrangères (rue du Bac à Paris) auquel il avait affilié son séminaire québécois en 1665. L'évêque signe le contrat de donation devant les notaires Détroy et Carnot, au Châtelet. De retour à Québec, il fait ratifier le document, le 12 mai 1681, chez le notaire royal Gilles Rageot de Saint-Luc: «(...) à commencer la jouissance, au jour du décès dudit seigneur évêque lequel sulevage, dès à présent, ledit Séminaire des Missions Étrangères, en tous ses droits pour les exercer, après son décès, à charge de satisfaire à toutes les charges et conditions parties dans les contrats et actes de concession desdits biens présentement donnés».

c) La rétrocession des trois cinquièmes

Se sentant vieillir, puisqu'il a 60 ans, Mgr de Laval désire consolider son oeuvre et céder la place à un plus jeune évêque. Sa longue visite pastorale de 1681 l'a physiquement épuisé; il décide de procéder à l'érection canonique du Chapitre de Québec. Conscient des besoins financiers de cette nouvelle institution, il en discute avec les Messieurs du séminaire de Québec. Le 10 décembre 1682, les séminaires de Québec et des Missions Étrangères rétrocèdent à l'évêque trois cinquièmes de la seigneurie de la Petite-Nation.

d) Le cadeau au Chapitre de Québec

Dans le mandement officiel du 16 novembre 1684 créant le Chapitre de Québec, Mgr de Laval mentionne la rétrocession précédente et s'en désiste en faveur du Chapitre qui devient ainsi le nouveau propriétaire de «trois lieues de front sur cinq lieues de profondeur». Le séminaire de Québec, toujours affilié à celui des Missions Étrangères, demeure le propriétaire des deux autres cinquièmes.

Au cours du 18^e siècle, deux actes officiels feront état de ces transactions:

a) Le 20 décembre 1765, au nom du Chapitre de Québec, le Grand vicaire Perreault dépose, auprès des autorités gouvernementales de la colonie, une déclaration civile protégeant les droits du Chapitre sur les trois cinquièmes de la seigneurie de la Petite-Nation.

b) En 1767, le septième évêque, Jean-Olivier Briand écrit au gouverneur Guy Carleton que «le Chapitre possède encore une seigneurie de trois lieues de front par cinq lieues de profondeur aux Chaudières, par la Grande rivière, au-dessus du lac des Deux-Montagnes».

Finalement, dans un livre intitulé *Le Séminaire de Québec* (documents et biographies, Québec 1964), Henri Provost écrit: «Les prêtres du séminaire, après avoir plusieurs fois délibéré s'ils vendraient ou s'ils établiraient la seigneurie de la Petite-Nation (...) ont conclu et décidé qu'ils vendraient lesdites deux lieues pour la somme de cinq cent cinquante louis courants, payables d'ici deux ans. Ladite délibération étant motivée tant par la crainte d'en être dépossédés que par la difficulté d'y faire des établissements.»

La seigneurie de la Petite-Nation entre dans une longue léthargie. Séminaire et Chapitre de Québec, seigneurs de la Petite-Nation, n'en laissent pas moins la Petite-Nation au seul soin de la nature.

RÉFÉRENCES

Avant-propos

1. ASSINIWI, Bernard. *Histoire des Indiens du Haut et du Bas-Canada*, tome 1, p. 20, Éditions Leméac, Montréal 1973.

I. Les pieds à l'aube

2. DUNN, Guillaume. *La partie de bagatelle*, p. 14, Éditions du Jour, Montréal 1976: «Nom indien de la Grande rivière, ou rivière des Outaouais». Il a écrit l'histoire de cette rivière pour la Société historique de l'Ouest du Québec: «Pour les Amérindiens, la *sippi* est une rivière (comme dans Mississipi) et *katchi* (ou kittchi), les flots abondants». Le

nom Outaouais apparaît au siècle dernier même si les *Odawas* n'ont jamais habité sur les bords de cette rivière, ils fréquentaient le sud du lac Supérieur et le lac Huron. Voir Bernard Assiniwi, ouvrage cité en 1, page 65. Les notaires des 18^e et 19^e siècles, dans les contrats Papineau, écrivaient: «le chemin des Outaouais sur le grand fleuve Saint-Laurent.» Les Anglais alternent entre *the Grand River* et le terme indien Outaouas (tribu des Outaouais) pour désigner *the Ottawa River*.

3. MAROIS, Roger. «Modes d'établissement des Amérindiens dans l'Outaouais». *L'Outaouais*, p. 8, IHRO, Hull 1981.

4. TRUDEL, Marcel. *Initiation à la Nouvelle-France*, p. 29. Holt, Rinehart et Wilson, Montréal 1968.

5. DENIS, Jean-Paul. *La Petite-Nation*, article sur les Weskarini, décembre 1977, p. 18.

6. LAMARCHE, Jacques. *Les cahiers historiques de la Petite-Nation*, cahier 1, avril 1978, p. 6.

6a. LAMARCHE, Jacques. *Le Mémorial du Québec*, tome 1, création et adaptation d'une légende, Montréal 1980.

Lexique algonquin

Kije-manito: croyant à l'immoralité de l'âme et au créateur suprême, l'Algonquin désigne le «plus grand des esprits» sous ce terme.

Anish-nah-be: Le fils du Grand manitou, **Nanabojo**, s'étant accouplé avec la Grande ourse qui donna naissance à la race désigné sous ce terme

Asqua désigne une Indienne mariée. L'asqua par déformation européenne est devenue **la squaw**.

Matacher: nos orfèvres utilisent un matoir pour rendre l'or et l'argent **mat**. Le «matage» désigne l'opération de recouvrir une dorure d'un ver-

nis protecteur. Ainsi, les femmes algonquines, bien avant nos orfèvres **matachaient** la chevelure de la jeune mariée; elles l'enduisaient de diverses couleurs qu'elles lustraient avec l'huile de tournesol

Orchenette: aujourd'hui l'orcanette, une racine de «borraginées», telle la bourrache ou langue de boeuf.

Angélique: il s'agit d'une plante de la famille des aroidacées, ou plus simplement, l'acorus roseau: le lis des marais

7. LAMARCHE, Jacques. Idem 5, voir *L'Empreinte du Viking*, pp. 1-7. *Le Mémorial du Québec*, voir *Islendingabook* des professeurs Are Frodhé et Tryggyi Oleson, Université du Manitoba; *Early Voyages and Northern Approaches to Canada*, W.L. Morton, Toronto 1963.

8. CHAMPLAIN. *Oeuvres*, édition de l'abbé C. Laverdière, Québec 1870, 6 volumes, réédition 1922-1965, Toronto, collection H.P. Biggar, adapté de Marcel Trudel, DBCI p.197.

9. BARBEZIEUX, Alexis de. *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa*, Ottawa 1897, volume 1, p. 14.

10. NUTE, Grace Lee. *Médard Chouart Des Groseillers*, DBCII, pp. 228-234, Presses de l'Université Laval, Québec 1966.

11. «C'en était fait de la Petite-Nation... des pointes de flèches et des débris d'armes auraient été trouvés sur le théâtre de cette fatale rencontre. Quand eut lieu ce combat? Probablement de 1651 à 1653, car après cette époque, on n'entend plus parler de la Petite-Nation tandis qu'en 1649, elle était encore intacte,» explique le Père capucin Alexis de Barbezieux (ouvrage cité en 9, pp. 32-33) d'après un récit de l'abbé Wilfrid Richer, un enfant de la Petite-Nation (né à Saint-André-Avellin). À partir des détails mentionnés, l'auteur créa un récit plausible pour *Le Mémorial du Québec*, tome 1 et les «Cahiers historiques de la Petite-Nation», en 1978.

12. DENIS, Jean-Paul, chef des Algonquins de la Petite Nation sous le nom de 8eska Sipirini, «Cahiers historiques», cahier 2, mai 1978, p. 15.

13. CHAMBERLAND, Michel. *Histoire de Montebello*, p.35, Ateliers des sourds-muets, Montréal 1929, réimpression 1981,

14. Acte des notaires Detroy-Canot ou Chatelet, Paris. Le séminaire de Québec, depuis le 29 mai 1665, est affilié à celui des Missions Étrangères de Paris.

15. DUNN, Guillaume. *Les forts de l'Outaouais*, pp. 66-73, Montréal, d'après Claude Baribeau, *La Seigneurie de la Petite-Nation*, p. 24. Éditions Asticou, Hull 1983.



*Louis-Joseph Papineau, président de la Chambre des députés du Bas-Canada (Québec).
Portrait de Sheriff Scott (Le Seigneur, 1932).*

La Petite Nation ou la Petite-Nation?

Intrigué par la présence ou l'absence du trait d'union, le lecteur en cherche peut-être la raison: elle relève des normes du code toponymique.

*Lorsqu'on mentionne les lieux et les personnes à l'origine d'une telle expression, on omet le trait d'union: la nation algonquine réunissait des bandes formant d'une part «les gens de la Grande Nation» (les Kichesipirini), qui remontaient la Grande rivière jusqu'à l'île aux Allumettes et, d'autre part «les gens de la Petite Nation» (les Weskarini) qui eux, bifurquaient vers la rivière de la Petite Nation.

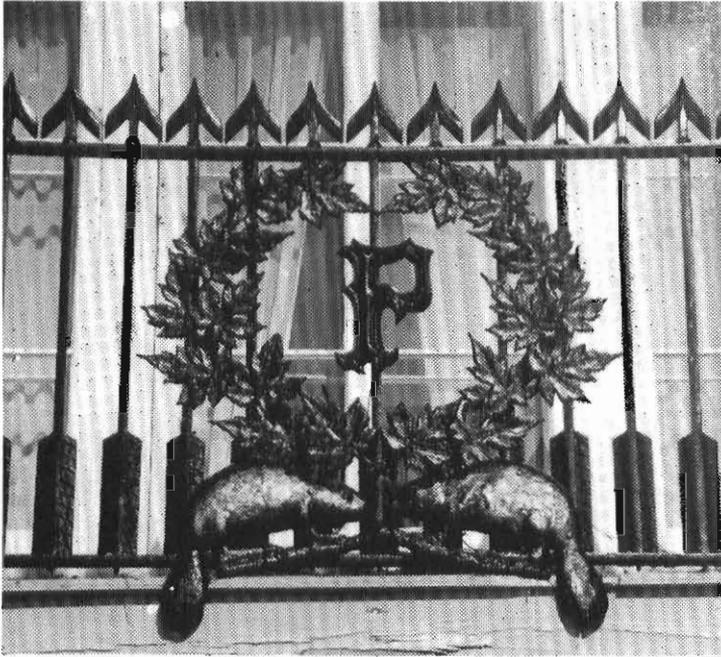
*Lorsqu'on se réfère, par la suite, à d'autres lieux et personnes qui perpétuent le nom d'origine, on utilise le trait d'union: en hommage aux Algonquins de la Petite Nation qui avaient habité ce territoire, la France concède à Mgr de Laval «la seigneurie de la Petite-Nation». Plus tard, les Papineau deviennent les «seigneurs de la Petite-Nation».

Ainsi on écrivait: «Jadis, je rencontrais le cardinal Léger sur la rue; j'habite maintenant sur la rue Cardinal-Léger; des gens récitaient le chapelet avec le cardinal Léger; plusieurs de leurs enfants fréquentent l'école Cardinal-Léger.

II. Le coeur en émoi

1800-1929

- A. La transformation de la seigneurie
- B. L'orateur Louis-Joseph Papineau
- C. Le seigneur de Montebello
- D. La succession familiale



Au balcon d'une fenêtre du manoir, le monogramme en fer forgé des Papineau entouré de feuilles de laurier au-dessus des castors et série de hallebardes, en rambarde. (photo d'archives de *La revue La Petite-Nation*, 1977).

A. La transformation de la seigneurie

Les hirondelles chantent l'été dans les grands érables centenaires de la Petite-Nation. Fermons les oreilles pour ne pas entendre les exclamations joyeuses des joueurs de tennis, des cavaliers dans les sentiers, des invités du Château Montebello. Nous ne sommes pas encore rendus en 1997 mais seulement en 1688!

Déserte et lointaine, oubliée et abandonnée, la seigneurie de la Petite-Nation n'est qu'un vaste territoire géographique où quelques rares chasseurs et trappeurs algonquins reviennent au pays de leurs ancêtres. Le changement se prépare à l'insu même des Papineau qui viennent d'arriver à Montréal.

Le premier Papineau de Nouvelle-France, Samuel, a quitté Montigny, dans le Poitou, avec les soldats du marquis de la Grois, Charles Henry d'Alogny. Il guerroye durant plusieurs années, selon son contrat militaire de service, et choisit de demeurer au Canada plutôt que de retourner en France. Le 25 avril 1699, à 31 ans, il acquiert une concession de soixante arpents dans la seigneurie montréalaise des Sulpiciens. Cinq ans plus tard, le 6 juin 1704 à Pointe-aux-Trembles, il épouse une jeune veuve de dix-huit ans, Catherine Quevillon. Ils élèvent une famille de neuf enfants dont six fils. L'un d'eux, Joseph, deviendra le grand-père du seigneur Louis-Joseph Papineau.

Le député de Montréal

Le tonnelier Joseph Papineau, fils de Samuel, naît en 1719. À l'âge de 30 ans, il épouse lui aussi une jeune fille de Pointe-aux-Trembles, Marie-Josephte Baudry. L'un de leurs fils, Joseph deuxième du nom, deviendra le premier seigneur civil de la seigneurie de la Petite-Nation.

Né en 1752, n'ayant que 8 ans lors de la bataille des Plaines d'Abraham, il grandira avec un nouveau Canada devenu colonie britannique. Après ses études classiques au Séminaire de Québec, il devient notaire. Lors de l'invasion américaine, en 1776, suivant l'exemple ancestral, il répond à l'appel des armes et rejoint le gouverneur Carleton descendant à Québec en toute hâte. De retour à la vie civile, le milicien Joseph Papineau reprend sa carrière de notaire et d'arpenteur. En 1779, il épouse Rosalie Cherrier, fille d'un collègue de Saint-Denis-sur-Richelieu. Ils eurent dix enfants dont cinq meurent en bas âge.¹

En juin 1792, peu après la Constitution de 1791 créant le premier Parlement du Bas-Canada, le lieutenant-gouverneur Alured Clarke appelle la population aux urnes. À 40 ans, Joseph Papineau représente la circonscription de Montréal. Réélu en 1796, il n'a guère le temps de s'occuper activement des affaires de l'État. Plusieurs communautés religieuses lui ont confié l'administration de leurs biens, en particulier ses anciens professeurs du Séminaire de Québec. Ceux-ci s'en remettent entièrement à lui pour leurs affaires de seigneurie à l'Île Jésus et à la Petite-Nation.

«La Petite-Nation, à cent kilomètres de Montréal, est encore à l'état vierge. Elle ne coûte ni ne rapporte rien. Le Séminaire de Québec en cède les deux cinquièmes au notaire Papineau, en paiement de ses frais et honoraires, devant maître A. Tétu, notaire, le 10 janvier 1801.»²

Les documents du Séminaire de Québec confirment cette transaction: «Les prêtres du séminaire, après avoir plusieurs fois délibéré s'ils vendraient ou s'ils établiraient la seigneurie de la Petite-Nation (...) ont conclu et décidé qu'ils vendraient lesdites deux lieues pour la somme de cinq cent cinquante louis courants, payable d'ici deux ans. Ladite délibération étant motivée tant par la crainte d'en être dépossédée que par la difficulté d'y faire des établissements.»³

En effet, sir Frederick Haldimand, au plus fort de la bataille des Américains pour leur indépendance, n'avait guère confiance en la loyauté absolue des Canadiens au roi d'Angleterre et peu de sympathie pour le clergé. Il refusa même aux Messieurs du séminaire le serment «foi et hommage» pour la Petite-Nation déserte et lointaine. Inquiets pour cette propriété séculaire, les dirigeants du séminaire jugèrent plus prudent de s'en départir; l'offre à Joseph Papineau tombait à point.

Le premier seigneur laïc de la Petite-Nation

Le premier titre notarié de la famille concerne l'acte de concession de la Compagnie des Indes occidentales (16 mai 1674); le deuxième, l'acte de donation de Mgr Laval (12 avril 1680). C'est vraiment au titre TERTIO que commencent les intérêts directs des Papineau dans la seigneurie.

«Les directeurs du Séminaire de Québec, munis du consentement de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Pierre Denault, évêque de

Québec, signent le contrat devant les Notaires à Québec dont Me Têtu, l'un d'eux a gardé minute portant vente en faveur de Joseph Papineau, écuyer, de deux lieues de terre de front sur cinq lieues de profondeur avec tous les droits en dépendans suivant les titres sans en rien réserver.»⁴

Joint à ce contrat, le papier terrier fait état d'une quittance en date du 2 janvier 1802. Le Receveur général du Bas-Canada, Henry Cadwell, accuse réception d'une somme (the sum of four livres 8 tons) de 4 livres, 8 tournois en guide de redevance du transfert sur cet achat. Ainsi délesté d'une vingtaine de dollars (contemporains), Joseph Papineau prête «foi et hommage» au roi, devant le lieutenant-gouverneur Robert S. Milnes, «tête nue, sans épée ni éperons, un genouil par terre».

Tout recommence deux ans plus tard, au titre QUINTO.

«Un contrat passé devant les Notaires à Québec dont Me F. Têtu, l'un deux a gardé minute le quinze mars mil huit cent trois de vente de Messire Antoine Robert, prêtre supérieur de Messieurs les ecclésiastiques du séminaire des missions étrangères établi à Québec, Messire Jean-Bte Lahaille prêtre et procureur dudit séminaire et Messires Pierre Bossu et Jérôme Demers prêtres et directeurs dudit Séminaire dûment munis de la permission de Monseigneur Pierre Denault évêque de Québec audit Joseph Papineau, écuyer, de trois autres lieues de front sur cinq lieues mentionnées en la concession susdite...»⁴

Le seigneur a siégé à «l'Assemblée législative de la province du Canada» depuis les débuts (1792-93) et décidé, après un épisode *manu militari* de ne pas se présenter à l'élection générale de 1805. Le notaire préfère s'occuper de sa clientèle montréalaise et préparer sa visite estivale à la Petite-Nation. Il retournera siéger, de 1809 à 1814, et quittera la politique pour revenir de plus en plus souvent dans la seigneurie.

La tête à Papineau

L'expression populaire, attribuée au fils (Louis-Joseph) convient d'abord au père. Quand Joseph Papineau entreprend quelque chose, il le mène à terme quels que soient les obstacles, et de façon intelligente en sus. À preuve, l'un de ses premiers faits d'armes, à l'hiver de 1776. Les treize États britanniques d'Amérique viennent, en juillet, d'adopter une déclara-

tion d'indépendance et, peu après, commence l'invasion de la colonie voisine, le Canada. À la tête de 1 100 volontaires de l'armée «américaine», le commandant Benedict Arnold se met en marche en septembre et, le 13 novembre, somme le lieutenant-gouverneur de la ville de Québec, Hector Théophile Cramahé, de se rendre. À peine rentré de Londres et rendu à Montréal, le gouverneur général Guy Carleton quitte la ville en toute hâte avec 130 miliciens canadiens. Il confie à l'un d'eux, envoyé à l'avance, instructions et missives officielles. Âgé de 24 ans, Joseph Papineau à cheval et à pied, de presbytères en manoirs, de granges en auberges, franchit avec un seul compagnon, les quelque 240 kilomètres, hors de la vue d'espions ou d'ennemis. Il arrive à Lévis à la fin de novembre: l'armée du général Montgomery vient de rejoindre les troupes d'Arnold, sur les hauteurs de Québec. S'enveloppant de draps blancs, rampant sur la neige, nageant dans les eaux glacées du fleuve, dérivant sur un mince îlot de glace, le «courrier du roi» traverse le Saint-Laurent au cours de la nuit pour se présenter au Château Saint-Louis et remettre les messages protégés. L'histoire finit avec la mort de Montgomery, le soir du 31 décembre et la retraite d'Arnold, le 5 mai 1777. Joseph Papineau est resté à Québec durant toute la durée du siège, pour revenir au foyer à l'été. Deux ans plus tard, le 23 août 1779, le jeune notaire épouse Rosalie Cherrier, la fille d'un confrère; le couple aura dix enfants.

Une vocation forestière

De colonisateur, Joseph Papineau devient rapidement promoteur. Soulignons que sévit alors en Europe la guerre qui conduisit Napoléon au blocus maritime de l'île britannique. Les Anglais se ressentent d'une grave pénurie de bois que ne peuvent plus contrer leurs habituels fournisseurs européens; ils se retournent vers leur colonie canadienne. Les tarifs sont haussés sur les bois «en provenance de la Baltique dans le but de provoquer une canalisation des investissements dans l'exploitation des ressources forestières du Québec»⁵. Dès lors, l'ex-député montréalais Joseph Papineau, parfaitement conscient de cette évolution qui suit le blocus de 1807, profite à merveille de cette situation. Il accentue l'envoi de colons et de bûcherons. Il écrit à son fils Denis-Benjamin de «presser ses gens parce qu'il a des contrats à remplir»⁶.

Le commerce du bois avec la mère patrie l'intéresse si bien qu'il décide de mieux financer ses transactions et d'accroître, par la vente d'une partie de sa seigneurie, ses investissements dans les autres parties du domaine qui prend de plus en plus de valeur.

«L'un des premiers soins est d'établir une scierie, près d'une chute sur la rivière de la Petite-Nation. Un canal d'aménée, au bas de la chute, conduira les billots à la rivière des Outaouais d'où le bois partira pour Québec, pour exportation en Angleterre.»⁷

De retour à Montréal, Joseph Papineau est maintenant très conscient de la valeur des terres acquises et de la richesse du bois. Il entre en rapport avec d'autres seigneurs aux prises avec le déboisement de leurs domaines. Il rencontre un important marchand de bois, Robert Fletcher, venu de Boston à Montréal négociant des concessions.

L'arrivée des Américains

Le 17 janvier 1809, Joseph Papineau vend cent soixante arpents de largeur sur toute la profondeur de cinq lieues, à cet Américain intéressé. Contrat signé, Robert Fletcher retourne rapidement à Boston; il parcourt les villages de la Nouvelle-Angleterre, recrute une centaine de bûcherons et revient à Montréal au début de février. Le 8, il rend «foy et hommage devant Sir James Henry Craig», verse un acompte substantiel au notaire Papineau et garantit le solde par des traites. Il se hâte de réunir et d'équiper son contingent de bûcherons. En février, les cent cinquante hommes peuvent enfin entreprendre le long voyage d'hiver vers la Petite-Nation. Ils y arrivent à la fin du mois, laissent Fletcher au *manoir* de l'île Arrowsen et gagnent la forêt où ils retrouvent les premiers colons de Joseph Papineau.

Début mars, les grands canots, alourdis par le matériel, la nourriture et l'équipement, abordent à l'île Arrowsen sous les yeux arrondis du jeune Denis-Benjamin Papineau. Raquettes aux pieds, havresacs au dos, haches et fusils à l'épaule, les bûcherons gagnent la côte du Moulin et les réserves forestières avoisinantes.

À Montréal, en pleine campagne électorale, Joseph Papineau n'en trouve pas moins le temps de répondre avec précision, sans mâcher ses mots, à la dernière lettre de son homme engagé, Nicolas Kinseler.⁸

Au printemps 1809, de la barre du jour jusqu'au crépuscule, retentit dans les forêts vierges de la Petite-Nation le crépitement incessant de la hache des bûcherons qui se fraient un chemin le long de la rivière. Les glaces des lacs s'entrechoquent et se morcellent, se dressent et se cabrent, envahissent les rives, poussées et entraînées par un courant puissant qui les achemine fatalement vers le Grand saut de la Chaudière.

Des chênes millénaires aux troncs colossaux frémissent et s'affaissent, des pins gigantesques aux faîtes élevés s'inclinent et s'effondrent. Les hommes de Fletcher les voient s'engouffrer dans le long couloir qui borde la grande chute ou virevolter entre les rochers des sept gradins du grand Sault.

Au sud, la rivière des Outaouais, gonflée par tous ses affluents, submerge le bord de la Grande presque île, envahit, cerne et isole l'île Arrowsen, déborde de toutes parts, recouvre les basses terres des baies de la Pentecôte et des Arcand. Sur la ligne de front du domaine, les premiers colons voient enfin s'achever ce long hiver qui les a emprisonnés, avec le froid et le vent, dans leurs maisons à peine terminées.

Quand arrivent par milliers, en mai, les outardes migratrices, Antoine Couillard et son frère Léon-Édouard, Dominique Charlebois, Thomas Tranchemontagne et sa femme Denonime accourent à la baie pour admirer ce spectacle annonciateur d'un nouvel été. Fletcher n'a pas le loisir de musarder sur les rives. Il a déjà repéré, au large, les grands trains de bois que les équipes de Philémon Wright acheminent à Montréal. *Le Colombo*, qui a quitté Hull, ralliera bientôt son port d'escale au-delà de la Nouvelle-Longueuil.

Le présomptueux entrepreneur s'inquiète. Ses hommes passent plus de temps à débloquer les enchevêtrements quotidiens, pour assurer le flottage des immenses billes, qu'à préparer les premières livraisons. L'argent que ses fournisseurs bostonnais lui ont avancé file entre ses mains: il faut payer et nourrir ses hommes, descendre à Rigaud afin de renouveler les provisions. Il voit aussi filer les jours, les semaines et s'approcher l'échéance du paiement d'octobre.

Lourdement endetté, Fletcher cherche désespérément le moyen de s'en sortir, bien que beaucoup de travail ait été accompli dans la forêt et au moulin. Les premiers radeaux, malmenés aux chutes du Long-Sault, ont

malgré tout rallié Lachine. Démantelés et reconstruits, ils font route vers Québec, mais il en faudrait dix fois plus. Aux chantiers du moulin, des centaines d'arbres abattus ne sont encore ni fendus ni équarris. Il a beau presser ses hommes et offrir des primes, les miracles ne s'improvisent pas.

Fletcher part pour Montréal dans le but de revoir Samuel Fitch auquel il a déjà cédé le quart des cent soixante arpents acquis de Papineau. Il discute de nouvelles propositions, mais revient sans solution dans la Petite-Nation. Le 18 septembre, il doit même engager, faute d'argent comptant, une partie du bois à livrer, pour garantir à son contremaître le paiement du salaire des employés.

Du petit manoir en pièce sur pièce, Denis-Benjamin Papineau peut, à loisir, apprécier la douceur et la beauté de septembre. Les feuilles d'érables rougeoient, les chênes brunissent, les bouleaux jaunissent. Les tons d'orangé et de bourgogne se profilent au bord des baies qu'ont envahies les canards mallards, les huards à collier et même le busard, l'autour, l'aigle-pêcheur.

Fletcher sait que la saison achève, qu'il faut rapidement organiser le premier flottage de troncs et le conduire à Montréal. Les traites qu'il a signées au notaire Papineau viendront bientôt à échéance. En dépit de ses efforts, aigri et découragé, Fletcher regarde venir l'hiver 1810 avec angoisse. Il fait ses comptes, constate l'ampleur de ses créances et choisit de s'enlever la vie avant que la prison et le déshonneur ne couronnent ses peines inutiles. Joseph Papineau reprend possession de ses cent soixante arpents et conserve le dépôt sur les 7 000 livres demandées.

«Un acte d'union entre les créanciers de feu Robert Fletcher, écuyer, passé devant les Notaires à Montréal dont Me J.-A. Gray, l'un deux a gardé minute en date du dix-neuf mars mil huit cent dix par lequel lesdits cent soixante arpents de terre de front sur cinq lieues de profondeur acquis par ledit Robert Fletcher comme dessus mentionné sont réunis et rétrocedés audit Joseph Papineau, écuyer, en satisfaction de ce qui lui restait dû sur le prix de ladite acquisition.»⁹

Une transaction vraiment profitable

Joseph Papineau s'en tire vraiment bien avec ses achats et ses ventes. Régisseur du domaine des Messieurs du Séminaire de Québec dans

l'île Jésus et la Petite-Nation, il n'a pas semblé se préoccuper outre mesure du paiement des 550 louis à leur verser entre 1803 et 1805. Dans son étude *Un seigneur éclairé, Louis-Joseph Papineau*, l'historien Roger Le Moine croit que Joseph Papineau «avait fait construire à ses frais des moulins dont on n'avait pu lui rembourser le coût autrement qu'en lui abandonnant cette portion de la Petite-Nation».

Dans le contrat de vente de cette partie Est à Robert Fletcher, Joseph Papineau en demande treize fois le prix, soit 7 200 livres lui qui l'aurait acquise pour 550 livres! Supposons que la livre équivaut alors à 4,00 \$ de notre époque, il s'agirait de 28 800 \$. L'acte de vente du 17 janvier 1809 déposé aux Archives nationales du Québec (PB,5,48), prévoit un versement initial de 1 500 livres comptant et un deuxième de même valeur en janvier 1810; le solde de 4 200 livres est réparti en deux versements égaux de 2 100 en 1814 et en 1818, plus les intérêts. Voilà certes un gain de capital appréciable, sans compter que Fletcher y laissa sa chemise, sa tête et son dépôt initial.

Il contribua même davantage au développement de la Petite-Nation puisqu'une très grande partie des quelque cent cinquante bûcherons américains amenés dans la seigneurie y demeura. On ne trouvait aucun nom à consonnance anglaise dans les livres de concessions de terres avant 1809. Il y en aura une centaine par la suite.

Le premier manoir de la Petite-Nation

L'histoire reconnaît l'existence du seul manoir seigneurial de la région de l'Outaouais, celui de Louis-Joseph Papineau sur le cap Bonsecours à Montebello. Il s'agit toutefois du deuxième manoir seigneurial de la Petite-Nation bien que rien ne subsiste aujourd'hui du premier, celui de Joseph Papineau sur l'île Arrowsen.

En excursion sur les îles Viger et Roussin, «cette dernière, le berceau de notre civilisation seigneuriale», Louis-Joseph-Amédée et sa femme vont en juillet 1847 visiter «le dernier monument, la blanche cheminée de la maison de Pépé a été démolie par les glaces, au printemps.»¹⁰

Le 28 février 1809, Joseph Papineau écrit à l'un de ses colons, Nicolas Kinseler: «Monsieur Fletcher à qui j'ai vendu (une partie de la seigneu-

rie) veut absolument avoir la maison où est votre femme et vos enfants; où est mon fils (Denis-Benjamin) et ses effets; je lui ai promis de la lui livrer sous quinze jours.» Dès lors, il mande à Kinseler d'entreprendre sans délai la construction d'une résidence nouvelle qui deviendra le premier manoir.

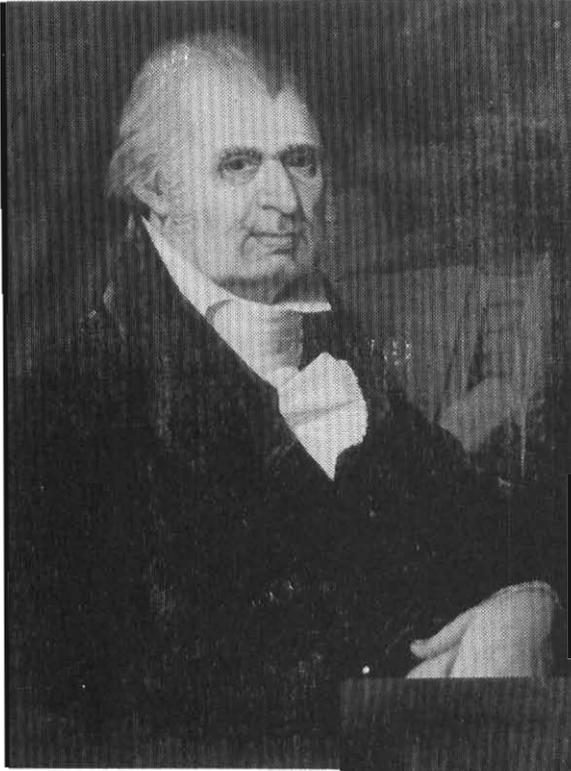
C'est ainsi que de cet humble manoir en pièce sur pièce, Denis-Benjamin Papineau voit arriver le marchand de bois de Boston et cent cinquante bûcherons. Il y pend la crémaillère le 22 juillet. Il en verra repartir un grand nombre et trouvera quelquefois le temps long. «N'ayant pas de voisins avec qui voisiner, écrit-il durant l'hiver 1812, nous nous contentons de voir le mauvais temps par les fenêtres et de nous chauffer contre les poêles.» Le jeune gestionnaire trouve, pendant l'été 1813, la solution à son ennui; il revient à Montréal pour épouser Angélique-Louise Cornud dit Turcotte.

L'un de leurs fils, Augustin-Cyrille racontera plus tard le premier voyage de sa mère à la seigneurie.

«À cette époque-là (automne 1814), le voyage était toute une équipée, d'autant plus qu'Angelle (le nom familial de sa mère) amenait avec elle son premier-né, le petit Benjamin-Nicolas, âgé de six semaines. Le seul chemin n'était encore que la voie d'eau et il fallait se pourvoir de toute une cargaison de provisions pour l'hiver. Les bateliers se servaient de perches et de cordelles pour remonter les rapides de Lachine, de Sainte-Anne-du-bout-de-l'île, de la chute à Blondeau et du Long-Sault, les canaux du Saint-Laurent n'existaient pas encore. Véritablement, le petit équipage «montait» à l'île à Roussin et le voyage durait habituellement huit jours, soit une moyenne de dix milles par jour. Le soir venu, les voyageurs faisaient une halte et campaient sur les bords de l'Outaouais.»¹¹

Le 17 février 1816, un acte du notaire Joseph Papineau assure à son fils Denis-Benjamin la concession du fief de Plaisance (toute la presqu'île) alors que l'année suivante il vend à son aîné, Louis-Joseph, les cent soixante-seize mille arpents de la seigneurie. À l'été 1826, Denis-Benjamin se bâtit maison sur la terre ferme et y emménage un peu avant l'hiver.

Incendies et inondation ont fait disparaître à tout jamais les vestiges de ce premier manoir seigneurial. L'île Arrowsen, avec ses noyers et ses écureuils, n'existe plus, entièrement submergée depuis le début du vingtième siècle par la rivière des Outaouais.



Joseph Papineau



Marie-Rosalie Cherrier



De pied en cap, Louis-Joseph Papineau nous regarde.
(peinture de Napoléon Bourassa, Musée de Québec.)

B. L'orateur Louis-Joseph Papineau

La barbe du chat

Troisième des dix enfants de Joseph Papineau et de Marie-Rosalie Cherrier, Louis-Joseph naît à Montréal le 10 octobre 1786. Il devient immédiatement l'aîné car ses deux frères, Séraphin-Joseph et Joseph-François, sont morts en bas âge. «Un portrait de lui, à l'âge de douze ans, écrit l'historien Lionel Groulx, que j'ai pu observer, un jour, au manoir de Montebello, fait pressentir pourtant quelques traits de l'homme mûr. L'enfant y apparaît déjà méditatif, presque grave, le front barré du signe de la ténacité. De bonne heure, l'enfant manifeste une grande fierté d'esprit, le goût de la fronde presque le parti pris de l'opposition»¹².

Les biographies du Père des Patriotes aiment rappeler un incident enfantin. Il y a fête ce soir-là dans la résidence du député Joseph Papineau, rue Bonsecours à Montréal. Un grand repas d'apparat réunit de prestigieux et solennels invités dans la grande salle à manger. Tout à coup apparaissent Louis-Joseph, l'aîné des enfants, et son frère Denis-Benjamin qui a trois ans de moins. Le père les voit entrer, les regarde avec surprise et les prie derechef de se retirer.

- Allez à la table des enfants, vous viendrez manger avec les adultes lorsque vous aurez de la barbe au menton, leur commande-t-il.

Denis-Benjamin recule, obéit et se rend à la petite salle familiale. Louis-Joseph hésite, les yeux fixés sur le visage paternel; il finit par suivre son jeune frère mais revient très vite avec un visiteur inattendu. L'enfant de dix ans a tout simplement récupéré le chat de la maison et il le blottit solidement sous son bras. Il dévisage les invités, s'avance près d'eux sans se préoccuper du froncement des sourcils paternels et des prunelles foudroyantes de sa mère. Bien planté sur ses petites jambes, il parle à son chat, à voix haute:

- Toi, tu en as de la barbe au menton, vas-y, tu peux manger avec les adultes, lui dit-il en le lançant sur le tapis avant de se retirer dignement.

L'animal libéré ne sait plus que faire. Louis-Joseph Papineau, satisfait de sa riposte logique, salue et va rejoindre les enfants!

Il y a assez d'espace pour t'y enterrer

Le garçon conserve cette indépendance au prix de difficiles décisions. Jeune élève d'une douzaine d'années au Collège de Montréal, il a commis une fredaine. Les messieurs de Saint-Sulpice exigent des excuses immédiates; Louis-Joseph Papineau refuse. Les autorités l'invitent à quitter l'institution. Il rentre au foyer et raconte l'incident à sa mère.

Marie-Rosalie Cherrier offre une alternative à son fils: des excuses à ses éducateurs ou le pensionnat à Québec. Fi des excuses, le fier enfant opte pour l'exil au séminaire où, jadis, son père a lui-même terminé ses études classiques. À la fin du dix-huitième siècle (c'était en 1798), les séminaires du pays ne sont pas des institutions où l'on entre et dont on sort à volonté; même durant les longues vacances estivales, les pensionnaires demeurent sur place. Habitué à la liberté montréalaise, l'enfant s'ennuie et le dit avec éloquence.

- Dans cette triste solitude et ce sombre exil, écrit-il à sa mère, je vais mourir loin de vous!

- Sois tranquille si tu meurs, lui répond-elle, il y a assez d'espace à Québec pour t'y enterrer!

Madame Papineau n'a ni la larme facile ni les sentiments à fleur de peau. L'éducation des enfants est spartiate et ils n'ont qu'à bien se tenir. Louis-Joseph Papineau apprend jeune à faire face au destin. Il demeure bel et bien vivant, au Séminaire de Québec, jusqu'à la fin de ses études. Montréal le récupère quand il commencera son droit; la politique viendra l'y rejoindre.

«Mon père était alors étudiant en loi, écrit Amédée Papineau. Il fut cependant présenté comme candidat pour le comté de Chambly qui portait alors un nom anglais (Kent). Le Poll se tenait au village de Longueuil, le chef-lieu. Le propriétaire de la baronnie de ce nom, Mr. Grant devint avec sa réputation, son âge et son influence sur ses tenanciers

l'antagoniste d'un jeune homme qui n'avait pour lui d'autres recommandations que les services rendus au pays par son père. Malgré cela, après une élection chaudement contestée, mon père fut élu (...) C'est à cette époque, en 1809-1810, après l'entrée en Chambre de Papa que mon grand-père se retira des affaires publiques.»¹³

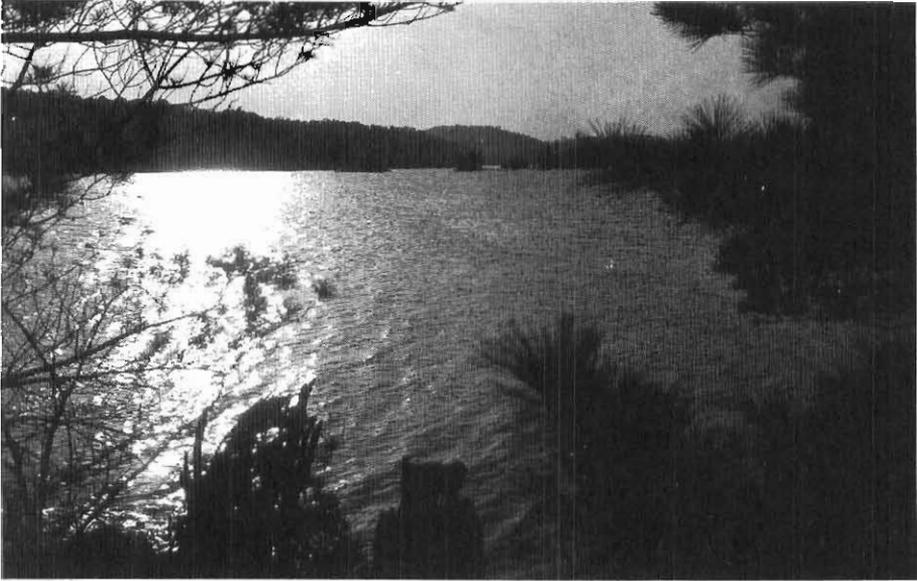
Lorsque, en 1812, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne, Louis-Joseph Papineau se porte volontaire pour défendre les frontières canadiennes même si les députés sont exempts du service militaire. Cantonné tout l'hiver à Côteau-du-lac, le capitaine Papineau demeure en devoir jusqu'à la fin de la guerre en décembre 1814.

Président de l'Assemblée

En 1817, âgé de 31 ans, Louis-Joseph Papineau est élu président de la Chambre du Bas-Canada par les députés de l'Assemblée législative. À ce titre, il prend charge des débats comme Orateur. Son père, qui s'intéresse davantage à ses affaires qu'à la politique, lui cède la maison familiale de la rue Bonsecours à Montréal. Il offre également de lui vendre la seigneurie de la Petite-Nation. Le 24 avril 1818...

«Louis-Joseph Papineau, écuyer, avocat à Montréal, propriétaire d'un fief et seigneurie de cinq lieues de front sur cinq lieues de profondeur (...) lequel comparant nous a dit qu'il vient par devant nous pour rendre et porter au roi, au Château Saint-Louis de Québec la foi et hommage lige qu'il est tenu de rendre et porter à sa Très Excellente Majesté George III...»¹⁴

Président de l'Assemblée, seigneur de la Petite-Nation, Louis-Joseph Papineau, quatre jours plus tard (le 29 avril 1818), épouse la fille d'un de ses collègues députés, Pierre Bruneau. Âgée de 22 ans, Julie Bruneau quitte Québec pour suivre son mari à Montréal. Leur fils aîné y naît le 26 juillet 1819.



Coucher de soleil sur le lac Commandant de la Réserve Petite-Nation (ASC 1977)¹⁵

Les Komanda du siècle dernier

Louis-Joseph Papineau venait à peine d'acheter la seigneurie paternelle qu'arrivait, un an plus tard (en 1818), un jeune Iroquois intrépide et fier. Remontant le fleuve Saint-Laurent, de Québec à Montréal, franchissant les rapides de Lachine et du Long-Sault, pagayant dans les rivières et les lacs, il s'installe au centre d'un territoire entouré d'eau, au nord-est de Notre-Dame-de-Bonsecours.

La forêt merveilleuse entoure un lac dont les rives, baies, détours et méandres mesurent plus de soixante kilomètres. Parmi une quarantaine d'îles, il choisit l'une des plus larges et il y élève sa famille. La tribu des Komanda est née avec Jocko, leur chef. À sa mort, son aîné, Joseph en devient le nouveau chef: né dans l'île qu'on appelle maintenant celle de l'Indien, il veille sur le bien des siens qui vivent de la traite des fourrures.

Le territoire devient trop petit pour le nombre croissant de familles. Quelques-unes quittent la tribu afin d'aller faire souche dans la baie Hamilton. Il n'en faut pas plus pour qu'éclate, en 1855, une querelle intestine à propos des trappes. À Bloody Point, le litige se règle par les armes, mais

personne n'y fait écho de peur que «l'ennemi» - les Algonquins de la Petite Nation - ne profite de ces guerres pour envahir l'île.

Joseph Komanda meurt en 1864 sans fils pour lui succéder. Il a toutefois officiellement adopté celui d'une de ses filles, et Michel devient ainsi le troisième chef de la tribu des Commandant. Chasseur et guerrier, il installe sa tente au Pine Creek en 1869 et participe aux batailles séculaires contre les Algonquins. Papineau, dont le lac porte alors le nom, connaît l'existence de cette tribu un peu nomade qui descend à cette époque vers la rivière Rouge, aux chutes Blueberry.

Ce que les guerriers algonquins n'ont pu réussir, la scarlatine y parvient: en 1898 cette maladie fauche toute la colonie. Seule la femme et l'un des fils du chef Komanda y survivent.

En 1929 le Seignior Club change le nom du lac Papineau en celui de lac Commandant, en souvenir de ces valeureux Indiens.

Récemment, l'ancienne compagnie *Properties Commandant* (devenue Réserve Petite-Nation) a complètement modifié son visage et sa raison sociale, pour adopter le nom de KENAUD.

Il s'agit d'une partie du terme algonquin propre au Clan de la Tortue (MUKENAUD): «de nature amphibie, la tortue, symbole de longévité, de guérison, de tranquillité et de stabilité, constitue un lien entre la terre et l'eau, fondement de nos activités» explique la directrice des relations publiques, Joane Papineau. Dès lors, «les Hôtels Canadien Pacifique» sont la seule chaîne (28 propriétés au pays) qui dispose d'une forêt privée de 65 000 acres... l'une des plus grandes réserves en Amérique du Nord» conclut-elle.

Du même souffle, Kenaud a restitué au grand lac de la réserve que le Seignior Club en 1929 avait baptisé «lac Commandant» son nom traditionnel: le lac Papineau. Puis, le *Bloody Island* des anciennes cartes est devenu «l'île de l'Indien».

Défenseur des colonies anglaises au Canada

Le Bas-Canada a présenté 92 résolutions au Parlement britannique, en février 1834. Le Haut-Canada aussi réclame de vigoureuses réformes. William Lyon Mackenzie (le grand-père du futur premier ministre Mac-

kenzie King) obtient pour son parti la majorité en Chambre. «Nous sommes appelés à défendre la cause et les droits de toutes les colonies anglaises au Canada, proclame vigoureusement Louis-Joseph Papineau. Nous nous réjouissons d'avoir dans nos justes demandes l'appui de nos frères du Haut-Canada. Les circonstances et les besoins des deux Provinces du Canada réclament un gouvernement responsable et populaire.»

Quelques historiens obnubilés par l'image d'un tribun populaire n'ont voulu voir dans Papineau que le chef des Patriotes de 1837. Son plus grand et plus beau titre de gloire est pourtant sa détermination à faire du Canada un pays responsable. L'heure de telles réformes n'est pas arrivée à Londres qui refusera ce droit à sa colonie canadienne en 1837, mais l'accordera pourtant en 1848. Louis-Joseph Papineau, Orateur de la Chambre et seigneur de la Petite-Nation, n'a eu de cesse de réclamer avec détermination le droit d'un peuple à se gouverner. Il fut le vaillant défenseur des colonies anglaises au Canada.

«Au Canada, comme résultat de la politique coloniale dont il n'avait pas rêvé avant 1837, on donna un gouvernement responsable en 1841 à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, en 1848 à Terre-Neuve, en 1855 à l'Australie, en 1856 à la Nouvelle-Zélande et en 1872 à la colonie du Cap. Peu de gens parmi nous se souviennent que c'est grâce à un Canadien-Français que le Canada détient, en grande partie, son présent statut de partenaire à part entière dans l'empire britannique. Ce Canadien-Français était Louis-Joseph Papineau.»¹⁶

Le secrétaire britannique de l'Intérieur, Lord Russell, fait fi des recommandations des commissaires-enquêteurs et propose les siennes. Selon lui, le gouverneur du Canada Uni doit se passer du vote de la Chambre pour l'approbation des deniers publics. Il croit ainsi mettre fin à une grève des subsides; il provoquera la révolte parlementaire dans le Haut et le Bas Canada. La nouvelle arrive au Canada. Les chefs politiques et les journalistes explosent. Papineau et ses amis protestent. Lord Russell suspend son programme, mais demande une réunion extraordinaire de l'Assemblée des députés. Il ne veut pas que le règne d'une jeune fille de 18 ans, Victoria (qui vient de succéder à son oncle Guillaume IV, décédé le 20 juin 1837) commence sous de mauvais augures. Peine perdue, la session dure à peine du 18 juin au 16 août: les députés refusent carrément de voter le budget. Le

gouverneur glisse une note sur le siège du président Papineau: «La législature est dissoute.» Les députés retournent à la maison, mais les assemblées publiques recommencent de plus belle à travers le pays.

La rébellion éclate

Le 23 octobre 1837, cinq mille personnes se rendent à Saint-Charles-sur-le-Richelieu. Edmund Bailey O'Callaghan et Louis-Joseph Papineau rédigent «l'adresse de la Confédération des six comtés du peuple canadien». Thomas Storrow Brown et Louis-Joseph-Amédée Papineau, fils de Louis-Joseph, fondent l'Association des Fils de la Liberté qui affrontera les anciens membres du British Rifle Corp (dissout en 1836) mais regroupés dans le Doric Club. Les deux organismes se retrouvent sur la Place d'Armes de Montréal le 6 novembre.

«Plusieurs amis vinrent conseiller à Papa de laisser la maison avec la famille parce que les Tories parlaient déjà de venir la démolir. Papa n'en voulut rien faire (...) Ils avaient concentré leurs forces et commencèrent à briser les vitres (...) Papa conservait le plus grand sang-froid, ne disait rien et marchait de long en large dans la salle à manger. Maman, les filles et les enfants étaient dans la cuisine, en pleurs et en prières (...) Au rez-de-chaussée, qu'occupait la bibliothèque, il en restait ni vitres, ni châssis, ni jalousie. On boucha pour la nuit les ouvertures avec des contre-vents et des planches et l'on plaça dans la maison un garde des Fils de la Liberté, bien armés (...) Le soir, les domestiques et les enfants avec maman allèrent coucher chez des amis, papa et moi restâmes avec les gardes.»¹⁷

Parents et amis pressent Papineau de quitter Montréal. Il s'y résout le 13 novembre. Le docteur O'Callaghan et Louis-Joseph Papineau se rendent chez le docteur Wolfred Nelson à Saint-Denis. Le Très Honorable Archibald Acheson, baron de Worlingham et de Beccles, comte de Gosford et gouverneur général du Canada signe et publie une proclamation monitoire le 29 novembre.

«Attendu que, par information sous serment, il appert que Louis-Joseph Papineau, de la cité de Montréal, Écuyer, est accusé du crime de Haute Trahison; et attendu que ledit Louis-Joseph Papineau s'est retiré du lieu de sa résidence ordinaire et qu'il y a raison de croire qu'il a fui la

justice (...) je requiers tous sujets affectionnés de découvrir, prendre et appréhender ledit Louis-Joseph Papienau en quelque lieu qu'il se trouve en icelle (...) et j'offre par les présentes une récompense de mille livres». (4 000 \$)¹⁸

En Ontario, William Lyon Mackenzie lance lui aussi sa proclamation:

«Canadiens! Aimez-vous la liberté? Quant à moi, j'en suis persuadé. Détestez-vous l'oppression? Qui oserait en douter? Voulez-vous une paix perpétuelle et un gouvernement fondé sur le principe éternel et divin du Seigneur Jésus-Christ, un gouvernement qui s'engage à faire appliquer la loi durant laquelle on doit se conduire envers les autres comme on souhaiterait qu'ils se conduisent à notre égard? Alors, revêtez votre armure et écrasez les scélérats qui oppriment et asservissent notre pays.»¹⁹

Le Parlement de Londres est sidéré. Il suspend la Constitution pour trente-trois mois et accorde tous les pouvoirs à Sir John Colborne qui, manu militari, écrase la rébellion. Il défère à une cour martiale sept cent cinquante Patriotes emprisonnés. À son tour le docteur Nelson se réfugie aux États-Unis où O'Callaghan, Louis-Joseph et Louis-Joseph-Amédée Papineau sont déjà rendus. La Cour condamne cent huit Patriotes à la mort, se ravise, en déporte quatre-vingt-seize en Australie et aux Bermudes, recommande la pendaison de douze autres.

«Je meurs sans remords, je ne désirais que le bien de mon pays.»²⁰, écrit François-Marie Chamilly, chevalier de Lorimier, dans sa prison de la rue Craig à Montréal, avant de monter à l'échafaud.

Le départ de Papineau

«Le Canada est perdu pour l'Angleterre, monsieur le gouverneur», écrit le militaire Colborne à Lord Gosford. «Des arrestations vont enfin avoir lieu. Lord Gosford y a consenti à contrecœur», écrit Lady Colborne à son mari.

Le gouverneur se décide, le 13 novembre 1837, à destituer des magistrats et des shérifs, des greffiers et des huissiers. Il prépare des mandats d'arrestation dont le premier, évidemment, concerne le président de l'Assemblée législative, Louis-Joseph Papineau.

«J'ai fait de l'opposition constitutionnelle, écrira Papineau au Dr Nancrède de Philadelphie, je n'en ai pas fait d'autre. Les magistrats ont enfoncé ma maison déserte pour saisir mes papiers. Ils ont trouvé plusieurs de mes lettres chez des concitoyens arrêtés et les ont publiées. Les uns et les autres certifient que j'ai déconseillé les voies de fait. (...) Nous ne conspirions pas pour renverser le gouvernement par la force; nous voulions le guérir par la diète et le régime.»²¹

D'Albany, le 10 février 1838, il rédige la lettre suivante à sa femme:

«J'ai laissé ma demeure d'après le voeu unanime et les pressantes sollicitations de parents, d'amis, d'hommes publics demeurant d'accord dans l'état d'excitation toujours croissante qui tourmentait Montréal. (...) Que j'y étais exposé à un danger constant d'assassinat; à celui d'une nouvelle attaque contre ma maison et ma famille avec la connivence de la force armée et du magistrat. (...) Notre contrat de mariage te donne des avantages que tu tâcheras de recouvrer si l'iniquité de mes ennemis me condamne en vue de ravir mes biens. Ces avantages sont en plus grande partie pour ta vie durant seulement, et dans le cas où nos enfants auraient le plus grand de tous les malheurs à supporter, la perte de leur tendre mère, ils seraient réduits à n'avoir rien du tout.»

Quelques mois plus tôt, le 10 décembre 1837, il confirmait les propos de Lady Colborne dans une autre lettre à sa femme:

«Dans le temps de ma fuite sous divers déguisements, ma tête était à prix; les fanatiques de la frontière l'avaient affichée en cent endroits et faisaient à un homme une chasse bien vive puisqu'ils étaient persuadés que sa prise seule leur aurait valu autant que celle de 400 loups pour chacun desquels ils auraient eu dix piastres au lieu des 4000 que leur offre authentiquement et officiellement milord Gosford.»

Donc, le 13 novembre 1837, Papineau quitte Montréal «dans l'intérêt de la paix, pour sa sauvegarde personnelle et pour celle de sa famille.» Son cousin, Jean-Jacques Lartigue, évêque de Montréal, et le supérieur de Saint-Sulpice le lui ont conseillé. Il traverse le fleuve dans la soirée pour se rendre à Varennes, se cache chez un habitant de Saint-Marc et rejoint le docteur Wolfred Nelson à Saint-Denis le 21 novembre.

Le colonel Gore ordonne au lieutenant-colonel Hugues de s'y rendre avec le 24^e régiment.

Vous n'êtes pas encore parti!

- Monsieur Papineau, déclare le commandant Nelson, j'exige que vous vous éloigniez. Vous ne devez pas vous exposer sans nécessité. Ce n'est pas ici que vous serez le plus utile; nous aurons besoin de vous plus tard.

- Je ne laisserai pas mes amis à l'heure du danger, lui réplique le patriote.

- Si nous devons gagner, nous le ferons sans vous; si nous devons perdre, ce n'est pas votre présence qui nous en empêchera. Partez.

Louis-Joseph Papineau consulte son compagnon, le docteur O'Callaghan, qui lui répond: «Cela m'est indifférent, si vous restez, je resterai; si vous partez, je partirai avec vous». Perplexe, Papineau déclare qu'il lui faut mourir d'une façon ou d'une autre; autant mourir à Saint-Denis qu'ailleurs.

- Voyons, monsieur Papineau, rendez-vous à la raison. Un homme de plus ou de moins, dans une telle circonstance, ne change rien aux affaires. Allez à Saint-Hyacinthe et attendez les événements. S'ils nous sont favorables, votre besogne commencera; s'ils tournent contre nous, votre présence fera mettre le village à feu et à sang, affirme Nelson qui le salue et quitte la maison pour aller inspecter ses troupes.

À son retour, dans la soirée, il croise Papineau et O'Callaghan dans la rue.

- Comment, vous n'êtes pas encore parti?

Hugues attaque Saint-Denis; son avant-garde affronte les premières barricades, George-Étienne Cartier ramène du renfort aux patriotes. Le colonel Gore ordonne la retraite avant la tombée de la nuit.

Louis-Joseph Papineau s'arrête à Saint-Charles, examine les retranchements et se remet en route vers Saint-Hyacinthe par les sentiers détrempés. Il y arrive à dix heures du soir. À la victoire de Saint-Denis succède la défaite de Saint-Charles du 25 novembre 1837.

Louis-Joseph Papineau et son jeune frère André-Augustin se sont réfugiés auprès de leur soeur Rosalie, seigneuresse Dessaulles, dans la cave de son manoir de Saint-Hyacinthe. On les recherche activement. La proclamation du gouverneur est affichée le 1^{er} décembre.

Sa tête mise à prix contre une récompense de 4000 piastres (mille livres), Papineau ne peut risquer de compromettre sa soeur. D'ailleurs le lieutenant Daniel Lysons reçoit l'ordre du colonel Gore de perquisitionner la résidence seigneuriale. Il enlève toutes les clochettes des chevaux, réquisitionne un guide et part avec une escouade de soldats. Il arrive à Saint-Hyacinthe, cerne la résidence et laisse des sentinelles autour de la propriété.

«Une charmante vieille dame, délicieusement habillée, me reçoit», racontera-t-il plus tard dans ses mémoires (*Early Reminiscences*).

La vieille dame n'a tout de même que 49 ans! Elle sourit et ouvre les portes du manoir. Son frère Augustin est bien recroquevillé dans une oubliette secrète; Louis-Joseph Papineau a bondi hors de la cave et se jette dans un fossé. Il ne peut plus demeurer à Saint-Hyacinthe; il n'ose pas aller voir ses fils Lactance et Gustave (de 16 et 12 ans) au séminaire. Il file chez un ami, l'ancien député Louis Poulin qui le conduit à Saint-Césaire et dort dans la maison du capitaine Luc-Clément Fortin à Saint-Georges-d'Henryville.

Au petit matin, avec le docteur O'Callaghan, il quitte le village, en route vers la frontière américaine près de la baie de Missisquoi. La barque prend l'eau et chavire près de la rive. Papineau se retrouve dans la rivière et, courant vers la terre, se foule un pied. Des patriotes en fuite accueillent les deux hommes en sol américain pour les conduire à Albany. Incognito, Papineau se terre dans la maison de William Porter. Son fils aîné, Louis-Joseph-Amédée, en fuite depuis un mois, revoit son père le 1^{er} janvier 1838.

La seigneurie ...américaine?

Incognito, Papineau se terre dans Albany. Son père, Joseph écrit alors à son petit-fils Amédée, le 27 avril 1838. «Comme il est probable que ton père se fixera dans les États-Unis je désirerais fort qu'il me fasse savoir par lui-même ou par ton entremise à quel prix il consentirait de laisser aller sa maison, la seigneurie et autres propriétés. Quant à la seigneurie, s'il se décidait à s'établir dans les États-Unis, il pourrait s'informer du procureur de M. Binham, qui a épousé Mlle de Lotbinière, s'il voulait changer la seigneurie de la Petite-Nation contre des terres dont il a une grande éten-

due dans l'État du Maine (...) Peut-être ton père aimera-t-il mieux vendre ici à prix d'argent, pour racheter aux États-Unis (...)»

Louis-Joseph-Amédée la reçoit le 8 mai, via St. Albans, Vermont. «C'est la première communication avec nos parents et amis, depuis que nous sommes en exil», écrit-il dans son journal. Il l'achemine à son père. Le 1^{er} juin, il accueille sa mère et sa tante Rosalie. Le 6 juin, Louis-Joseph Papineau accourt de Pittsburgh et tous se retrouvent pour la première fois depuis sept mois. Ils apprennent, peu après, l'ordre de bannissement de Lord Durham. Louis-Joseph Papineau, Edmund Burke O'Callaghan, George-Étienne Cartier, Robert Nelson et onze autres réfugiés aux États-Unis sont officiellement bannis de leur pays.

Le seigneur de la Petite-Nation désire consulter son père. «Il n'y a pas un état plus désagréable que celui d'incertitude dans lequel nous sommes, écrit Julie Papineau à son fils Lactance, le 11 août 1838. Ton père ne veut prendre aucune détermination avant de voir son père, avec qui il veut se consulter et ce dernier retarde de venir (...)»

À 86 ans, Joseph Papineau fait le voyage de Montréal à Albany en septembre. La seigneurie de la Petite-Nation n'est pas à vendre. Père et fils en conviennent et l'octogénaire revient au pays. Il écrit aussitôt à l'exilé. «À mon retour des États-Unis, j'ai mandé à Benjamin (lettre du 27 septembre 1838) que tes intentions étaient de poursuivre ceux qui doivent des arrrages de droits seigneuriaux et que nous en ferions la liste quand je serai de retour à la Petite-Nation, ce qui sera vers la fin d'octobre.»

Laisser aller la seigneurie, encore

Louis-Joseph Papineau, à la demande des réfugiés canadiens aux États-Unis, s'est rendu en France chercher l'appui royal. Il a quitté New York le 5 février 1839 pour se rendre à Paris. Il a besoin d'argent et demande à son père de vendre la maison de Montréal pour huit mille dollars, dans une lettre du 15 mai 1839. Il précise ses rêves, deux semaines plus tard, dans une lettre à sa femme. «Si j'effectuais la vente de ma seigneurie à une valeur approximative de son importance, nous serions alors les maîtres de choisir sans gêne, et après avoir délibéré ensemble, la profession ou la branche d'industrie à faire valoir qui nous serait la plus agréable (...)»

En 1840, la famille est réunie à Paris et l'argent se fait rare. «Nous sommes à bout de moyens», écrit Julie Papineau. Le 25 mars, Joseph Papineau propose à son fils la vente de la seigneurie. «Quant à ta seigneurie, je ne prendrai pas sur moi d'en déterminer le prix. Marque-moi le plus tôt possible quel est le plus bas prix auquel tu consentirais à la laisser aller, cela n'empêchera pas d'essayer d'en tirer plus grand prix si on peut trouver, mais l'argent est rare et il est difficile de s'en procurer, les récoltes ayant manqué à la Petite-Nation. Les censitaires ne paient pas; cependant plusieurs ont fait du bois carré et du bois de chauffage et promettent payer quelque chose à la vente de leur bois (...)»

Le retour de Papineau

Baldwin et Lafontaine convoquent les députés à Montréal le 28 novembre 1844. Denis-Benjamin Papineau, au nom du gouvernement, propose une adresse à la reine «la priant de demander au Parlement impérial la révocation de l'article 41 de l'Acte d'Union qui proscriit l'usage de la langue française»; Lafontaine, alors, propose l'envoi d'une adresse «demandant l'amnistie pour tous les délits politiques commis pendant les insurrections de 1837 et 1838». ²²

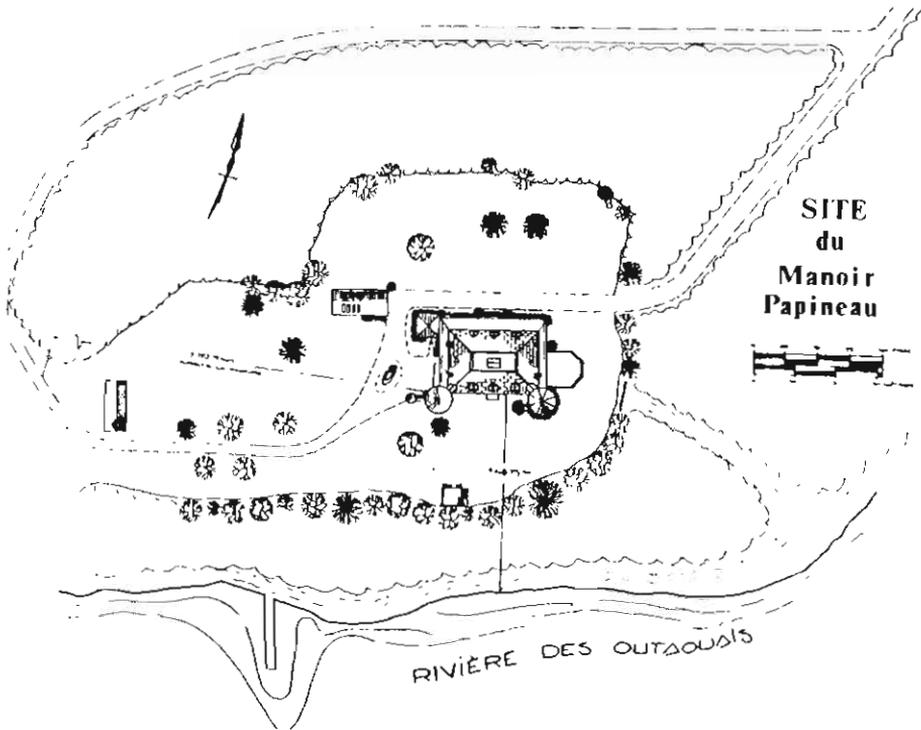
Le gouvernement du Haut-Canada demande et obtient «un crédit de 40,000 livres pour indemniser ses habitants auxquels les troubles de 1837-1838 ont infligé des pertes». Le Bas-Canada, par Lafontaine, requiert l'extension de la loi à ses victimes. Fait sans précédent, Denis-Benjamin Papineau ne peut que répondre, au nom du gouvernement Draper-Papineau: «Le principe que vous invoquez est juste mais actuellement inapplicable, faute de connaître le montant des réclamations; une commission l'évaluera.»

Amnistié, sans indemnité, Papineau se décide à rentrer au pays. Il part de Liverpool et arrive à Boston le 18 septembre 1845; Amédée va au-devant de lui, le 25 à Saratoga. Huit ans après le départ montréalais de Louis-Joseph Papineau, il revient au Canada. Il est à Montréal en octobre. Wolfred Nelson vient lui serrer la main. Lafontaine le rencontre en décembre.

Le 18 juin 1846, Draper «replâtre» son cabinet; Denis-Benjamin Papineau devient premier ministre pour le Bas-Canada. Il fait voter pour l'ancien Orateur de la Chambre un crédit de 4500 livres (18 000 \$) en compensation des quatre années passées sans salaire avant son exil. Louis-Joseph Papineau décide d'exploiter lui-même sa seigneurie. Il commence la construction de son manoir. «Aujourd'hui, je fais commencer les travaux de défrichement du domaine et m'enfonce dans les bois pour aller visiter à plus de deux lieues dans les terres une place de moulin à bâtir Dieu sait quand» (9 juillet 1846, lettre à Amédée)



L'Honorable Louis-Joseph Papineau, président de la Chambre.
Huile d'Antoine Plamondon, 1836, Musée de Québec.



C. Le seigneur de Montebello

Profitant de ses hautes fonctions au gouvernement du pays, Denis-Benjamin Papineau fait facilement voter une loi autorisant le paiement des émoluments de l'ancien Orateur de la Chambre. Riche de 4 500 livres (18 000 \$), Louis-Joseph Papineau accepte le conseil fraternel et l'argent versé. Il monte à Notre-Dame-de-Bonsecours, prend pension dans la maison du forgeron, visite son domaine, examine les livres de comptabilité, réclame avec fermeté l'argent que lui doivent ses censitaires et décide d'utiliser à son profit les richesses forestières de ses 178 000 arpents.

Le 9 juillet 1846, il écrit à son fils aîné: «Aujourd'hui, je fais commencer les travaux de défrichement du domaine.» Sa femme ajoute un paragraphe: «Tu veux savoir comment je trouve la Petite-Nation? Je la trouve ce que j'avais prévu: sauvage, sans embellissement, sans intérêt quelconque pour le moment. Ce ne sera pas moi qui la verrai prospère et embellie, à mon âge.»

La construction du manoir demandera quatre ans, de 1846 à 1850, et la décoration ainsi que les dépendances exigera presque une autre décennie.



Facade Est



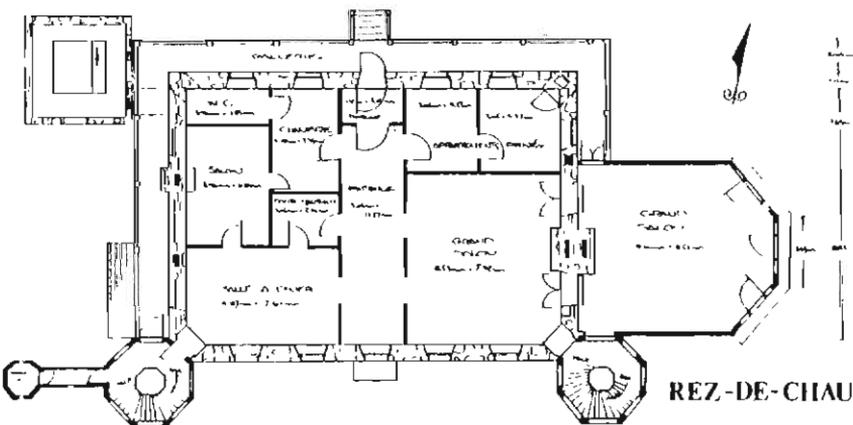
Facade Sud

PLAN ORIGINAL

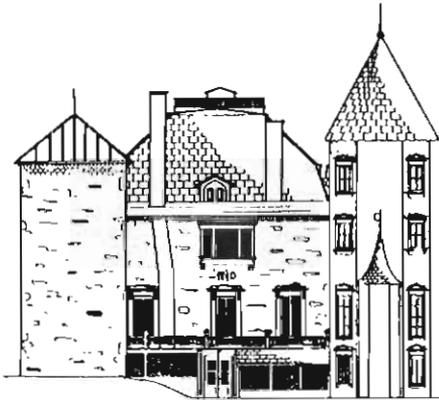
- 1- Salle de bain
- 2- Chambre à coucher de Louis Joseph Papineau
- 3- Salle à dîner
- 4- Office
- 5- Vivoir



- 6- Porche
- 7- Vestibule
- 8-9- Chambre à coucher d'Ezilda & d'Azélie Papineau
- 10- Salon jaune
- 11- Lieux d'aisances



REZ-DE-CHAUSSEE



Facade Ouest

Facade Nord

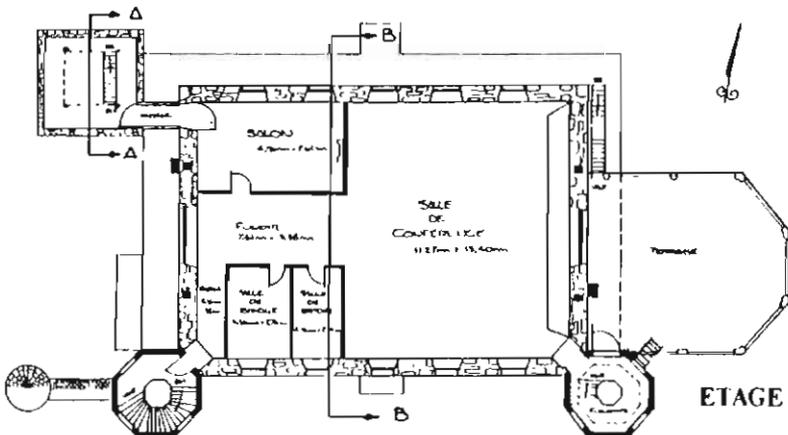


PLAN ORIGINAL DE LOUIS ALBERTIN

- 1- Chambre à coucher
- 2-3- Chambre à coucher double
- 4- Chambre
- 5- Passage



- 6- Chambre à coucher
- 7- Chambre à coucher
- 8- Chambre à coucher
- 9- Passage



ETAGE

L'entrée au manoir, en 1850

En partance sur le dernier bateau de la saison, le 24 novembre 1849, Louis-Joseph Papineau quitte à regret son manoir inachevé. «Je trouve mon oeuvre quasiment parfaite et je ne suis pas seul de mon goût» a-t-il écrit la semaine précédente dans une lettre à sa femme. Il séjourne un dernier hiver à Montréal et s'y occupe à compléter de nombreux achats pour le manoir.

En partance sur le premier bateau de la saison, il accourt au manoir dès la fin de mars 1850. Portes, fenêtres et parquets posés, le député de Saint-Maurice doit s'acquitter de sa tâche publique. Il «peste contre le maudit voyage à Toronto» alors, siège du Parlement du Canada-Uni mais il s'y rend malgré tout. De retour à Montréal, il bouscule tout son monde et prépare le grand déménagement de la rue Bonsecours à la Petite-Nation. Tout est prêt: «le 23 juillet, le ménage est empaqueté pour être transporté sur un petit pyroscaphe qui monte à la Petite-Nation par le canal Lachine».²³

Louis-Joseph-Amédée vient saluer ses parents et, ce soir-là, écrit dans son journal: «Nous ne sommes plus d'ailleurs qu'à une demi-journée d'un voyage facile à la Petite-Nation... un voyage de long cours qui durait quelquefois jusqu'à huit jours».

Du 24 juillet au 14 novembre 1850, la famille pensionne tout près du manoir, dans la résidence du forgeron François-Xavier Fortin. Cette demeure existe toujours à Notre-Dame-de-Bonsecours; elle a été la propriété de la famille Huneault pendant un siècle.

«Le jeudi 14 novembre, écrit Béatrice Chassé, les Papineau passent leur première nuit au manoir seigneurial dans le chaos des caisses et des ballots jetés pêle-mêle dans la maison.» Louis-Joseph Papineau y vivra durant vingt et un ans, jusqu'à sa mort en 1871.

Il aura fallu cinquante hommes et dix boeufs pour réussir à ériger la résidence du seigneur. Le promontoire, appelé Cap Bonsecours, sur lequel Papineau avait décidé de s'établir n'était que forêt. Les fondations de 64 pieds sur 44 pieds sont creusées. Le bois et les pierres pro-

viennent entièrement du domaine. Sur l'île Arrowsen où son père Joseph avait érigé une première demeure en pièce sur pièce, Louis-Joseph avait remarqué une pierre solide et dense; il l'utilise pour son manoir. Une fois fixées, les pierres sont recouvertes d'une chaux non pas blanche mais additionnée d'une teinture végétale naturelle, ce qui leur donne une teinte parfois rosée, parfois or. Cette chaux sert aussi d'isolant.

«Le seigneur profite donc de la construction du manoir pour se faire rembourser en journées de travail et en matériaux de construction, explique Claude Baribeau. Dans un livret contenant la liste des employés du seigneur pour l'année 1846, sont inscrits 58 noms de travailleurs réguliers ou saisonniers. Ensemble, ils ont fourni 341½ journées de travail sur le domaine uniquement. Pendant l'été 1847, il est fait mention d'une quarantaine d'hommes occupés au domaine ainsi qu'au manoir. Les années 1848, 1849 et 1850 constituent les plus grosses années de construction du manoir, et nul doute que le nombre d'hommes utilisés demeure aussi élevé. D'ailleurs, en 1851, soixante noms différents apparaissent encore au livret d'embauche de Papineau. Le remboursement des dettes durant les années de construction du manoir prend des formes inusitées. Le seigneur accepte, par exemple, que Grant rembourse une partie de sa dette en prenant les hommes en pension pendant la durée des travaux. Par certaines formes de corvée collective, Louis-Joseph met à exécution plusieurs projets, notamment la construction d'une digue, pour activer le bélier hydraulique du moulin à carder; l'érection d'un réservoir d'eau potable et de l'une des tours du manoir. Tous ces travaux mobilisent facilement les artisans locaux: les tailleurs de pierre, les briqueleurs, les peintres, les chaufourniers, les charpentiers, les maçons et les menuisiers. D'ailleurs, ce groupe bénéficie plus que les cultivateurs de ces travaux d'aménagement et de construction sur le domaine seigneurial. Les artisans sont moins endettés que la majorité des cultivateurs parce qu'ils possèdent des lopins de terre beaucoup moins grands. Ainsi, ils paient proportionnellement moins de cens et rentes qu'un agriculteur moyen et, de ce fait, le travail qu'ils fournissent à la construction du manoir et de ses dépendances leur rapporte un salaire au lieu de représenter une valeur de remboursement.»²⁴

«Mis à part les ajouts d' Amédée (Papineau à la fin du siècle) et les modifications apportées à la tour du sud-est qui, à l'origine, était coiffée d'un toit octogonal, l'extérieur du manoir n'a guère changé. Il se présente comme un vaste bâtiment un peu massif, aux façades sobres et élégantes, flanquées de tours (ronde, octogonale et carrée) qui brisent la symétrie de la ligne et confèrent à l'ensemble un air de fantaisie et de grandeur qui n'est pas condamnable, écrit Roger Le Moine. Par son allure, il rompt avec la tradition architecturale canadienne des longs manoirs bas à toit pointu. Notre XIX^e siècle n'a pas de style à lui. Ou plutôt, il en a un qui est fait d'emprunts. C'est en cela que le manoir de Montebello est de son époque, avec son toit anglo-normand, ses tours plus ou moins médiévales et le cadrage traditionnel de ses fenêtres.»²⁵

Les dépendances du manoir

D'année en année, Papineau complète l'aménagement de son domaine. Dès 1855, tout près de la grille d'entrée qui ouvrait alors sur la rue principale du village, entre l'église et le cimetière de Bon-Secours, le seigneur bâtit une maison en briques rouges, avec étage, pour son jardinier et homme à tout faire.

À quelque cinq cents pieds, en pierres grises et couronnées d'une croix, le seigneur érige une chapelle funéraire. Une pierre tombale ou des ex-voto rappellent les ancêtres de Louis-Joseph Papineau tandis que ses descendants, sa femme et lui-même reposent dans un caveau sous la chapelle.

En cette même année 1855, le seigneur construit une autre bâtisse avec étage, en briques rouges: la grainerie. Détruite en 1860 lors d'un incendie, elle est immédiatement reconstruite. Elle servait, comme son nom l'indique, à remiser les grains du domaine. De 1858 à 1871, durant l'été, elle a surtout servi d'atelier au gendre du seigneur, le peintre et architecte Napoléon Bourassa.

La municipalité de La Petite-Nation

Louis-Joseph Papineau était encore en exil lorsque, le 1^{er} juillet 1845, la loi 8 Victoria, chapitre 40, crée la municipalité de La Petite-Nation qui inclut toute la seigneurie. En vertu de cette loi qui a pour titre: «Acte pour abroger certaines ordonnances et pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'autorités locales et municipales dans le Bas-Canada», la municipalité de La Petite-Nation comprend de fait la paroisse religieuse de Notre-Dame-de-Bonsecours canoniquement érigée le 26 septembre 1831.

Une assemblée générale se tient le 14 juillet 1845 afin d'élire les sept conseillers qui formeront le premier conseil municipal de La Petite-Nation. L'un des plus importants citoyens de Bonsecours, Asa Cooke, préside la réunion; Joseph-Benjamin-Nicolas Papineau, fils aîné de Denis-Benjamin, agit comme greffier. On procède à une mise en candidature et le scrutin a lieu le lendemain, 15 juillet. Voici les noms des premiers conseillers de La Petite-Nation: Michel Beaudry, Alanson Cooke, Asa Cooke, Nathaniel Cummings, Joseph Lacoste, père, William McDole, Étienne Racicot. Lors de la première réunion du conseil, le 1^{er} septembre 1845, selon la loi d'alors les membres choisissent un maire parmi eux et désignent un secrétaire-trésorier. La mairie échoit à Asa Cooke tandis que Joseph-Benjamin-Nicolas Papineau hérite du secrétariat et de la trésorerie municipales.

La municipalité de La Petite-Nation fonctionne jusqu'au 1^{er} septembre 1847 lorsque le gouvernement abolit toutes les municipalités de paroisse au Québec (Loi 10-11 Victoria, chapitre 7: «Acte pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'activités locales dans le Bas-Canada»). Dès lors, les habitants d'une paroisse élisent deux conseillers pour les représenter à la municipalité de comté. L'ex-maire de La Petite-Nation, Asa Cooke, préside la réunion du 17 septembre 1847 pour la formation du «conseil municipal du comté d'Ottawa, division n° 2, avec chef-lieu à Lochaber». Étienne Racicot et Ebenezer Winters sont élus. Ce régime reste en vigueur durant huit ans. Le 1^{er} juillet 1855, le

gouvernement restaure l'autonomie municipale (Loi 18 Victoria, chapitre 100: «Acte des municipalités et chemins du Bas-Canada»).²⁶

La naissance de Montebello

Lord Elgin sanctionne, le 18 décembre 1854, la loi que le procureur général du Bas-Canada a fait voter et adopter: l'abolition de la tenure seigneuriale. Une cour spéciale établira l'indemnité due à chaque seigneur ainsi que la charge des censitaires appelés à payer le capital de leur rente. La loi prévoit, comme base, la moyenne des revenus des dix dernières années. Amédée Papineau, avocat et protonotaire, veille avec diligence à protéger les revenus de son père.

Le 1^{er} juillet 1855, le gouvernement sanctionne l'Acte des municipalités et des chemins. La jeune paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dont l'érection canonique remonte à 1831, entre dorénavant sous le régime municipal.

«Je marche au petit pas dans la même voie que vous parcourez par longues enjambées, écrit Louis-Joseph Papineau à son évêque, Mgr Guigues (le 19 mars 1856). Je souhaite commencer un village, près de l'église de Notre-Dame-de-Bonsecours et je souhaite le distribuer régulièrement en rues larges et ornées de plantations d'arbres.»

Le seigneur donne suite à son projet.

«M. Papineau vit aussi, en même temps, à donner des bornes au village en formation et à le diviser en carrés par de larges allées (...) Aujourd'hui (écrit le curé Michel Chamberland en 1929) si le village de Montebello est remarquable par l'alignement de ses rues et la beauté de ses arbres, c'est toute justice de dire: «c'est la faute à Papineau». Nous la lui pardonnons tous, ici, avec grande reconnaissance.»

Jusqu'à 1855, Louis-Joseph Papineau se considérait le seigneur de la Petite-Nation mais, avec les lois d'abolition de la tenure seigneuriale et de formation municipale, il modifia tout simplement l'en-tête de ses lettres. Pour la première fois apparaît, en mai 1855, le nom de Monte-Bello.

Deux versions différentes expliquent l'origine du terme. Le curé Chamberland écrit: «Je crois que ce nom a son origine de Montebello, en Lombardie. Le Montebello lombardien est sis sur la rive nord du Pô et sur le versant sud des Apennins, près de Plaisance, ville sise sur les bords de la petite rivière, La Nuretta. (...) Le Montebello de la Petite-Nation est sur les bords de l'Ottawa (Pô) en face des Laurentides (Apennins), voisin de l'ancien fief de Plaisance, sur les bords de la Petite-Nation (La Nuretta).» D'autre part, Robert Rumilly précise: «Papineau prévoit une majestueuse utilisation, sur sa seigneurie, de l'indemnité qu'il touchera sans doute d'un bloc. Il y bâtera un village modèle qu'il appellera Montebello, en l'honneur d'un de ses amis de France, le duc de Montebello, fils d'un général de Napoléon.»

Dans une étude que rédige l'Honorable Brooke Claxton, en décembre 1957, on peut lire l'explication suivante: «Legend has it that the place was called after a Paris friend, the duc de Montebello, son of one of Napoleon's marshals, but this is not the case. Henri Bourassa put this straight in a letter to J. Nestor Daoust of Montebello dated May 11, 1950.» («La légende attribue le terme en fonction d'un ami parisien, le duc de Montebello, fils d'un maréchal de Napoléon, mais tel n'est pas le cas. Henri Bourassa l'a bien précisé dans une lettre datée du 11 mai 1950 adressée à J. Nestor Daoust de Montebello).²⁷

En 1856, le gouvernement vote des crédits de 600 000 \$ pour indemniser les seigneurs par suite de l'abolition de la tenure seigneuriale. L'endettement était chronique chez les censitaires (même si le régime seigneurial n'a pas été aboli pour cela). En 1843, l'administrateur de la seigneurie de la Petite-Nation, Denis-Benjamin Papineau avait préparé un mémoire à son frère, énumérant cent vingt-quatre censitaires endettés de plus de 8 000 \$ (2 053 livres) envers leur seigneur en plus de 12 000 \$ (3 000 livres) d'arrérages.

«Je ne vois de ressource pour nous, écrivait Julie Papineau à son mari, le 26 mars 1845, que la vente de la seigneurie (...) Je ne vois que cette vente qui pourra nous procurer encore quelques années heureuses pour nos chers enfants, surtout pour toi (...).»

En 1858, le commissaire aux rentes seigneuriales, Henry Judah verse un premier acompte de 1 500 \$ à Louis-Joseph Papineau dont il a évalué le manoir à 12 000 \$ et l'ensemble du domaine à 88 833 \$. Le seigneur se lance dans de nouveaux développements, de nouvelles routes et de nouvelles cessions. «Il n'y a pas de possibilités d'arrêter son goût de tout dépenser pour cet établissement», se plaint de nouveau Julie Papineau. Le seigneur l'admet mais répond à sa femme, le 19 décembre 1859: «Nous serons toujours à la gêne, je le sais; puisse la famille le comprendre comme moi pour leur avenir, car pour moi, pour le peu de temps que j'ai à rester sur cette terre et le peu de choses qu'il me faut personnellement ne m'inquiète guère.»²⁸

La chapelle funéraire Papineau

Monument historique devenu la propriété d'Héritage Canada, une organisation sans but lucratif consacrée à la préservation du patrimoine national, la chapelle funéraire est située à moins de huit cents mètres du Château Montebello, dans un décor serein d'érables et de pins. Elle contraste, par sa simplicité, avec l'architecture du manoir.

La construction de chapelles seigneuriales s'inscrit dans la tradition de l'aristocratie française que Papineau admirait; celle des chapelles funéraires au pays remonte aussi loin qu'au début de la colonie lorsque le gouverneur de Montmagny, en 1636, en fait ériger une en l'honneur de Samuel de Champlain.

«La chapelle est très petite. Elle mesure seulement vingt-trois pieds de largeur par trente-trois de longueur. Elle se dresse sur une hauteur de vingt-deux pieds de la base au toit et dix pieds de plus où la croix surplombe une simple tour de pierres. Une petite chapelle sans prétention, à forme oblongue relevée par deux arcs-boutant qui allongent la façade et quatre marches conduisant à la porte. Une seule entrée et une seule source de lumière extérieure, un oeil-de-boeuf au-dessus de la porte. La chapelle s'adapte à perfection aux durs éléments de l'emplacement avec ses murs en pierres des champs taillées et son toit incliné en bois laissant glisser l'épaisse neige des hivers. Sous les chevrons de bois du toit, l'in-

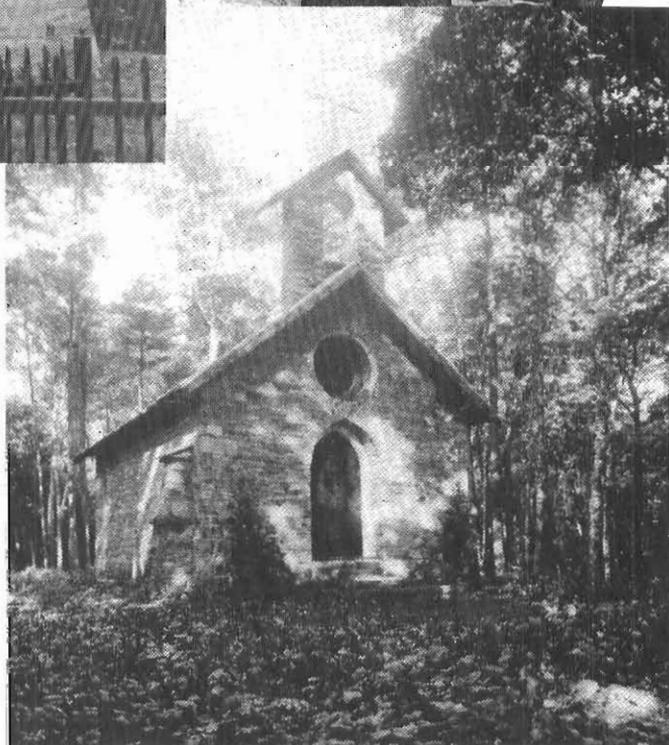
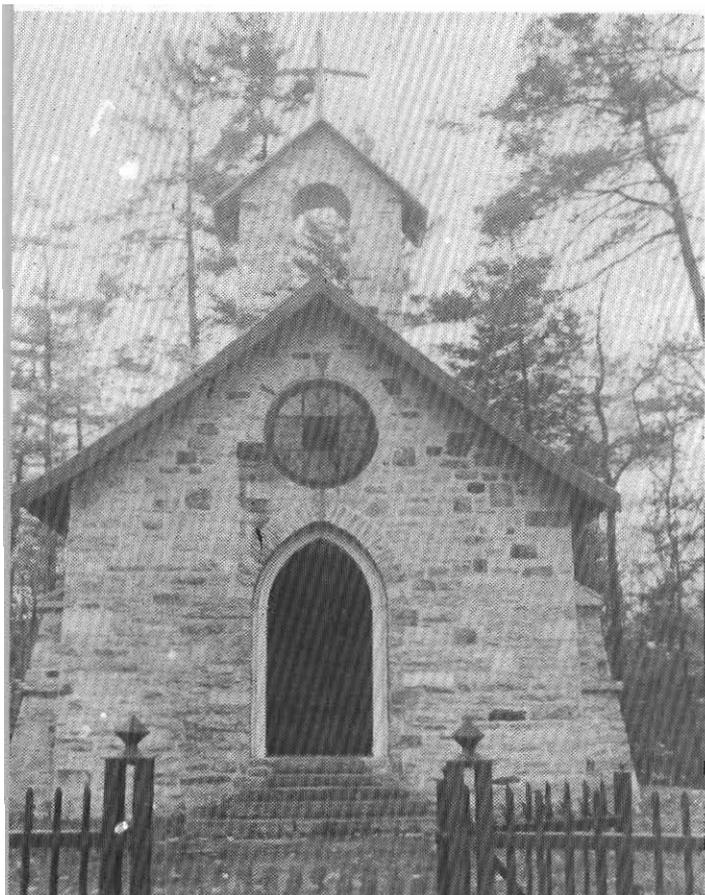
térieur de la chapelle n'est guère meublé. Au-dessous du plancher de bois, une crypte construite solidement, à cinq pieds de profondeur. Elle contient les restes de Louis-Joseph Papineau, de son père, sa femme, son frère et plusieurs enfants et petits-enfants.

La chapelle commémorative de Papineau reflète son goût aristocratique, son amour de la famille et son esprit de piété.» (voir ²⁵)

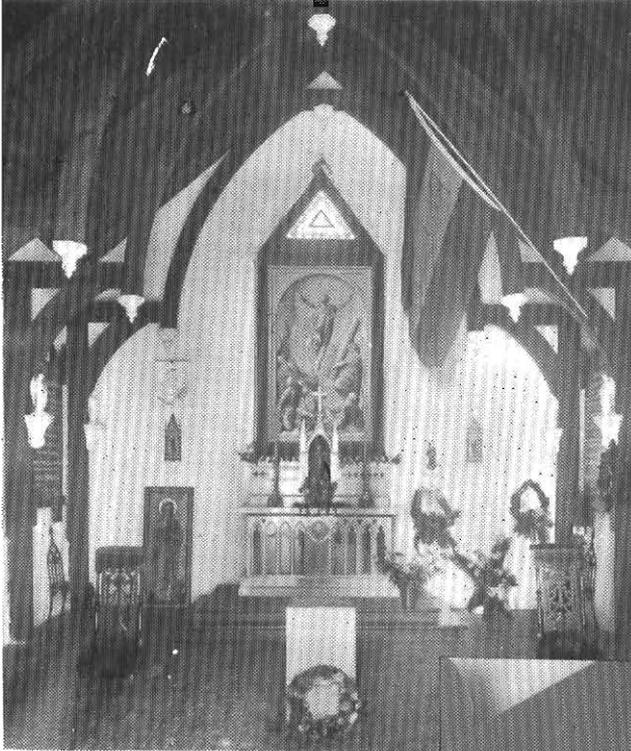
Apparemment, il en fut le principal architecte, s'inspirant de la forme de plusieurs chapelles commémoratives de petites églises paroissiales qu'influença l'architecte des débuts de la Nouvelle-France, Claude Baillif. Construite au commencement des années 1850 en même temps que le manoir, elle est officiellement ouverte le 7 août 1854. Ce jour-là Papineau y dépose les restes de son père transférés du cimetière de Montréal (il était décédé le 13 juillet 1841). L'évêque de Bytown (Ottawa), Mgr Guigues qu'accompagne une dizaine de prêtres préside à la cérémonie et à la consécration de la chapelle. Il la dédie à Dieu Tout-Puissant et la place sous la protection de saint Joseph et sainte Julie, les saints patrons de Papineau et de sa femme.

Au cours des années suivantes, la chapelle, qui ne sert pas à des cérémonies hebdomadaires régulières, est le lieu de plusieurs enterrements alors que le fils, le frère et l'épouse de Papineau meurent en rapide succession. Dans les jours qui précèdent sa mort survenue le 23 septembre 1871, Papineau se préoccupe que son exclusion de l'Église organisée rende impossible l'enterrement dans sa chapelle, en terre consacrée. Dans l'une de ses dernières lettres, il demande que si l'enterrement est impossible dans la crypte, il soit inhumé dans la tour de sa bibliothèque du manoir. Néanmoins, tout en refusant les dernières exhortations de son ami, l'abbé Bourassa, pour réintégrer l'Église catholique, Papineau est enterré le 24 septembre dans sa petite chapelle et l'abbé Bourassa officie à une discrète cérémonie civile.

Il est intéressant de savoir que, dans ses dernières instructions, Papineau sollicite un asile sacré pour son dernier repos et se «place sous la sauvegarde des lois de son pays». Héritage Canada a reçu des enfants, en 1974, sa petite chapelle en pierre et réalisé les derniers vœux de Papineau.

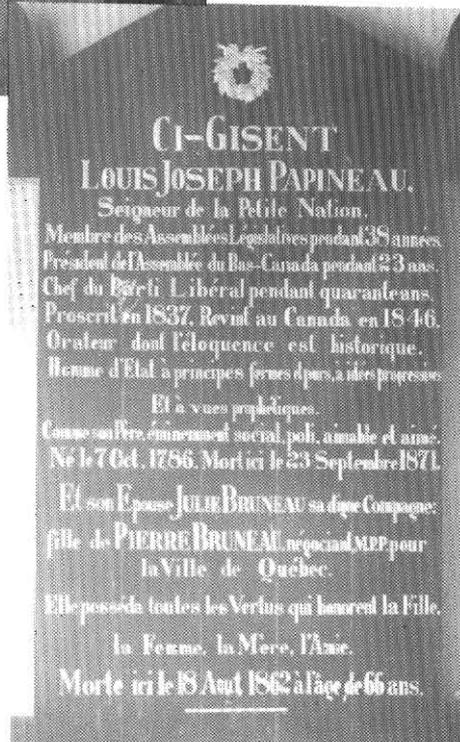


La chapelle funéraire des Papineau



*Le maître-autel
et le drapeau
des Patriotes.*

*À la mémoire
des châtelains.*



CI-GISENT

LOUIS JOSEPH PAPINEAU,

Seigneur de la Petite Nation.

Membre des Assemblées Législatives pendant 38 années.

Président de l'Assemblée du Bas-Canada pendant 23 ans.

Chef du Parti Libéral pendant quarante ans.

Proscrit en 1837. Revint au Canada en 1846.

Orateur dont l'éloquence est historique.

Honneur d'Etat à principes fermes, à idées progressives.

Et à vues prophétiques.

Comme collègue éminemment social, poli, aimable et aimé.

Né le 7 Oct. 1756. Mort ici le 23 Septembre 1871.

Et son Épouse JULIE BRUNEAU sa digne Compagne:

filie de PIERRE BRUNEAU, négociant MPP pour

la Ville de Québec.

Elle posséda toutes les Vertus qui honorent la Femme,

la Femme, la Mère, l'Amie.

Morte ici le 18 Aout 1862 à l'âge de 66 ans.

Les débuts de la construction

Le 23 juillet 1850, Louis-Joseph Papineau et sa famille quittent leur maison de la rue Bonsecours à Montréal pour résider en permanence au manoir seigneurial. Le jeudi 14 novembre 1850, ils peuvent y passer leur première nuit. Sur place, le seigneur complète les derniers travaux. «Dans l'isolement du lieu, écrit-il à son ami Pierre Margry le 19 novembre 1852, j'ai été architecte, agriculteur, dessinateur et jardinier. Obligé de tout diriger et surveiller, j'ai fatigué plus que ne le comportaient mon âge et les habitudes antérieures de vie sédentaire d'étude et de bureau.»

L'idée de construire une chapelle funéraire ne faisait pas partie des projets du seigneur à son arrivée. La mort de son fils Gustave, à 21 ans le 17 décembre 1851 au manoir de Montebello, «plonge la famille dans l'affliction: c'est ce triste événement qui détermina le seigneur de la Petite-Nation à construire une chapelle funéraire pour y réunir, au-delà de la mort, les défunts de la famille Papineau. Gustave Papineau, après une longue maladie (le rhumatisme inflammatoire), est inhumé dans l'église Notre-Dame-de-Bonsecours, tout à côté du banc seigneurial. Son frère aîné fait venir du pays de sa femme (Saratoga, États-Unis) des «cèdres rouges ou cyprès pour grouper autour de la chapelle funéraire de Montigny.»²⁹

Louis-Joseph Papineau est décidé. Dans une lettre à son fils Amédée, le 31 janvier 1852, il veut bâtir une chapelle «au milieu du bois, sur notre passage fréquent vers l'église».

Liste des présences

1. Le premier corps déposé dans la chapelle funéraire dont les travaux commencés en 1853 ne sont pas encore terminés n'est pas celui de Gustave Papineau, mais du premier petit-fils du seigneur, Louis-Joseph (III). Né à Montréal le 16 mars 1854 du mariage de Mary Westcott et de Louis-Joseph(II)-Amédée Papineau, il y meurt d'une congestion pulmonaire, à l'âge de onze mois, le 6 février 1855.

«C'est mon cher fils aîné qui nous précède tous: c'est mon aïeul Joseph Papineau et mon pauvre frère Gustave que je pensais y déposer dès le printemps prochain (...). Le 18 (février 1855) son pauvre grand-père et son père le portèrent et le déposèrent dans leur tombeau de famille, cette chapelle funéraire qu'un instinct fatal me poussait avec tant d'ardeur à compléter l'été dernier (...).»³⁰

2. Le 25 mai 1855, le seigneur inhume les restes de son fils Gustave Papineau et les dépose dans la chapelle funéraire familiale.

3. Six jours plus tard, le 31 mai, il reçoit par bateau venu de Montréal les restes de son père enterré à Montréal le 13 juillet 1841 et les inhume dans la chapelle Papineau.

4. Le 7 août 1855, Mgr Joseph-Eugène Guigues, le premier évêque du diocèse de Bytown (Ottawa) vient bénir et consacrer la chapelle «au Dieu Tout-Puissant sous les vocables de saint Joseph et de sainte Julie, patrons du seigneur de la Petite-Nation».

«Mon oeuvre architecturale et mon tribut de piété, note Amédée dans son journal un peu présomptueusement, reçoit aujourd'hui le couronnement religieux». Le principal architecte fut surtout son père qui s'est inspiré de la «forme de plusieurs chapelles commémoratives de petites églises paroissiales qu'influença l'architecte des débuts de la Nouvelle-France».³¹

5. Lorsque la gouvernante des enfants du seigneur, Marguerite Douville meurt en 1861, Louis-Joseph Papineau la fait inhumer dans la chapelle funéraire familiale.

6. L'année suivante, le 18 août 1862, Julie Bruneau, dame Papineau, épouse du seigneur, meurt à l'âge de 66 ans. L'inhumation a lieu dans la chapelle funéraire le 21 août en présence de Mgr Guigues.

La même année, le 4 décembre 1862, un autre fils du seigneur, le docteur Lactance Papineau meurt à 35 ans dans un hôpital psychiatrique français, à Lyon.

7. Le 27 mars 1869, à l'âge de 35 ans, Azélie Papineau, fille du seigneur et épouse de Napoléon Bourassa, meurt peu après la naissance de son cinquième enfant, Henri Bourassa. Le corps est transporté de Montréal et inhumé dans la chapelle Papineau.³²

8. Le 23 septembre 1871, le seigneur Louis-Joseph Papineau s'éteint dans son manoir, deux semaines avant son 86^e anniversaire de naissance. Il est inhumé dans sa chapelle funéraire le 28 septembre.

«Si l'on me refuse le repos dans ma chapelle funéraire, auprès de ma femme, de mon père, de plusieurs de mes enfants et petits-enfants, avait-il écrit en codicille à son testament, enterrez-moi dans la tour de ma bibliothèque; qu'elle soit mon asile sacré, dont je recommande le respect à mes enfants et petits-enfants, et que je place sous la sauvegarde des lois de mon pays.»³³

«Les trembles et les érables de la Petite-Nation se parent de rouille et de pourpre, écrira plus tard l'historien Robert Rumilly. Aux flancs des Laurentides résonnent les premiers accords de la grande symphonie automnale. Les plus précoces des oiseaux migrateurs raient le ciel de leur vol triangulaire. Un vent léger soulève et fait tourbillonner les premières feuilles mortes.»³⁴

Dans son testament olographe du 20 octobre 1867, le seigneur laisse le manoir et ses dépendances (dont la chapelle) à son fils Louis-Joseph-Amédée par préciput. Il s'agit d'un avantage d'usufruit au légataire qui doit toutefois laisser cette part d'héritage à son fils aîné, Louis-Joseph (IV).

9. Le 8 novembre 1890, dans son appartement montréalais de l'hôtel Windsor, Mary Eleanor Wescott meurt à l'âge de 76 ans. Elle avait épousé Louis-Joseph-Amédée le 20 mai 1846 et lui avait donné quatre enfants.⁵⁶ Inhumée dans sa terre natale à Saratoga, aux États-Unis, une plaque commémorative dans la chapelle funéraire rappelle son existence ainsi que celle de sa fille aînée, Eleanor Ellis Wescott Ellah (morte à Londres le 4 novembre 1875); madame Try Davies repose aussi à Saratoga, auprès de sa mère.

10. Le 23 novembre 1903 Louis-Joseph-Amédée Papineau, né le 26 juillet 1819, meurt dans son manoir de Montebello à l'âge de 84 ans. Il laisse dans le deuil sa deuxième épouse, Iona Curren Papineau³⁵ et quatre enfants. Il est inhumé dans la chapelle funéraire familiale. Son épouse devient l'exécutrice testamentaire, selon le testament olographe

qui sera déposé chez le notaire Victor Morin le 28 janvier 1904. Louis-Joseph (IV) doit hériter par préciput du manoir et de ses dépendances. Toutefois, ce legs particulier ne peut s'accomplir.

11. Le 1^{er} janvier 1904, à peine un mois après la mort de son père Louis-Joseph-Amédée, Louis-Joseph (IV) Papineau meurt au manoir familial de Montebello à l'âge de 47 ans. Il est inhumé dans la chapelle funéraire Papineau. Sa veuve, Caroline Pitkin Rodgers lui survit avec quatre fils qui se séparent l'héritage: Louis-Joseph (V), Talbot-Mercier, James-Randall-Wescott et Philippe-Bruneau-Montigny. La succession ne se règlera définitivement qu'en 1920.

12. Une plaque commémorative rappelle le souvenir du major Talbot-Mercier Papineau, mort au champ de bataille de Passchendaele le 30 octobre 1917.³⁶

Après la vente du manoir

Le 23 septembre 1929, un entrepreneur américain, Harold Saddlemire propose la plus forte enchère lors de la vente à l'encan du manoir et de ses dépendances: 71 035,50 \$. Toutefois l'acte de vente enregistré à Papineauville, le 5 octobre (BEP, B43:481-491), exclut «la chapelle funéraire et une bande de terrain de trente pieds de chaque côté de ce bâtiment» et «prévoit un droit de passage pour accéder à ce sanctuaire».

13. Le plus jeune des quatre frères Papineau, Philippe-Bruneau-Montigny (né le 19 mai 1887) meurt le 24 septembre 1932 à l'âge de 45 ans. Il est inhumé dans la chapelle funéraire.

14. Son aîné, James-Randall-Wescott Papineau (né le 14 septembre 1884) meurt à Saint-Placide en 1946, à l'âge de 62 ans. Inhumé à Saint-André-d'Argenteuil, il a une plaque commémorative dans la chapelle funéraire.

15. Leur mère, Caroline Pitkin Rodgers Papineau, l'épouse de Louis-Joseph (IV), décède le 24 septembre 1952 à Montréal; transportée à Montebello, elle repose dans le cimetière, à l'extérieur de la chapelle sous une pierre identifiée C.R.P. 1952.³⁷

16. Le 29 novembre 1971, Louis-Joseph (V), né le 12 août 1881, meurt et est inhumé dans la chapelle funéraire. Il lègue la chapelle et le cimetière à ses trois enfants, selon l'acte d'enregistrement n° 123090 du 7 août 1972, au bureau de Papineauville.³⁸ Ils la considèrent comme un bien historique national et ils en font don, le 7 novembre 1974, à Héritage Canada, une association sans but lucratif consacrée à la préservation du patrimoine national. Ils lui demandent d'entretenir à perpétuité le cimetière et la chapelle. Ce legs est enregistré à Papineauville sous le numéro 133190.

Le 5 mai 1975, le ministère des Affaires culturelles du Québec, qui avait inscrit au registre des biens culturels la chapelle funéraire Papineau le 14 avril 1975, émet un avis de classement de monument historique enregistré à Papineauville sous le numéro 134878. Par suite du décès des trois mandataires d'Héritage Canada, le docteur Louis Biron, monsieur René Gauthier et le chanoine Arsène Hébert qui veillaient au respect de l'entente de novembre 1974, le président Pierre Ippersiel de la Société historique Louis-Joseph-Papineau négocie en 1983 une nouvelle entente avec les propriétaires de la chapelle et du cimetière Papineau.

Denis-Benjamin Papineau, pair de la Petite-Nation

Fils de Marie-Rosalie Cherrier et de Joseph Papineau, Denis-Benjamin est né à Montréal le 13 novembre 1789; il meurt le 6 janvier 1854, à l'âge de 65 ans. Il aura vécu cinquante ans dans la Petite-Nation.

Il a 15 ans lorsque son père, abandonnant la politique en 1805, envisage de développer à fond la seigneurie. Il l'accompagne lors de ses brefs séjours estivaux. Denis-Benjamin revient en 1807 avec les premiers colons et y demeure pendant la brève aventure de Fletcher. C'est à lui que songe Joseph Papineau, le 28 février 1809, lorsqu'il écrit à Nicolas Kinsler. «Mr Fletcher veut avoir la maison où est votre femme et vos enfants, où est mon fils et ses effets.»

Le seigneur se fait alors bâtir son manoir; Denis-Benjamin s'y installe et s'y ennuie. Avant de vendre la seigneurie à Louis-Joseph, l'aîné

de ses enfants, Joseph Papineau protège les intérêts de son autre fils et, en février 1816, lui assure la jouissance entière du fief de Plaisance. Louis-Joseph confirmera cette cession le 13 mars 1822. Déjà l'agent d'affaires de la famille est solidement implanté dans la Petite-Nation, marié, père de famille. Il songe à se loger plus confortablement et à se rapprocher des censitaires installés sur les lots qui longent la baie de la Pentecôte.

Il s'y fait bâtir maison et s'y établit afin que «son monde, écrit-il à son frère le 5 décembre 1826, puisse y passer l'hiver sans trop de froid et de misère». Le feu a détruit le manoir paternel; le feu n'épargnera pas la demeure de Denis-Benjamin. Dans son journal, en date du 7 juillet 1880, Louis-Joseph-Amédée écrit: «Une lettre de Mackay (son cousin) de Papineauville m'annonce l'incendie hier soir du Manoir de Plaisance, l'ancienne demeure de l'oncle Benjamin.»

Il ne reste plus rien des résidences de ces pionniers du développement de la Petite-Nation, mais le souvenir d'un pair de la seigneurie subsiste.

Les dernières années

La mort commence à rôder autour des Papineau. Elle a fauché l'un des fils du seigneur, à 30 ans (Gustave, en 1851). Trois ans plus tard, à l'âge de 65 ans, le fondateur de Papineauville et administrateur de la seigneurie, Denis-Benjamin Papineau s'éteint (1854) dans son fief où il est arrivé à l'âge de 20 ans. En cinq mois, coup sur coup, Louis-Joseph Papineau assiste au manoir au décès de sa femme Julie, le 18 août 1862, après quarante-cinq ans d'une vie commune. Le 4 décembre, il apprend la mort de son fils Lactance, fauché dans la quarantaine dans un hôpital psychiatrique de France. À Montréal le 27 mars, à l'âge de 35 ans, sa fille Azélie meurt en laissant à son époux (Napoléon Bourassa) cinq jeunes enfants de six mois à onze ans.

L'Union prépare sa transformation en une confédération des provinces maritimes et des deux Canadas pendant que sévit aux États-Unis une guerre civile. À 70 ans, le vieux tribun solitaire s'ennuie dans son manoir et découvre une nouvelle jeunesse.

«Vienne le mois de juillet pour que vous soyez caressée (...) que vous dormiez bien pendant la nuit sans que cela vous empêche de vous étendre sur mes genoux quand vous voudrez et aussi quand je vous en prierai (...) «Dites-moi en toute sincérité la liste de vos désirs mondains, j’y satisferai; celle de vos désirs dévots, je paierai des dévots pour qu’ils la satisfassent (...)».³⁹

La petite couventine de 16 ans à laquelle il adresse ces lettres (du 25 juin 1864) a profité de ses congés de pensionnaire pour se promener dans le bois avec «ce vieux glorieux bonhomme qui bêtifie». Papineau récidive l’année suivante: il écrit de semaine en semaine, à sa «toute belle et bonne et bien chère» qui, en 1865, simplifie tout en se fiançant à un autre. Il transporte ses énergies vers un nouveau projet, encourage le curé de Montebello à y faire venir des religieuses enseignantes et fournit le terrain où les Soeurs Grises d’Ottawa viennent, avec l’aide de la fabrique, ériger leur couvent. Il les accueille et leur assure sa protection.

Il apparaît en public pour la dernière fois de sa vie, le 17 décembre 1867, pour un solide plaidoyer à l’Institut canadien. «Vous me croirez, j’espère, si je vous dis que j’aime mon pays. L’ai-je aimé follement? (...) Mon coeur et ma tête consciencieusement consultés, je crois pouvoir décider que je l’ai aimé comme il doit être aimé (...)».⁴⁰

Montebello, qui comptait à peine six maisons lors de sa fondation en 1855, en aligne maintenant une soixantaine. Le seigneur se prépare à célébrer avec ses petits-enfants son quatre-vingt-cinquième anniversaire de naissance, en octobre 1871. Il n’y parviendra pas. Un matin de septembre, à la suite d’une longue promenade avec un visiteur du domaine, il prend froid et ses poumons se congestionnent. Il résiste, debout, durant cinq jours et cinq nuits. «Je prends ma potion pour satisfaire le docteur, dit-il à ses proches, mais il sait aussi bien que moi que c’est inutile».

À son curé qui s’inquiète de son âme, il répond doucement: «Je vois venir la mort avec un calme absolu. Dieu ne me punira point de n’avoir cru, en mon âme et conscience, à des dogmes (...) Si je me trompe, c’est de bonne foi et je compte sur la miséricorde de mon Créateur.» Le 23 septembre 1871, il remercie son médecin et meurt à l’orée de l’automne tellement magnifique dans la Petite-Nation.

D. La succession familiale

Papineau est enterré civilement dans la chapelle funéraire qu'il a érigée en 1855. Il laisse ses affaires en ordre. Le nouveau propriétaire du manoir, Louis-Joseph-Amédée est retenu à Montréal par sa profession de protonotaire. Le seigneur laisse s'écouler une dizaine d'années avant de venir s'installer avec sa femme, en 1881, dans le domaine paternel morcelé.

Ézilda, sa jeune soeur, lui cède la majorité des terres dont elle a hérité; elle remet l'autre moitié aux enfants d'Azélie et de Napoléon Bourassa. Commence alors la lente désintégration de l'héritage et de la seigneurie.

Napoléon Bourassa, tuteur des petits-enfants de Papineau, ne s'entend guère avec leur oncle Amédée. Comme il doit subvenir aux besoins de sa famille dont Ézilda s'occupe, il vend une large partie de leur héritage (33 120 arpents) au sénateur et marchand de bois William Owens, en 1887. La somme de 16 000 \$ arrondit leurs biens. En 1888, Louis-Joseph-Amédée l'imité et vend une partie de ses terres au même sénateur, en considération de 55 000 \$. La petite Américaine dont il était devenu amoureux durant son exil à Saratoga, Mary Eleanor Wescott, et qu'il avait épousée en 1846 après avoir été reçu avocat au Barreau de New York, meurt en 1890. Le troisième seigneur est âgé de 77 ans mais il a conservé la fougue et l'énergie des Papineau. Il épouse une toute jeune fille, Martha Jane Iona Curran qui lui donne deux autres enfants, Lafayette Papineau et Angelina Iona Papineau.

À 84 ans, en 1903, l'ancien Fils de la Liberté s'éteint à son tour et, l'année suivante, son fils aîné, Louis-Joseph (quatrième de ce prénom), meurt à 47 ans.

Du vaste domaine qu'avait acquis l'aïeul en 1801, presque tout s'est effrité en cent ans. Louis-Joseph Papineau, aux prises avec toutes les difficultés pécuniaires d'un exilé et les pressions constantes de sa femme, avait toujours résisté au morcellement du domaine paternel. Il avait investi tout son argent dans le développement de la seigneurie et

l'expansion de Montebello. En moins de deux décennies après sa mort, les petits-enfants ont peut-être bénéficié de la vente de leurs biens reçus en héritage, mais leurs parents ont tout vendu. Les petits-enfants des petits-enfants parachèveront le démantèlement du domaine que des étrangers à la famille réunifieront bientôt.

La succession des compagnies forestières

En 1904, la famille Papineau ne possède plus que le manoir et les îles; tout le domaine ancestral est devenu la propriété de William Owens, député d'Argenteuil à Québec (1881-1891) et sénateur à Ottawa (1896-1917). Il protège ses biens en les transférant à la compagnie Owens Lumber qu'il fonde en 1889; il en vend une grande partie en 1904 à un Américain de Philadelphie, William Haskell, pour la jolie somme de 215 000 \$. Naît alors, le 18 mars 1905, The Haskell Lumber Company.

Durant cinq ans, l'entreprise exploite activement les vastes ressources forestières du domaine qui passe, le 27 janvier 1910, entre les mains d'un autre Américain, le sénateur new yorkais J. Sloat Fassett, fondateur de Fassett Lumber Company. À la mort de ce dernier, en 1924, son entreprise prospère revient au Canada par suite de la vente au Canadien de Lachute, S.J. Staniforth qui acquiert la compagnie et en forme une nouvelle sous le même nom de Fassett Lumber.

Pendant ces vingt années, la vie au manoir s'est transformée. À la mort de son beau-père et de son mari, Caroline Pitkin Rodgers devient tutrice des biens de ses quatre fils: Louis-Joseph (V), Talbot Mercier, James Randall Westcott et Philippe Bruneau Montigny, âgés respectivement de 23, 21, 20 et 17 ans. Elle a repris le chemin de Montréal pour veiller sur l'éducation de ses fils et séjourne au manoir durant l'été. La guerre de 1914 les trouve à Montebello. James Randall s'engage dans l'artillerie canadienne en 1915 et sert son pays jusqu'en juillet 1919. En Europe, il épouse une jeune Suissesse, Marie Maître des Chaignats de Neuchatel qui lui donnera deux filles, Renée-Louise et Marie-Jacqueline Wescott. Le benjamin, Philippe Bruneau Montigny, membre de l'avia-

tion, rejoint les services ambulanciers jusqu'en Afrique du Sud et revient au pays en 1918. L'aîné, devenu propriétaire du manoir, selon la tradition des Papineau de léguer leurs biens aux petits-enfants avec usufruit aux parents, est le seul qui demeure au pays. Il a déjà 35 ans lorsque la guerre éclate; il est marié depuis 1911 et père de deux enfants, Louis-Joseph (VI) et Mary Eleanor Westcott. Il a ramené au manoir, après son mariage, une jeune Écossaise d'Uddington.

Comme ses ancêtres Joseph et Louis-Joseph, comme ses frères Philippe et James, Talbot Mercier répond à l'appel des armes. Diplômé en droit de l'université McGill, boursier Rhodes à Oxford (en 1905), il est devenu avocat à Montréal en 1909. Dès qu'éclate la guerre, il rejoint son régiment, le Princess Patricia. Blessé sur le champ de bataille, le lieutenant Papineau y reçoit la Croix militaire et le titre de capitaine. Rapatrié au Canada, il surveille l'entraînement des recrues pour son régiment décimé et retourne au combat en 1916. Le major Papineau meurt à Passchendaele le 30 octobre 1917, à l'âge de 34 ans.

Peu avant sa mort, il avait écrit à son cousin germain, Henri Bourassa, fondateur du *Devoir* et député, une longue lettre qui avait été publiée dans le *Montreal Star* et créa sensation. Les journaux de l'époque reproduisirent le texte. L'auteur le résume, à la page suivante.

À Montebello, Caroline Pitkin Rodgers et ses trois grands fils, en 1920, trouvent lourde la charge d'entretenir le manoir et ses dépendances. Comme l'ancêtre autrefois, ils sont aux prises avec de sérieuses questions matérielles. En 1922, ils décident de vendre la bibliothèque de trois mille volumes de Louis-Joseph Papineau; la maison Fraser chargée de la vente aux enchères, à Montréal, parvient difficilement à tout écouler, mais l'ancienne tour carrée est maintenant désaffectée. Les collectionneurs se précipitent sur les ouvrages autographiés et les bibliothécaires universitaires (qui avaient refusé une offre familiale) se partagent cette richesse à bon marché.

D'un commun accord avec Louis-Joseph V et ses deux frères, Caroline Rodgers décide de tout mettre en vente et de vivre, chacun de son côté.

Le plaidoyer de Talbot Mercier Papineau

Petits-fils de Louis-Joseph Papineau, le directeur fondateur du quotidien montréalais *Le Devoir*, Henri Bourassa et le capitaine Talbot-Mercier-Howard Papineau, ont échangé - par le truchement des journaux - une brève mais percutante correspondance, en juillet 1916. Elle est diffusée et discutée dans les journaux canadiens.

Un correspondant du *Toronto Star*, le britannique Arthur Hawker, fait état d'une entrevue de trois heures avec «le chef incontesté des Canadiens-français». Il explique la thèse nationaliste de Bourassa qui peut se résumer ainsi: «Une intervention libre et raisonnable est admise, mais on a profité de l'émotion causée par la guerre pour renforcer la solidarité impériale et recourir à des manoeuvres politiques pour assurer le triomphe de l'impérialisme britannique. Pour les Anglo-canadiens, il est naturel de s'enrôler en grand nombre, le Royaume-uni, plutôt que le Canada, est encore leur mère-patrie. Les Canadiens-français, enracinés au pays depuis plusieurs générations, s'enrolent moins parce qu'ils ne se croient pas obligés d'aller guerroyer en Europe».

De son côté, le jeune officier volontaire du *Princess Patricia* dont le régiment vient d'être décimé, à la dure bataille de Mont-Sorrel, dénonce cette attitude.⁴¹

«L'union des Canadiens de toute origine sur les champs de bataille est le bon moyen de forger une mentalité commune (...). L'union spirituelle des différentes parties de l'Empire est une chose éminemment désirable et nécessaire (...). Si je croyais que le développement d'un esprit national au Canada fut contraire à l'esprit qui unit aujourd'hui l'Empire, je répudierais de toutes mes forces l'idée d'une nation canadienne pour accepter avec joie la plus tyrannique des unions organiques impériales. (...) Le Canada est en guerre, par le fait de l'état de guerre régnant entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, c'est si vrai que les Allemands s'en seraient emparé s'ils avaient été victorieux... et si les alliés sont victorieux, les nationalistes auront joui de tous les privilèges britanniques sans les avoir eux-mêmes défendus».

Et le vibrant Papineau de conclure: «Il y avait là, mon cousin, une occasion que vous avez manqué de saisir. Malheureusement, en dépit de la manière héroïque et superbe dont les bataillons canadiens-français se sont distingués ici, en dépit de l'appui cordial que tant de chefs de la pensée canadienne-française ont donné à la cause, le fait demeure que les Français du Canada n'ont pas répondu à l'appel dans la même proportion que les autres citoyens du Canada. On vous tiendra largement responsable de ce fait et de la regrettable impression qu'ils ne font pas leur part intégrale dans cette grande entreprise canadienne (...). Vous avez rendu le beau nom de nationaliste mal odorant aux narines de nos concitoyens anglais. Partout où vous irez, vous soulèverez la désunion et l'inimitié; vous apporterez la déconsidération et le déshonneur sur notre race, de telle sorte que quiconque portera un nom français en Canada sera un objet de suspicion, peut-être de haine (...). Peut-être mon cousin ai-je été trop long et même ennuyeux; je serai plus court dans cet avertissement. Nous vous infligerons la punition méritée à notre retour... par le pouvoir invincible de notre force morale».

Le cousin Bourassa n'a jamais vraiment reçu cette lettre adressée à l'associé (Papineau était avocat) Andrew Ross McMaster qui la transmet à *La Patrie*. Il la lut dans l'édition du vendredi 16 juillet 1916 de *La Presse* y répondit dans *Le Devoir* du 5 août et en transmet copie à Me McMaster. La guerre 14-18 suivit son cours, celle de 39-45 raviva les mêmes affrontements, souleva les mêmes questions. Passons de cet épisode Papineau à d'autres plus directement reliés à l'histoire du domaine où les deux cousins ont jadis grandi... à quelques pas l'un de l'autre.

RÉFÉRENCES

1. L'essentiel de cette brève description est confirmé dans la monographie de Richard Chabot, DBCVII, pp. 729-733.
2. RUMILLY, Robert: *Papineau et son temps*, tome I, pages 28, 29. Fides, Montréal 1977.

3. PROVOST, H.: *Le Séminaire de Québec*, pages 298, 299, documents et biographies, Québec 1964.

4. *Le manoir Louis-Joseph-Papineau*, Claude et Jacques Lamarche, pages 42 à 44, Éditions de la Petite-Nation, 1978.

5. VALLERAND-LAHAISE: *Histoire du Canada, L'Amérique du Nord britannique 1760-1867*, page 78. Centre de Psychologie et de Pédagogie, Montréal 1971.

6. PAPINEAU, Joseph: Lettre du 22 juillet 1809 à Denis-Benjamin Papineau, citée dans le Rapport de l'archiviste provincial du Québec 1951-53, page 173.

7. BARIBEAU, Claude: voir p. 13, *North Nation Mills*, André Bricault, Éditions de la Petite-Nation, 1986.

8. Voici le texte partiel de cette lettre de Joseph Papineau à Nicolas Kinseler. Elle permet de reconstituer, de façon visuelle, le premier manoir seigneurial dans l'île à Roussin, appelée Arrowseen.

«Montreal 28 fevrier 1809

Monsieur

J'ai Receus ce matin la lettre que vous m'avez faite écrire par Benjamin, je ne suis pas inquiet que les excuses Bonnes ou mauvaises peuvent aisément se trouver; mais tout cela ne supplée pas aux ouvrages que j'avois lieu d'attendre et qui ne sont point faits si Dodo ne vouloit pas charroyer quand on lui a dit falloit mettre un autre a sa place et je me serois pourvû contre lui; si Les hommes veulent aller Boire et se foutre du monde quand on les en Reprend il faut leur Retrancher Le Rhum que je leur donne, puisqu'ils préfèrent de boire à leurs dépens. M. Peltier qui est venu ici a dit partout ici en ville que Les hommes ne gagnoient seulement pas leur nourriture; que voulez vous que je pense moi même quand votre Homme de confiance vient Repandre de pareils Rapports, sur le tout donnez vos ordres a propos et ne manques pas de prendre vos précautions pour convaincre ceux qui ne font pas leur devoir afin que seuls ils souffrent de leur négligence.

Voici une autre affaire. Mr Fletcher à qui j'ai vendus veut (a)bsolument avoir La maison ou est votre femme et vos enfants; ou est mon fils et mes effets; je lui ai promis de la lui livrer sous quinze jours; ainsi il faut que vous engagies Le bonhomme Arcan dont vous avez achetté la terre a se mettre dans sa vieille maison, et vous Logeres votre femme et sa famille dans La nouvelle, prenes Le monde qu'il vous faudra pour La mettre logeable tout de suite et amenes y votre femme, vous deman(deres) pour cela un dédomagement de vingt a vingt cinq piastres que je vous ferai avoir. La dessus vous en donneres quelque chose au bonhomme Arcan pour L'engager à se déranger.

Il faut alors sitot que votre femme sera Logé mettre tout Le monde à Batir dans L'isle Roussin² une maison de vingt pieds sur trente. Les Long pans n'auront que vingt pieds et Les pignons trente pieds ou 34 si cela n'augmente pas Beaucoup L'ouvrage vous mettres sur Le devant qui Regardera Le sud une porte aussi Large que celles de La maison de la Petite Nation, et une fenestre en fesant les trois trumaux égaux. Par derriere il y aura deux fenestres avec les deux Ecoinsons et Le trumeau égaux. L'exaucement au dessus du plancher d'en haut sera de trois pieds et demi ou quatre pieds, avec une fenestre dans chaque pignon de 3 verres sur cinq, et (deux), une lucarne de chaque côté de 3 verres sur 4. on laissera La place de La cheminée dans Le pignon du Nord-est, à huit pieds du Long pans de devant, La cheminée aura au moins cinq pieds de feu; cependant il faudra Boucher La place de la cheminée en attendant qu'on La fasse, la maison sera couverte en Bardeaux, on amenera Le Bardeaux qui est en haut et on fera ce qui en manquera il faut y estre logé dans quinze jours, le Bas de La maison sera divisé en trois appartements et sitot qu'elle sera finie Madame Kinseler pourra y aller demeurer avec Benjamin jusqu'a ce que Mr Kinseler soit logé lui-même. mons^r Fletcher me fera scier 100 planches de dix pieds pour La couverture sous Le bardeaux on prestera à ses gens Les scies de long pour cela, on placera La maison dans Lisle Roussin sur la butte La plus haute pour etre a labrie des eaux. Bourdon expliquera mieux rnon intention il exporte La mesure des chassis que je ferai Rendre bientôt. Les ouvertures des fenestres en bas auront 3 pieds 2 pouces 1/4 de Largeur sur 5 pieds six pouces 3/4 de haut mesure anglaises.»

9. BRICAULT, André: *Le Mémorial de Plaisance*, pp. 80-83, Éditions de la Petite-Nation, 1986.

10. PAPINEAU, Louis-Joseph-Amédée: *Journal d'un Fils de la liberté*, volume 6.

11. PAPINEAU, Augustin-Cyrille: *Extraits de quelques notes*. Collection Papineau aux Archives nationales du Québec, Québec (boîte 57).

12. GROULX, Lionel: *Notre maître le passé*, 2e série, pp. 178-179, Librairie Granger ltée, 1936. Si la rédaction de ce récit est personnelle, les trois répliques sont citées par le chanoine Groulx.

13. PAPINEAU, Louis-Joseph-Amédée: *Journal d'un Fils de la liberté*, pp. 7-8, volume 1. Réédition Québec 1972.

14. Cette transaction et la prestation de foi-hommage apparaissent dans les documents familiaux alors disponibles à Papineauville (en 1977-78) au bureau du Protonotaire Leduc où l'auteur les a recopiés.

15. Ne pas confondre avec le territoire de la Petite-Nation que fréquentaient les Algonquins et la raison sociale «Réserve Petite-Nation». Le 22 avril 1966, le *Seignior Club Community Association Limited* modifiait son nom pour devenir *Commandant Properties* et, sous la pression locale, à Québec, le transformait en *Réserve de la Petite-Nation* («du groupe de compagnies du Canadien Pacific Railways»). Autrefois connu comme le lac Papineau, cet endroit fut rebaptisé «lac Commandant» puisqu'il appartient à cette entreprise... qui a de nouveau modifié sa raison sociale (justement pour éviter toute confusion avec une possible réserve indienne dans la Petite-Nation).

16. HODGINS, J. Herbert: *Montebello, trésor canadien*, article reproduit dans le Bulletin (vol. III, no 1, mars 1987, p. 14) de la Société historique Louis-Joseph-Papineau, Montebello.

17. Voir 13, pp. 60-61.

18. Cité dans *Papineau et son temps*, tome I, p. 535.

19. AMSTRONG, Frederick H. et STAGG, Ronald J., DBC11, p. 560, PAO Mackenzie-Lindsay, traduction de l'auteur du texte d'octobre 1837 (*The Constitution*)

20. DE LORIMIER, Michel: DBCVII, p. 557 et ANQ-Q cote E 17/37 no 2971

21. Fonds Papineau, d'après Fernand Ouellet DBC X; textes publiés dans RAPQ 1953-55 et 57-59

22. BARIBEAU, Claude: DBCVIII, p. 754, pour Papineau et MONET, Jacques, DBC IX, p. 492 pour La Fontaine

23. CHASSÉ, Béatrice: thèse de maîtrise à l'université Laval, 1979. «Le manoir Papineau à Montebello, une survivance de la féodalité sur les bords de l'Outaouais» collection de l'auteur, p. 35.

24. BARIBEAU, Claude: (ouvrage cité en 7), p. 143 et références à ANQ-5.44 APC, PP. M.G.24.2; vol. III, p. 4525; vol. IV, p. 5483.

25. LE MOINE, Roger, avec dessins: Revue Asticou, cahier no 9, septembre 1972 et CIMON, Jean, *Le dossier Outaouais*, Éditions du Pélican, 1979, pp. 138-140.

26. L'auteur remercie le notaire Lionel Fortin, de Saint-André-Avellin, qui lui a transmis ses notes de recherches aux Archives publiques du Canada, en août 1984, sur *Le régime municipal de la Petite-Nation*.

27. CLAXTON, Brooke: *La Petite-Nation and The Papineau*, (1674-1957), texte photocopie de 51 pages, collection de l'auteur, p. 32.

Lors d'une conversation téléphonique avec monsieur J. Nestor Daoust de Montebello, en janvier 1983, l'auteur a pu vérifier divers autres éléments toponymiques.

Il semble que Louis-Joseph Papineau avait trois autres noms pour son manoir, dont le manoir Papineau en premier lieu, Chipaye (d'après le cimetière des Algonquins en bas de la terre de son père) et Mont-Joli.

Henri Bourassa plaiderait en faveur de Mont-Joli mais les faits contredisent ce plaidoyer. Son grand-père n'aurait pas pu se prévaloir du terme Mont-Joli sous prétexte qu'il existait déjà une municipalité, en bas de Québec, portant ce nom. (Monsieur Daoust a vérifié cette hypothèse qui ne résiste pas à la vérité: Mont-Joli ne fut inscrit qu'en 1917).

Louis-Joseph Papineau aurait opté pour Papineau mais son frère Denis-Benjamin l'a devancé d'un an; il avait consacré dans la terminologie officielle le nom de Papineauville dès 1854. Reste donc un seul choix: Montebello.

Dans le brouillon d'une lettre de Louis-Joseph Papineau (disponible présentement à la Société historique Louis-Joseph-Papineau), le seigneur remercie le Maître de poste général du Canada-Uni d'accepter (en 1855) le nom de Montebello pour le village où Louis-Joseph Papineau a érigé son manoir... de Montebello.

Restent les hypothèses du choix dont Robert Rumilly parle en évoquant l'empereur Napoléon 1^{er}. Monsieur Daoust préfère retenir les éléments locaux d'un manoir situé sur les bords de la rivière des Outaouais en parallèle avec la Lombardie qu'évoque l'abbé Michel Chamberland. Cela semble aujourd'hui plus naturel. Au moment où Henri Bourassa écrit à monsieur Daoust (mai 1950), il s'est passé un siècle depuis l'érection du manoir de son grand-père; le petit-fils a quitté Montebello depuis une trentaine d'années, mais il a eu accès à toute la documentation familiale. Le Montebello de Lombardie semble plus acceptable que le Montebello napoléonien.

28. Cité par Robert Rumilly, *Papineau et son temps*, tome 2, pp. 489-490.

29. Tel est le nom qu'Amédée Papineau veut voir son père adopter pour son domaine de Montebello (*Journal d'un Fils de la liberté*, VII: 138): «C'est le nom que j'arrache enfin au consentement de papa pour le Manoir et le Domaine.» Louis-Joseph n'en choisira pas moins Montebello de préférence à la paroisse de Montigny, au Poitou d'où était venu Samuel Papineau, le premier de ses ancêtres arrivé en Nouvelle-France en 1670.

30. *Journal d'un Fils de la liberté*, tome VII: 261.

31. Voir *Heritage Canada Property Series*, n° 1; traduction libre de Jacques Lamarche.

32. Mariée dans la Petite-Nation le 17 septembre 1857 à Napoléon Bourassa (21 octobre 1827 - 27 août 1916), elle a cinq enfants: Augustine (1858-1941), Gustave (1860-1904), Adine (1863-1951), Henriette (1866-1939) et Henri (1^{er} septembre 1868 - 31 août 1952).

Le 1^{er} octobre 1895, note Amédée Papineau dans son journal: «MM. Napoléon Bourassa et Hector Chauvin (l'époux de Henriette Bourassa) enlèvent du mausolée de la famille le corps de ma pauvre soeur Azélie qui y reposait depuis mars 1869 pour l'enterrer dans le cimetière catholique au-dessus de sa soeur Ézilda, en attendant qu'ils aient fait construire une chapelle et voûte sur le terrain que je leur ai donné avoisinant ce cimetière (à Montebello).»

33. Le testament de Papineau est déposé aux archives juridiques de Montréal. Jean-Jacques Lefebvre l'a publié, aux pages 160-163, dans son rapport d'archiviste de la Province de Québec 1960-1961.

34. Robert Rumilly, *Papineau et son temps*, tome II, page 572, Éditions Fides, Montréal, 1977.

35. À l'âge de 77 ans en 1897, Louis-Joseph-Amédée convole en secondes noces avec Iona Curren, âgée de 24 ans, devant un pasteur presbytérien à New York. Le 27 janvier 1898, ils renouvellent leurs vœux à Montebello (craignant l'illégalité d'un mariage en pays américain). Deux enfants sont nés de cette union: Lafayette Papineau en 1897 et Angélita en 1901.

36. L'une des compagnes d'études à Oxford (alors que Talbot-Mercier, jeune avocat était boursier Rhodes en 1905) dira de lui plus tard: «Il avait l'étoffe, la formation et les qualités pour devenir un premier ministre du Canada.» Il s'agit du témoignage de l'ancienne maire d'Ottawa, Charlotte Whitton, dans *Ghosts and Shades of Montebello and The Petite Nation*

1674-1963; traduction personnelle d'un extrait de la conférence faite par Charlotte Whitton au 16^e congrès du Seigniory Club le 23 septembre 1963.

37. Née le 31 mai 1859, Carole Pitkin Rodgers avait épousé Louis-Joseph (IV) Papineau en 1880. Elle n'était pas intéressée à dormir dans l'éternité auprès de son beau-père Louis-Joseph-Amédée Papineau.

38. Fils de Louis-Joseph (V), il avait épousé, le 2 juin 1911, Elsie Home Sidrer (1891-1974), une Écossaise d'Uddington qui donna naissance à trois enfants: Louis-Joseph (VI), né le 27 mars 1912, épouse Mary Strong en 1944; il en naît le dernier des Papineau, Louis-Joseph (VII) qui reste célibataire. Mary Eleanor Wescott Papineau, née le 30 juin 1913, épouse Ralph Daird McWilliams le 5 juin 1937. Ils ont deux filles: Sandra, née le 27 septembre 1940, et Suzan Gail, née le 10 juin 1945. Monsieur McWilliams est décédé le 25 décembre 1980, à 70 ans. John Fair Francis Papineau, né le 5 décembre 1925, est resté célibataire.

39. Robert Rumilly fait écho à ces amours d'octogénaire solitaire sans dévoiler de «déclarations» ou de nom. Lors d'une rencontre de l'auteur avec l'historien Denis Vaugeois, au Château Montebello, en 1991, il fut question de cette «petite amie fiancée... d'une famille politique estimée». L'autre «comparse» de notre trio inquisiteur, le romancier Louis Caron se mit à improviser une scène: «Vous êtes la petite Globensky et moi le vieux seigneur de Montebello», je vous dis: «Vienne le mois de juillet pour que vous soyez caressée...». Improvisation plausible ou citation de mémoire? Aux lecteurs d'en juger. Les lettres que je n'ai pas vues, n'en ont pas moins été écrites, datées et... reçues.

40. Voir Robert Rumilly, ouvrage cité, tome 2, pp. 547-551. Ce fut la dernière conférence publique de Papineau.

41. L'auteur remercie la Société historique Louis-Jospeh-Papineau; il a pu repérer aux archives copie de la lettre du capitaine Papineau parue dans *La Presse* du 28 juillet 1916, grâce à M. Raymond Racicot.



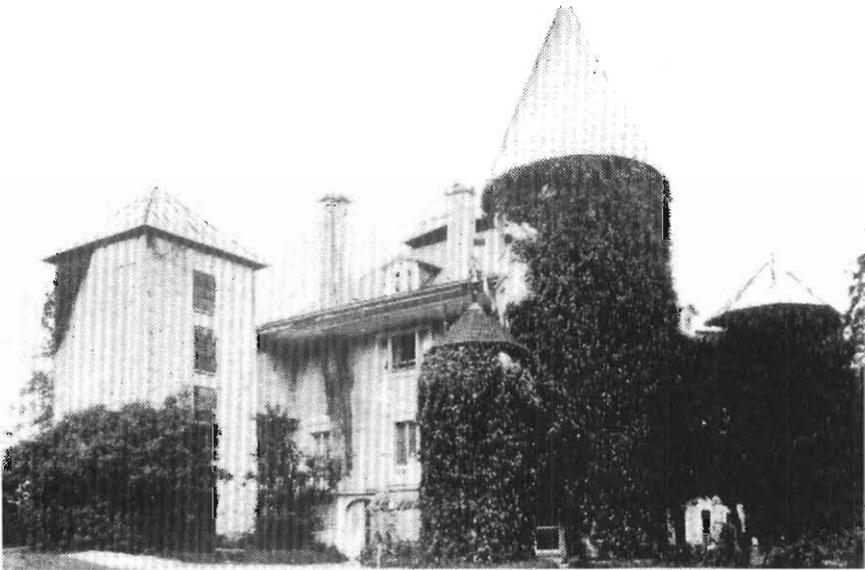
Le manoir estival des seigneurs vers 1900 (ASC 1931)



La résidence du jardinier à l'entrée du domaine (ASC 1931)



Sur le promontoir du cap Bonsecours (ASC 1931)



Le lierre estival enrobe les tours (ASC 1931)



Louis-Joseph-Amédée et sa famille vers 1901 (ASC 1931)



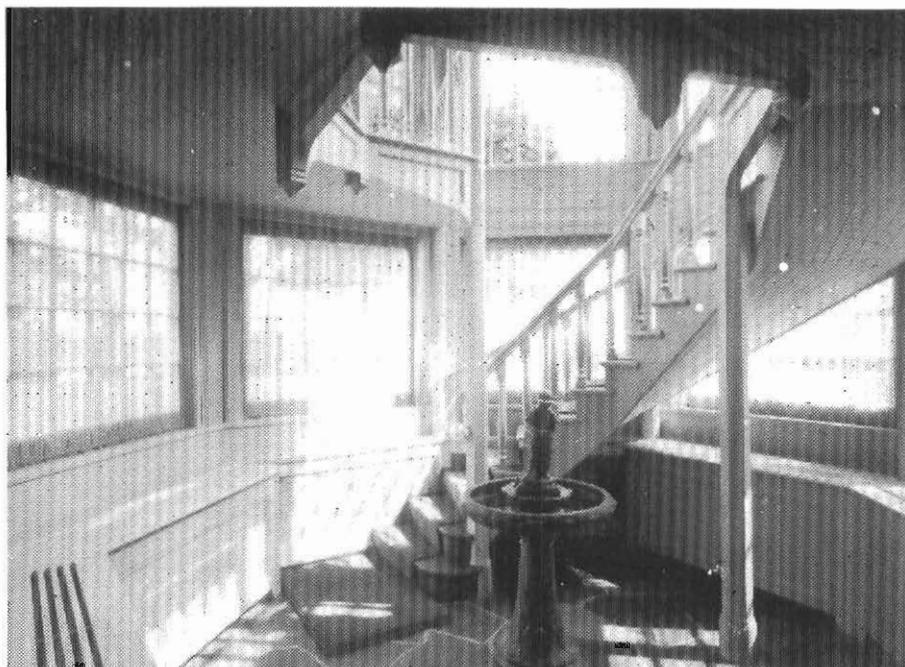
Le mamoir à l'heure de la vente en 1929 (ASC 1931)



Le parc de 1925 où s'ébattaient les 4 garçons Papineau (ASC 1931)



La fontaine naïde et musée de 1900 (ASC 1931)



L'escalier du sous-sol (ASQ 1930)



Le club sportif (ASQ 1930)



Madame Julie Papineau et sa fille Azélie au hall d'entrée (ASC 1930)



Le capharnaüm du protonotaire Amédée Papineau (ASC 1930)



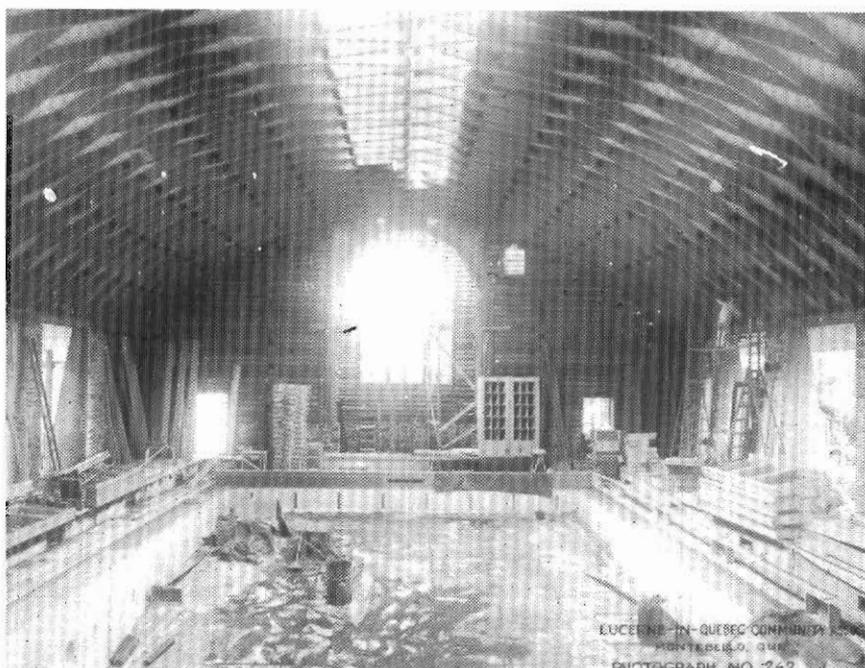
Le boudoir des seigneurs de 1930 (Ass.Screen News Ltd, no 8159-26)



Le boudoir d'aujourd'hui (ALPN 1978)



Les billes et les chevrons s'étaient (ASC 1930)

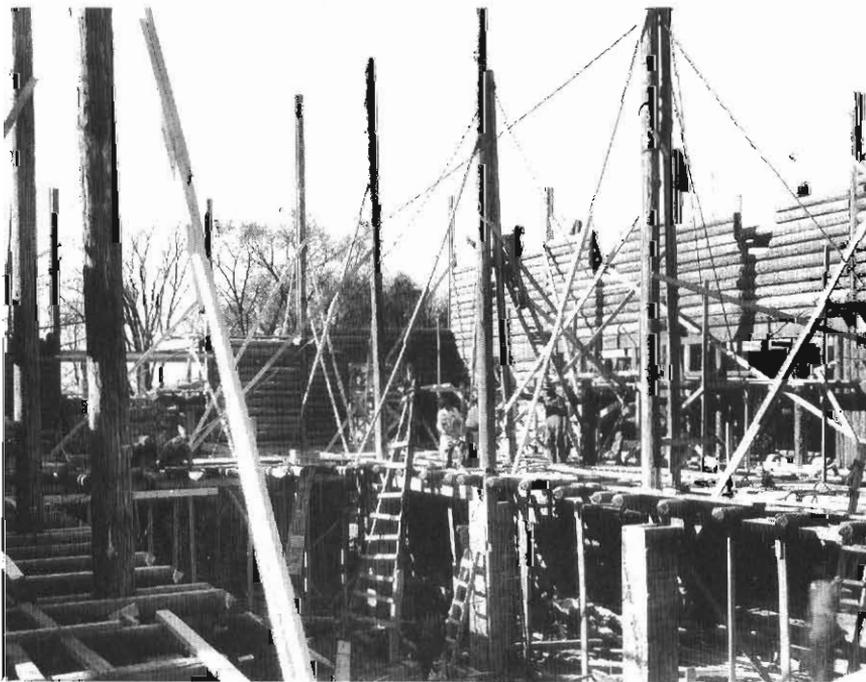


La future piscine reçoit les matériaux (ASC 1930)

EUGÈNE-TH. GUSSEY-GONNIBERT
MONTBELLO, QUB
PHOTOGRAPH NO. 242



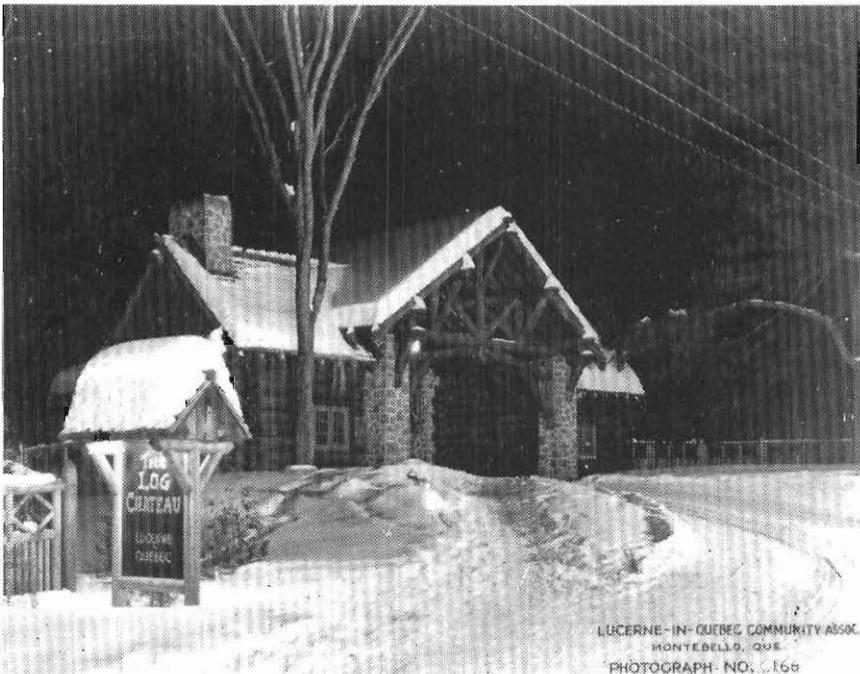
La tournée en traîneau (ASC 1931)



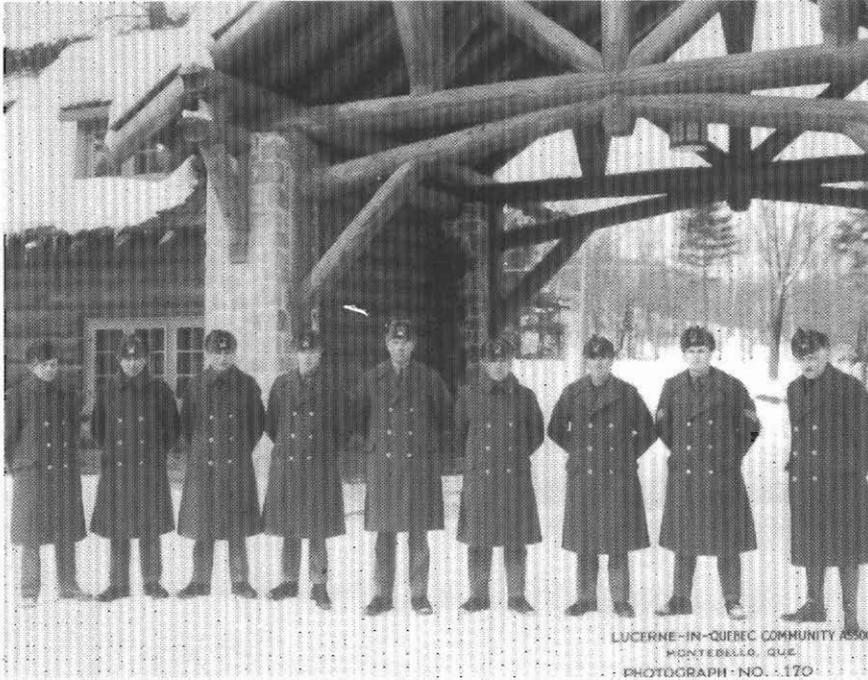
Le Château s'élève graduellement (ASC 1930)



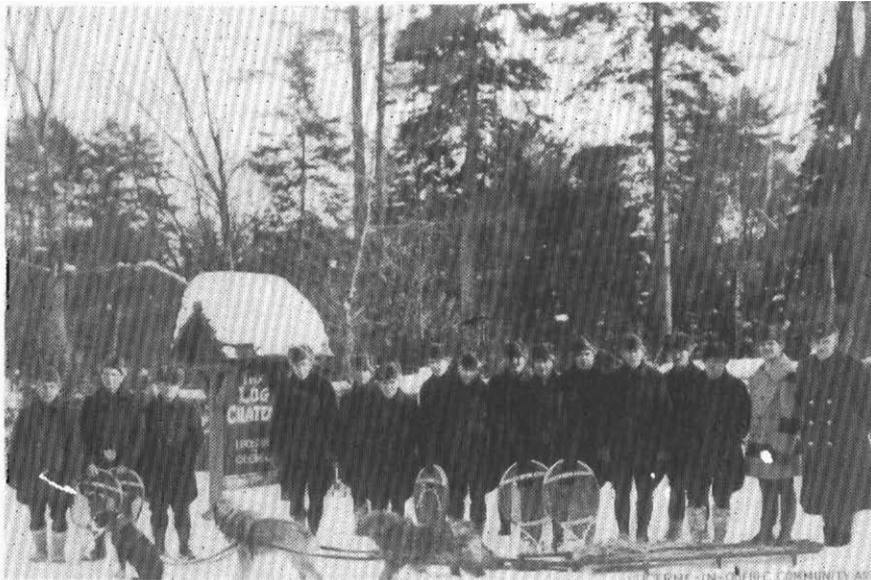
Les visiteurs descendent du train (ASC 1931)



L'entrée accueillante du *Log Chateau* (ASC 1931)



La police veille (ASC 1931)



Les Rangers du domaine (ASC 1932)



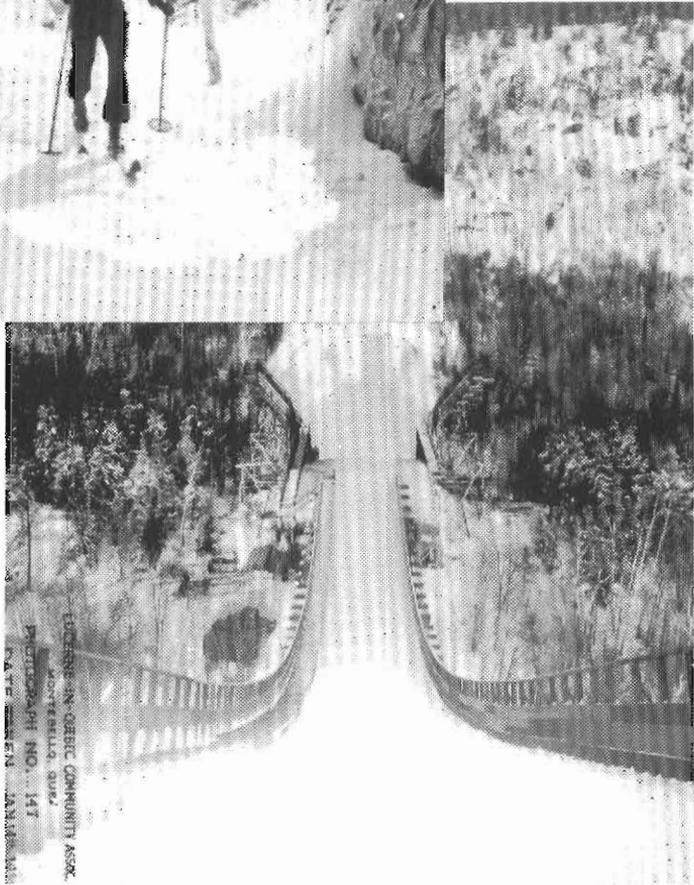
La rampe de lancement (ASC 1931)



Jolies cavalières au manoir (Ass. Screen News Ltd. no 8159-112)



Sous la voûte
forestière
(ASC 1931)



Le grand Sault olympique (ASC 1931)



Le Centre maritime



Pour l'envolée vers les airs

III. La tête au firmament

1929-1969

- A. La fondation du Seigniory Club
- B. Quarante ans de splendeur
- C. La transformation progressive



Le Manoir en construction (Archives du Seigniory Club, 1930.)

A. La fondation du Seignior Club

Les perspectives de l'été 1929

L'armature économique des États-Unis semble invulnérable. «Bientôt avec l'aide de Dieu, affirme Herbert Hoover, son tout nouveau président, le temps sera proche où la pauvreté sera éliminée de la nation» au printemps 1929. Au Canada, le ministre des Finances, J.A. Robb déclare un excédent des revenus de l'État - un record de 70 millions de dollars - et réduit les impôts. Le premier ministre Mackenzie King est assuré que la prospérité canadienne n'a plus de limite et l'affirme à l'ouverture de la session de février. Pourtant, le nombre de chômeurs s'accroît au point que le chef de l'Opposition, R.B. Bennett réclame l'aide fédérale pour les sans-travail. Coup sur coup, quelques mois plus tard, le cyclone financier s'abat: les bourses de Baltimore, Chicago, Philadelphie ferment leurs portes. À Montréal, New York et Toronto, les ordres de vente se succèdent en ouragan. Le 24 octobre 1929 «une dégringolade subite et verticale de toutes les valeurs, sans exception, secoue la bourse... des millions de dollars se perdent par minute: cinq milliards dans la journée».

Pendant ce temps, à Montebello, la décision de Caroline Rodgers Papineau inquiète d'autres héritiers des Papineau. Augustine Bourassa, petite-fille de Louis-Joseph Papineau et soeur aînée du député-journaliste Henri Bourassa, remue ciel et terre pour faire acheter par la province de Québec le manoir de son grand-père.

Ce n'était pas la première fois que les cousins Papineau divergeaient d'opinion. Déjà, pendant la guerre, le capitaine Talbot Papineau envoie directement du front, en 1916, une longue lettre à son «cher cousin», Henri Bourassa, qui lui répond dans *Le Devoir* du 5 août. Leur correspondance alimente les journaux canadiens. Treize ans plus tard, ce sont les cousines qui s'affrontent. Aussitôt que les agents financiers de la *Walter Molson Co.* et monsieur Foster du *Canadien Pacifique* révèlent qu'ils sont à la recherche d'acheteurs pour le manoir Papineau, Augus-

tine Bourassa s'insurge contre cette décision de Caroline R. Papineau. La «vieille fille à la personnalité originale» (citation de Robert Rumilly dans *Histoire de la province de Québec* tome XXXI, page 100) craint une profanation des lieux historiques qui n'aura pas lieu. Messieurs Taschereau et David, à Québec, refusent d'engager le gouvernement. Dans une petite ville du Maine où vivent de nombreux Franco-américains (Bangor: 38 000 habitants), un promoteur tenace et ambitieux dirige depuis 1925 un petit centre de plein air: *Lucerne-in-Maine*. Une station touristique au bord du lac des Quatre-Cantons, Lucerne, en Suisse, a inspiré l'Américain Harold M. Saddlemire dans des limites beaucoup plus modestes. Dans le Maine, à quelques kilomètres de Bangor, l'Américain vend des lots autour d'un lac: l'acte d'achat constitue un certificat de membre de *Lucerne-in-Maine*, association qui offre un club de golf près de petits édifices en contreplaqué. L'offre de Walter Molson fascine Saddlemire qui entrevoit aussitôt le potentiel de ce domaine historique et ludique. «Homme de petite taille mais de grande persuasion» écrira plus tard sa première collaboratrice canadienne, Tess Mackey, il peut convaincre quiconque de se joindre à son équipe d'organisation. Avec M^e James Gillin de Bangor et quelques associés choisis dans son entourage, il met aussitôt sur pied... et sur papier la compagnie-mère: *Lucerne-in-Quebec Community Association Limited*... Il en décrit les objectifs dans les lettres patentes sollicitées, dès la prise de possession «promouvoir, organiser, diriger et gérer un club pour des fins sociales, athlétiques, sportives, avec chasse et pêche: fournir et entretenir les terrains requis à ces propos ainsi qu'à toutes activités extérieures d'amusement, d'exercices et de récréation; fournir et promouvoir tournois et compétitions de tous genres en sports et exercices; bâtir et équiper les bâtiments de toutes sortes, incluant des maisons résidentielles et des chalets convenables pour le club.»

Le 23 septembre 1929, sur le perron de l'église paroissiale Notre-Dame-de-Bonsecours, à Montebello, les encanteurs ont offert le manoir ancestral et ses dépendances (musée, pavillon de thé, grainerie, écurie, résidence du jardinier). Seule la chapelle funéraire familiale échappe à la

transaction réglée pour 71 035 \$.

Le brave acheteur du Maine n'était pas au bout de ses peines. Le 23 septembre 1929, Saddlemire achète le manoir Papineau sans avoir établi clairement avec la famille ce qu'il advenait des biens mobiliers. Aussi, le 3 octobre, le promoteur de cette transaction, Walter Molson, lui écrit: «Vos hommes sont anxieux de prendre possession des bâtisses mais les Papineau ne sont pas intéressés à leur requête avant d'avoir réglé le problème d'ameublement». Le 11 octobre, James Randall Wescott Papineau s'explique avec l'acheteur: «Vous désirez disposer d'une option initiale pour acquérir aussi nos biens mobiliers: en voici l'inventaire complet avec l'évaluation. Nous serions prêts à accepter 8 000 \$ à l'exclusion du bois de chauffage dont nous avons déjà disposé.»

Passionnant inventaire de quatre pages avec cinq statues en marbre (1 000 \$), un buffet d'égale valeur, un vieux lit de fer de l'ancêtre (100 \$) et un bien vraiment mobile: un cheval à 100 \$. Saddlemire sursaute: «Pas question d'envisager un tel prix.» Il se retourne et consulte les avocats Brown, Montgomery et McMichael: «Qu'entendez-vous par «moveable» en droit québécois?» Wescott Papineau, le 22 octobre, propose à son acheteur de lui remettre les clés en considération de 6 200 \$ comptant ou bien de «tout enlever en fin de semaine». «À ce prix, répond Saddlemire, accordez-moi tous vos droits de chasse, pêche et campement!».

Le tout se règle à l'amiable, chez le cousin Papineau-Couture, à la mi-novembre. Les trois frères et leur mère acceptent un paiement de mille dollars pour clore la vente. Ils n'ont pas cédé leurs «droits seigneuriaux», ils ont déménagé ce qu'ils jugeaient mobiles et laissé à H.M. Saddlemire ce qui était «attaché avec clous, fer, ciment, plâtre».

La balade juridique de l'automne 1929

La firme Brown, Montgomery, McMichael du Royal Bank Building à Montréal s'occupe des lettres patentes, vers la fin de l'été 1929. Le lieutenant-gouverneur du Québec, l'honorable Henry George Carroll et l'assistant secrétaire provincial, C.-J. Simard, acquiescent à leur demande le 4 octobre 1929 et enregistrent la nouvelle société dans le livre 134, folio 173, le 5 octobre 1929.

Exactement le même jour, la vente du manoir et de ses dépendances est enregistrée au chef-lieu du comté (Papineauville) sous le numéro 41827. Peu après le 27 novembre 1929, au numéro 41996, pour exactement le même prix de 71 035 \$, Harold Saddlemire transfère le tout à Lucerne-in-Quebec.

On retrouve sur les documents originaux le nom et la signature des dix requérants, tous du bureau d'avocats Browns & Al.

Directeurs provisoires du *Lucerne-in-Quebec Seignior Club*, ils se réunissent à Montréal le 16 décembre 1929. De fait, ces dix requérants sont alors devenus les premiers membres du club. Ils tiennent une «assemblée générale» pour accepter les lettres patentes, proposer le premier règlement et procéder aux élections entre 10 heures et 10 heures 30. Les dix «membres» sont alors devenus les premiers gouverneurs du club. Dès lors, à 10 heures 45, les gouverneurs réunis acceptent six membres spéciaux, en vertu de l'article II des règlements approuvés à... 10 heures, ainsi qu'un membre honoraire. Il s'agit d'Harold M. Saddlemire et de six associés américains.

Les dix gouverneurs canadiens d'un jour démissionnent en faveur de ces successeurs qui, le 29 janvier 1930, à leur première assemblée élisent Saddlemire à la présidence du club, James Gillin, secrétaire et V.T. Rathburne, trésorier. Ils ne résisteront guère plus longtemps que leurs prédécesseurs car, à 11 heures 45, ce jour-là, les nouveaux gouverneurs admettent à leur tour cinq nouveaux membres honoraires. La chaise musicale s'ébranle, les Américains démissionnent un à un pour céder leur

place à cinq éminents Canadiens:

1. Sir Edward H. Beatty
2. Sir Charles Gordon
3. Sir Herbert S. Holt
4. L'Honorable sénateur François-Frédéric Liguori Béique
5. L'Honorable Louis-Alexandre Taschereau

Lorsque ces géants du monde financier et politique se réunissent pour leur première assemblée de gouverneurs, le mois suivant, le 9 février 1930, ils acceptent la démission d'Harold Saddlemyre et offrent la présidence à Sir Edward Beatty. Celui-ci demeure en poste jusqu'à sa mort en avril 1943. Ils complètent l'équipe avec messieurs H.N. Tilley, C.R. de Toronto et John Leslie, vice-président du Canadien Pacific Railway. La danse autour des chaises est finie.

En guise d'annexe: les gouverneurs

Le bureau des gouverneurs sous la présidence de:

1. Sir Edward Wentworth Beatty (1877-1943), docteur en droit et conseiller du roi. Président des chemins de fer canadien du Pacifique (1908), chancelier de l'Université McGill (1921) et directeur de la Banque de Montréal;

2. Sir Charles Gordon (1867-1939) financier montréalais, Chevalier de l'Empire, président de la Banque de Montréal (1927), du Trust Royal et gouverneur de l'Université McGill;

3. Sir Herbert Holt (1854-1941) financier, venu d'Irlande au Canada (1875), président de la Banque Royale du Canada, gouverneur de l'Université McGill, directeur du C.P.R. et président de la Montreal Light, Heat & Power;

4. L'Honorable François-Frédéric Liguori Béique (1845-1933) avocat et homme politique de Rouville. Nommé sénateur en 1902, membre du Conseil privé du Canada (1925), membre du conseil d'administration du chemin de fer du Pacifique et de l'Université de Montréal dont il préside le bureau exécutif, président de la Banque Canadienne nationale;

5. Docteur en droit, né à Québec, Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952) fut député de 1900 à 1936, procureur général et premier ministre de 1920 à 1936. Il devint Commandeur et Grand-Croix (1934) de la Légion d'honneur.

Les deux autres gouverneurs du Seignior Club et directeurs de Lucerne-in-Quebec Community Association furent John Leslie, vice-président au C.P.R. et Me W.N. Tilley C.R., directeur à la Banque de Montréal et au C.P.R.. Ancien ministre des Finances du Canada, l'honorable Charles Avery Dunning (1855-1958) né en Angleterre et venu au Canada en 1902 (à 17 ans), devint premier ministre de la Saskatchewan en 1922, ministre des chemins de fer du Canada en 1926 et des Finances en 1935. Il fut vice-président et directeur général de Lucerne-in-Quebec Community Association.

L'incarnation d'un rêve

Saddlemire possédait, dans le nord du Maine, un vaste établissement qu'il essayait de transformer lentement en une communauté de vacances. Mis au courant des intentions des Papineau, il vit immédiatement les avantages pratiques d'un manoir avec dépendances au coeur d'un territoire immense. Oubliant dès lors son projet de Lucerne-in-Maine, il accourt à Montréal et convainc quelques personnalités en vue de s'associer à un projet semblable à Montebello.

Dans le silence d'une firme d'avocats, sous le couvert de l'anonymat professionnel, naît en octobre 1929, à Montréal, Le Lucerne-in-Quebec Community Association avec 5 avocats et 5 de leurs employés.

Le rêve prend forme et, le 7 janvier 1930, la compagnie se porte acquéreur (acte 42 107, Papineauville) pour 450 000 \$ de tout le domaine de l'ancienne seigneurie de la Petite-Nation. Au fil des années précédentes, les héritiers de Louis-Joseph Papineau avaient vendu, comme plusieurs colons, de nombreux lots, terres et fermes au sénateur Owens; il leur en restait quand même d'autres. Tout est entièrement réuni et reconstitué par Lucerne-in-Quebec Community Association. Le promo-

teur Saddlemire ne dispose pas des capitaux nécessaires à la réalisation intégrale de son rêve; il fait des démarches auprès de collaborateurs intéressés à ce magnifique projet.

Le C.P.R. et les banques viennent à la rescousse

La journée du 29 janvier 1930 commence par une succession bien orchestrée de cinq réunions dûment contrôlées.

À Montréal, ce matin-là, l'horloge indique dix heures et demie lorsque Harold Saddlemire réunit les directeurs. Ils proposent un protocole d'entente fort original. Le Lucerne-in-Quebec se dédouble. La compagnie conserve pouvoirs et propriété; elle loue ses biens et ses services, pour vingt-cinq ans, à un gestionnaire qu'elle désigne sous le nom de Lucerne-in-Quebec Seignior Club. Toutefois, pour garantir l'existence des biens à gérer, il faut d'importants capitaux à la compagnie. Les directeurs ajoutent donc une nouvelle section aux règlements généraux déjà sanctionnés; l'article 1 - et le seul - de la section 20 leur accorde de larges pouvoirs d'emprunt.

À onze heures, le Community Association convoque derechef les membres de la compagnie; ils approuvent le protocole et le règlement. Dès lors, à onze heures et quart a lieu l'assemblée des gouverneurs. Ceux-ci mandatent le trésorier Rathburne, le vice-président Gillin et le président Saddlemire pour former un comité de sélection. Sans hésitation, les gouverneurs accordent tout pouvoir au président et recommandent l'ouverture de trois comptes de banque, en précisant les établissements: la Banque Royale, la Banque de Montréal et la Banque Canadienne nationale. Ils sanctionnent fort généreusement le protocole entre la compagnie et le Lucerne-in-Quebec Seignior Club naissant.

À onze heures et demie, nouvelle assemblée extraordinaire des membres pour l'approbation générale de ce contrat et, audacieuse décision vers midi, à la cinquième et dernière assemblée, les gouverneurs se donnent le pouvoir de décider de leur propre rémunération. Comme dans toute assemblée bien préparée, les principales propositions se faufilent à

la toute fin! Cinq membres, appelés honoraires et déjà approuvés par le comité de sélection formé une heure plus tôt, viennent remplacer cinq directeurs qui démissionnent en leur faveur. Autour de Harold Saddlemire s'assoient alors les vrais promoteurs de Lucerne-in-Quebec.

Le financement des rêves est assuré puisque cinq hommes contrôlent des millions de dollars et disposent des ressources humaines et physiques nécessaires. Le demi-million investi dans le manoir, ses dépendances et le domaine ne représente qu'une infime part du capital requis. L'investissement à venir exige des disponibilités financières immédiates beaucoup plus grandes.

En douce, sans publicité ni communiqué, le 9 février lors de la troisième assemblée du Community Association, Sir Edward Beatty accède à la présidence. Il aura suffi d'une semaine (entre le 29 janvier et le 9 février) pour tout orchestrer. Très discrètement, le promoteur américain du Maine, Harold Saddlemire a remis sa démission et s'en est retourné aux États-Unis. Tout est en place maintenant pour l'une des plus fascinantes opérations matérielles et financières du début du vingtième siècle. En pleine dépression internationale, alors que les Bourses américaines et canadiennes viennent à peine de subir un retentissant échec, le Community Association se lance à l'assaut des rives de la rivière des Outaouais. La compagnie commence la construction d'un magnifique hôtel privé et l'aménagement spectaculaire d'un immense domaine à l'intention des membres d'un club privé.

Six mois titanesques

Les premiers plans de l'hôtel et de ses dépendances arrivent des États-Unis avec le Professeur Breed du Massachusetts Institute et ses collaborateurs. Les architectes montréalais Dawson & Little réclament et obtiennent la responsabilité professionnelle de tout le lotissement. Le rêve américain de Saddlemire se canadianise. Les propriétaires et finan-

ciers, tous canadiens, confient tâches et responsabilités à leurs compatriotes. Les anciens équipiers de l'Américain Saddlemire retournent au Maine. Charles Éric Dawson assume la surveillance générale sous la direction de Hall Furst, le grand patron qui s'entoure d'une prestigieuse équipe de spécialistes: l'ingénieur W.H. Furford, Alphonse Binder, Carl Creland, James Tomlinson. Robert Teagle a déjà filé en toute vitesse vers le nord-ouest des États-Unis pour s'assurer des approvisionnements et veiller à l'expédition des milliers de billes de cèdre nécessaires.

Les titanesques travaux de fondations commencent en mars 1930. L'hôtel s'élève en avril; le garage et le Cedar Hall se profilent. À la fin de juin, la Marina accueille les premiers bateaux; début juillet, la première équipe de golfeurs envahit le rez-de-chaussée de l'édifice puis se lance à la conquête des dix-huit trous de Stanley Thompson. La piscine est ouverte le 11 juillet. À l'automne, au lac du Poisson Blanc, les gardiens de la Truitière entrent dans leurs quartiers résidentiels; durant l'hiver, du haut d'une plateforme en acier de 143 pieds, les champions de ski sautent dans la vallée. Le 5 décembre, sur deux couches de glace, les amateurs de curling envahissent leur immeuble. Vingt kilomètres plus loin, à l'été, l'accès à neuf cabines situées au lac Papineau (devenu lac Commandant), s'ouvre dans la forêt que surveillent depuis un an les Rangers de Montebello, au travers de sentiers d'une longueur de 125 kilomètres.

Des témoins oculaires ont révélé la magnificence de la fête du 1^{er} juillet 1930: l'inauguration de l'hôtel érigé en trois mois. Alors que les invités d'honneur envahissent le fascinant hall d'entrée et s'émerveillent devant et autour de l'immense cheminée à six âtres, en arrière, les fournisseurs fourbus accourent en toute hâte pour livrer la vaisselle et les ustensiles, bottes aux pieds afin de fouler la boue! Les dignitaires descendent, en avant, des calèches rutilantes aux chevaux bien harnachés; les ouvriers poussent, en arrière, les lourds tombereaux aux percherons solidement attelés. En trois mois, 3 500 travailleurs ont créé un complexe admirable et admiré.

Larry Jorgensen évoque ses souvenirs

Dans une série de reportages écrits et dans une lettre envoyée le 20 août 1981 au directeur général de l'hôtel, Eugene Auer, Larry Jorgensen, un ouvrier de la première heure, évoque ses souvenirs. Il en décrit avec précision l'apocalyptique réalité.

«J'ai travaillé à Lucerne-in-Quebec dès la fin de mars ou le début d'avril 1930 jusqu'en juillet 1945 (...). Je fus l'un des 3 000 ouvriers et je travaillai dans le service d'ingénierie dont la tâche, entre plusieurs autres, était d'alimenter en eau tout ce nouveau développement. Il y avait aussi une entente avec le village de Montebello qui avait réellement besoin d'un nouveau système. (...) Là où je pensionnais, le propriétaire déposait une large cuve dans l'évier de la cuisine sous le robinet ouvert. Avec un peu de chance, au matin, la cuve était à moitié remplie et cela devait suffire pour les repas de la journée, nos lavages et nos rasages!... L'eau circulait de la source (au lac Écho) à travers des canaux de bois: des troncs d'arbres avec un trou d'un bout à l'autre, élargi à une des extrémités pour que la pointe du suivant y pénètre.

Les plans d'une telle entreprise étaient vraiment fantastiques si l'on songe à l'époque. Non seulement était-il question de bâtir un immense Château en billes de bois, le projet incluait un vaste garage et un édifice de deux étages en forme de demi-lune pour le personnel. Il y avait aussi une grande bâtisse pour les sports du côté du Mont Wescott. Une impressionnante entrée et un nouvel édifice ferroviaire. Dans la forêt, on prévoyait des chalets pour les Forestiers ainsi qu'une truitière. Mais de tous les éléphants blancs inimaginables, je pense que le saut en ski fut le plus grand: le duplicata de celui qui se bâtissait au Lac Placid pour les jeux olympiques de 1932 (celui de Lucerne fut en opération un à deux mois plus tôt que l'Olympique). Une rumeur circulait que la seule tour d'acier de la Dominion Bridge avait englouti 85 000 \$. Les sports incluait également une longue descente de bobsleigh partant du Mont Wescott pour se rendre au club de golf. On fit venir un spécialiste d'Autriche pour en surveiller la construction (...).

Il fut souvent mentionné que les billes du Château et des dépendances provenaient de la Colombie Britannique. Tel n'est pas le cas. Bob Eagle a passé plus de deux mois à visiter une douzaine de fournisseurs dont plusieurs associés à la Weirheuser Company (États du nord-ouest américain). Il les fit parvenir à Montebello par le train; selon la longueur et le diamètre requis, elles étaient rangées sur de vastes supports dans l'espace disponible entre le Château et le garage. Je pense que seuls les cèdres de trois pieds pour le toit vinrent de la Colombie Britannique (...).

J'étais sous l'impression que nous étions 3 000 personnes aux chantiers; les statistiques en mentionnent plus de 3 500 (...). Toutes les familles du village qui disposaient de lits les louèrent. Il y en eut même qui installaient des sommiers dans leurs remises et les louaient aussi. On mentionne qu'on y dormait à huit et Fassett était aussi débordé que Montebello. Avec tant d'étrangers au village, il y aurait dû y avoir quelques frictions. À peine! Le clergé local n'appréciait pas la situation et suggérait aux paroissiens de ne pas s'occuper de ceux qui ne parlaient pas français. On pensait surtout aux magasins qui en firent à leur guise en vendant à tous les acheteurs possibles. Il était évident que les hôtels vendaient beaucoup de bière à chaque jour. Elle arrivait par train; il fut même rumeur qu'à certains jours, on vendit tout un fourgon, légère exagération!

Pour réussir à compléter la construction selon l'échéance du 1^{er} juillet, il était nécessaire de travailler jour et nuit, sept jours par semaine. Cela ne plaisait guère aux autorités religieuses. Afin de contourner l'obstacle, il fut décidé d'envoyer le curé (Mgr Michel Chamberland) en vacances, toutes dépenses payées, pour deux mois à Rome. Malheureusement, dès son retour, il n'en arrêta pas moins le travail dominical, au moins quelque temps!»

Lucerne-in-Quebec disparaît

Les ébénistes du bois rond de l'Oregon et de l'Idaho - ils sont trois cents autour de Victor Nymark - sculptent et taillent les billes des trois

grands édifices et s'éloignent des chantiers alors que commence dans la montagne la construction des premières résidences des membres du Seigniory Club.

Sur l'ancien champ de foin des seigneurs Papineau se dresse fièrement l'hexagonal Château dont avaient rêvé, dès 1929, les promoteurs de Lucerne-in-Quebec.

«Ils avaient essayé, écrit un autre témoin, Bill Furford (dans une lettre d'octobre 1981 à son ami Larry Jorgenson) de commencer la construction à l'automne (1929), toutefois le surintendant fut tué par un train au passage de la côte Azélie. L'ingénieur Hugh Huntley (venu du Maine avec le Professeur Breed) me confirma quelques années plus tard qu'ils n'auraient pas pu y parvenir.»

L'échange de correspondance entre le directeur du Château Montebello, Eugene Auer, et plusieurs témoins oculaires des années '29 et '30 permet aujourd'hui de départager légendes et faits. La publication de certains articles dans des revues spécialisées de construction en bois rond a vivement surpris, en 1981, ces témoins oculaires. Ils nous aident à préciser maintenant la part des choses.

«Charles Éric Dawson est l'homme qui a réussi à compléter la construction du Château au 1^{er} juillet 1930. Il connaissait tout de la construction. La raison pour laquelle Victor Nymark vint aux chantiers est qu'il pouvait recruter des ouvriers de billes. Ils étaient Finlandais comme lui, plusieurs ne parlaient pas anglais. N'importe qui pouvait faire l'affaire. Il a tout simplement suivi les instructions de Jimmie Tomlinson. (...) Hugh Brown était là pour fournir les dessins requis. (...) Nymark n'a rien eu à faire avec l'achat des matériaux; ils y étaient avant son arrivée. Nymark a recruté les Finlandais qui ont fait l'ouvrage (avec lui) mais sa contribution à Lucerne s'arrête là», écrit Bill Furford.

La saison des seigneurs commence. Elle s'ouvre dès le 4 juillet 1930 en présence de Son Excellence le vicomte Bessborough - gouverneur général du Canada - et de son fils Lord Duncannon. Un bal costumé anime le Château de bois rond.

À bord d'un long amphibie du Colonial Air Transport arrivent de Long Island les premiers joueurs de tennis pour le tournoi de l'International Aeroplane. L'ambassadeur des États-Unis au Canada, l'Honorable Hanford MacNider côtoie le ministre de la Défense nationale du Canada, l'Honorable E.M. McDonald; le maire de Montréal, Camilien Houde; le président de la General Motors du Canada, R.S. McLaughlin d'Oshawa; l'ancien premier ministre de la Saskatchewan, l'Honorable Charles Dunning; le gouverneur de l'État d'Ohio, James M. Fox; le champion canadien de la coupe Davis, Jack Wright, accourent au Château dès le premier été.

À Montréal, les gouverneurs du Community Association suivent de près l'évolution de l'entreprise. Le 11 janvier 1932, ils rescindent les hâtives propositions du 29 janvier 1930. Ils proposent un protocole d'une durée de vingt et un ans au Lucerne-in-Quebec Seignior Club. Sept jours plus tard, le 18 janvier, a lieu l'assemblée générale des 277 premiers membres du Seignior Club. Ils prennent connaissance du premier bilan. Leurs cotisations personnelles se sont élevées à 152 500 \$; les dépenses du club dépassent 227 656 \$. Lucerne-in-Quebec Community Association absorbe le premier d'une longue série de déficits (75 156 \$). Il faudra près de quinze ans avant que les opérations s'équilibrent.

Le 10 mai 1933, les gouverneurs du Lucerne-in-Quebec Community Association obtiennent de nouvelles lettres patentes qui vont leur simplifier la tâche. Désormais il ne sera plus question de Lucerne-in-Quebec; le 25 mai 1933, à l'assemblée générale des 280 membres, ils parlent uniquement du Seignior Club.



Au soleil de mars 1940. (Archives du Seignior Club).

B. Quarante ans de splendeur

Sir Edward Beatty préside les onze assemblées générales du club. Il meurt le 23 mars 1942 et le nouveau président du C.P.R., George Stephen, lui succède en 1943. À ce moment, le Seignior Club regroupe 422 membres.

Sous la présidence de George Stephen, le Seignior progresse sans arrêt. Il dépasse 570 membres en 1945 et obtient pour la première fois de son histoire un surplus financier (60 994 \$ - 53 595 \$ = 7 399 \$). En 1950, il négocie une nouvelle entente de vingt et un ans, après que le 7 décembre 1949 le C.P.R. ait renouvelé le bail du Seignior Club Community Association.

Au cours de ces splendides décennies, le nombre des membres, en dépit d'une sélection très sévère et des frais de la cotisation, grimpe d'année en année.

Vive le 5 septembre 1933

Le créateur et promoteur de Lucerne-in-Quebec ne perd pas de temps à préciser ses objectifs: les conseillers publicitaires en demeurent ébahis et audacieux. «Ici pour la première fois au Canada, on trouve un vaste domaine communautaire prioritairement consacré au bonheur des Américains». C'est bien la traduction de: «devoted primarity to the happiness of Americans»! À preuve, les annonces parues dans les cinq grands journaux des États-Unis: *New York Sunday Times* (752 689 exemplaires), *Philadelphia Sunday Ledger* (492 390 exemplaires), *Sunday Star* (105 290 exemplaires), *Boston Sunday Herald* (150 517 exemplaires) et *Boston Daily Transcript* (55 721 exemplaires). En outre, la campagne publicitaire de 1929-1930 a réservé une page entière dans trois revues «à distribution nationale et lecteurs convenant au profil de membres désirés»: *Journal of the American Medical Associates* (98 272 exemplaires), *The New Yorker* (77 554 exemplaires) et *Town and country* (23 331 exemplaires). Du même souffle, le service de relations publiques imprime et distribue affiches et brochures à l'intention des représentants commerciaux.

Peu d'Américains ou de Britanniques, pour ne pas dire aucuns, peuvent situer le site enchanteur que décrivent les brochures. Peu de Canadiens y parviennent et même les Montréalais se demandent où se trouve cet Eldorado qui a nom *Lucerne-in-Quebec*. Alors, l'éditeur de la revue *The Seigneur* dès les premiers volumes, consacre deux pages illustrées à la topographie glissant le nom de Montebello sous celui de Lucerne-in-Quebec parce que ce dernier ne signifie pas grand chose pour les gens du pays: ils habitent la paroisse de Bonsecours qui a cent ans d'existence ou le village auquel le seigneur Papineau a légué le nom de Montebello depuis six ou sept décennies. Même les horaires du C.P.R. ont senti le besoin de conserver le nom patrimonial en caractères gras (et, en petites italiques: *Lucerne-in-Quebec*). Tant et si bien qu'à la grande joie du maître de poste de Montebello, le *Toronto Saturday Night* du 8

juillet 1933 écrit: «Le nom Lucerne-in-Quebec disparaît cette semaine du catalogue de la Poste du Dominion du Canada sans pleurs ni honneurs et certainement -car c'est le moins *chantable* (unsingable) des noms sans chanson.»

Membres et directeurs corrigent le tir! Le 20 juin 1933, le secrétaire Alan H. d'Egville expédie un avis aux membres: une assemblée extraordinaire aura lieu le lundi 24 juillet à 15 heures afin de «considérer et si jugé approprié approuver le règlement changeant le nom *Lucerne-in-Quebec Seignior Club inc.* en *Seignior Club*. Le secrétaire de l'association, H.C. Oswald, en date du 9 juin, en avait avisé les conseillers juridiques: «À la requête de notre vice-président et directeur général l'Honorable Charles A. Dunning, je vous envoie le livre des minutes (...). On m'avise qu'on envisage de changer le nom de l'association et du club.» Le bureau Brown, Montgomery et McMichael prépare les formules et pétitions tant pour le changement de *Lucerne-in-Quebec Seignior Club inc.* que pour *Lucerne-in-Quebec Community Association Limited*.

L'assemblée terminée, le changement «approuvé et confirmé par un vote unanime», le secrétaire s'empresse de faire parvenir la demande de lettres patentes supplémentaires à l'Honorable Athanase David, secrétaire provincial qui en accuse réception le 1^{er} août. Le notaire J.-L. Blain, en date du 2 août, dépose les nouveaux noms au bureau d'enregistrement, numéro 493, du chef-lieu, Papineauville. Commence toutefois un lapidaire chassé-croisé de télégrammes entre Québec et Montréal: «Prière préciser le nom de la compagnie concernée» avant qu'Alexandre Demeules, sous-ministre au département du secrétaire de la province de Québec précise: «Votre nouveau nom doit inclure en long ou en abrégé l'un des deux termes «incorporé» ou «limité». Les avocats protestent, discutent, argumentent, à preuve le *Maple Grove Boating Club* ou le *Mental Hygiene Institute*: «le Seignior Club est un organisme sans but lucratif, il n'existe pas de raison d'inclure compagnie, limitée ou incorporée ou consolidée.» Peine perdue, la province tient mordicus à son «inc.».

Lucerne cède et le 26 août, désappointé et grognon, le négociateur du C.P.R., H.C. Oswald, accepte l'ajout imposé. Signées le 5, scellées le 6 septembre 1933, au libro 56, folio 55, les lettres patentes supplémentaires sont complétées. Le 28 septembre le *Seigniority Club Inc.* reçoit le document officiel; celui du *Seigniority Club Community Association Limited* arrive le 29 et le bureau du protonotaire, sous l'acte 46508 en date du premier novembre 1933, enregistre le transfert des actifs de *Lucerne-in-Quebec Community Association Limited* au *Seigniority Club Community Association Limited*. Adieu Lucerne! Les dirigeants du Château Montebello auront affaire à un fonctionnaire moins pointilleux, en 1992, pour perpétuer le nom de *Club Seigniority Club* sans inc ou ltd!

Une année typique: 1934

Elle a commencé avec le problème de déneigement de la route car à cette époque des grands espaces, les charrues-déblayeuses fonctionnent de Hull à Thurso, de Montréal à Fassett. Alors les gens de Plaisance, Papineauville, Sainte-Angélique, Bonsecours et Montebello n'ont qu'à se débrouiller! Cinquante à soixante ans plus tard, la population réclame le prolongement de l'autoroute 50 de Lachute à Masson; en 1934, le gouvernement du Québec promettait de compléter la route 8 mais les municipalités de la Petite-Nation n'avaient d'autre choix que «taper ou rouler» la neige. Excellent pour le ski, le toboggan, la balade en traîneaux à chiens mais guère moderne au pays qui a célébré son 400^e anniversaire de découverte! «Ah! si Jacques Cartier était descendu à Miami plutôt qu'à Gaspé» pensent encore certains; pourtant au Seigniority club, en ce premier janvier 1934, la salle à dîner du Château est pleine, les grands traîneaux débordent de passagers. Les skieurs sont partis à la découverte de la nature dans les nombreux sentiers du domaine, d'autres s'entassent près de la patinoire où les 6 et 7 janvier s'affrontent des équipes de hockey. À l'abri, les 13 et 14 janvier, les concurrents de Lachute, Buckingham, Hawkesbury, Ottawa et Vankleek Hills'apprêtent à défendre ou venger leur honneur vaincu ou triomphant au cinquième bonspiel

annuel. On prépare la lutte pour le trophée Sewell pendant que s'entraînent les membres du Red Birds Ski Club de Saint-Sauveur. Les trains respirent, les chevaux halètent car le premier concours intercollégial de ski, la cinquième compétition annuelle de saut en skis, le slalom de Valley Farm se succèdent. Les universités McGill et Queen, le Toronto Varsity et le St. Patrick's College s'en donnent à coeur joie: cinquante compétiteurs en lice.

Tout se prépare pour l'assemblée générale du 3 mars au Château à 14 heures 30. Pour une chambre, quatre dollars et quatre autres pour les repas: 1 \$ au petit déjeuner, 1,25 \$ au «luncheon» et 1,75 \$ le soir. Chambre et pension avec chauffeur et servante: 5,50 \$ pour un jour et une nuit. Pour deux ou un couple: sept dollars.

Le printemps s'annonce: le président de *General Motors du Canada* - et gouverneur du club -, R.S. McLaughlin arrive à Montebello pendant que mesdemoiselles Mowatt et Coristine du *Montreal Winter Club* s'adonnent aux tournois de badminton et de ping-pong. On prépare l'ouverture de la pêche pour le premier mai, les régates du premier juillet, du carnaval aquatique des 7 et 8 juillet, le tournoi de golf des 28 et 29 juillet et de tennis des 10 et 12 août. C'est un feu roulant d'activités: à ne pas manquer le défilé de mode où dix mannequins d'*Holt et Renfrew* présenteront les dernières nouveautés les 25 et 26 août et le concours hippique du 13 au 15 septembre. Une année bien remplie.

Les seigneurs du mont Wescott

Harold Saddlemire a rêvé d'y bâtir une communauté au coeur d'un vaste domaine de loisir, sport et plein air. Dans son esprit, il liait le développement résidentiel au projet ambitieux de Lucerne-in-Quebec. Dans le premier rapport annuel de 1931, en page 20, les gouverneurs décrivent les sept droits et privilèges des membres: «3- Propriété de 10 000 pieds carrés (une subdivision sur laquelle peut s'élever une maison (...)) 6- Les services et avantages des départements de construction et de décoration intérieure du Lucerne-in-Quebec Community Association, à coût raison-

nable pour la construction, le matériel et l'ameublement des maisons».

De fait, en quarante ans (de 1929 à 1969), il s'est bâti quarante-cinq résidences au mont Wescott et une douzaine au lac Commandant. Le docteur Palmer, en date du 30 septembre 1930, fut le premier membre du club à se faire bâtir dans la montagne. Cette résidence a depuis ce temps changé cinq fois de propriétaire. La même année, l'association construit une «maison modèle» qu'elle vendra en avril 1945 à P.H. Collette.

En 1931, d'autres maisons s'élèvent sur les lots acquis l'année précédente par des membres du club: N.L. Burnette, E.J. Hunt, E.M. Deens, A.A. McMartin, le docteur Demers et T.A. Sommerville. Aucune de ces résidences n'appartient aujourd'hui à ces propriétaires originaux. Quelques-unes même furent détruites lors d'incendies.

Trois maisons en 1932: W.E. Shuttleworth, W.B. Sewell et le docteur T.G. Foran; trois autres en 1933: C.P. Neill, Porter et le docteur P. Platou; deux en 1934: madame G.B. Thayer et C.F. Cunnins; une seule nouvelle en 1935 et neuf autres avant la fin de cette première décennie. Entre 1940 et 1953, tout ralentit: une seule construction au nom de madame E. Godin. Regain de vie, au rythme d'une maison par année jusqu'en 1962, tout particulièrement la résidence, en 1960, de P.B. Papachristidis. La marquise Dalla Rosa Prati achète la maison de madame Godin, sur le lot 29, en décembre 1961 et la revendra au Dr W.L. Leslie en 1973.

Les trois dernières constructions, celle de Monti en 1965, de Carl Volk en 1967 et d'Edmond Frénette en 1968 portent à quarante-cinq le total définitif. Le rêve de Saddlemire de voir des milliers de membres du Seignior Club former une communauté résidentielle au mont Wescott n'a jamais pris forme.

Un autre rêve envolé: le ski alpin

Ils étaient cinq à former le comité de ski: le docteur T.A. Monti, James E. Finnie, John Dodds, T.C. Flood et le président Charles G. Gale.

Dès 1963, ils entreprenaient les premières recherches et soumettaient leur rapport négatif: la côte de ski envisagée affrontait le sud. En 1965, ils révisaient leur orientation et choisissaient un endroit exposé au nord. En août 1966, en compagnie de l'éminent champion et spécialiste du Camp Fortune, John F. Clifford, et du directeur de l'école Sedberg, Thomas Wood, le comité revenait sur les lieux, grimpait la côte à moitié et déposait de nouveau un rapport négatif.

Le 5 septembre 1966, retour sur les lieux pour un nouvel examen du site. Charles G. Gale écrit au président McAvity: «Le meilleur plan serait d'acquérir un terrain de 2 000 pieds en longueur et 600 en largeur, environ 40 acres, à l'ouest des limites ouest de notre domaine près de Sedberg.» Avec habileté, le rapporteur établit sa stratégie: «La première démarche serait d'essayer d'acquérir immédiatement ces 40 acres par le truchement d'un intermédiaire, avant toute chose, sans toutefois révéler l'usage éventuel de ce terrain car autrement le prix grimperait considérablement. Copeman vérifiera s'il peut trouver un tel intermédiaire pour s'assurer du coût et tenter d'obtenir une option.»

L'opinion personnelle du spécialiste John Clifford prévalut sur celle du président Gate: «Avec les dénivellations de cette côte, même le skieur le plus expérimenté ne s'y risquerait pas.» Le projet mourut doucement.

Lorsque le 10 février 1959, le président George Stephen meurt à son tour, le Seignior Club est riche de 1 208 membres. On songe depuis longtemps à limiter la liste à 1 000 mais les demandes affluent. Le vice-président du C.P.R., Ian McNeill, devient le troisième président du club en avril 1959.

En avril 1961, lors du trentième anniversaire du club, les membres apprennent une nouvelle troublante. La rivière des Outaouais vient de voir son niveau monter de deux mètres par suite des travaux hydroélectriques à Carillon; tous les arbres riverains «nagent» dans l'eau et il faut les couper. Pis encore, le système d'égout est à refaire au complet et les autorités du village de Montebello viennent de réviser les taxes. D'un seul coup, 232 maisons de la municipalité et 32 de la montagne Wescott sont affectées. Le système scolaire coûte cher; pour les membres bâtis dans la montagne, c'est un déboursé annuel supplémentaire de 1 000 \$.

L'Hydro n'accepte pas de rembourser les dépenses d'aménagement au Château et le niveau de la rivière se maintient à la hausse. En 1962, il faut ériger des murs de protection autour du manoir et dans la baie des Arcand. Les fêtes se déroulent toutefois comme à l'accoutumée. Le Château accueille en moyenne huit cents personnes par semaine (39 625 jours/visite); les tournois de tennis et de golf, les bonspiels, les bals et les randonnées au lac Commandant continuent pour les 1 236 membres. Plusieurs se souviennent, les yeux épanouis, du carnaval d'été des «Gay Nineties», du «Come As You Are Party». L'Hydro se décide à défrayer le mur de protection. Pour la première fois, les dépenses du club dépassent 200 000 \$ alors que le secrétaire Harold Furst, après trente-cinq ans au club, prend sa retraite.

Les écuries flambent en juillet 1964 et sont rapidement reconstruites. Le directeur général Copeman parle de paver les routes à l'intérieur de la montagne où se blottissent plus de trente magnifiques résidences. Les gouverneurs élisent le président du Canadian Export Association, J.M. McAvity à la présidence du Seignior; le colonel James M. Houghton devient le nouveau secrétaire. En mai 1966, le coût d'admission grimpe de 600 \$ à 900 \$.

Dans l'entourage des administrateurs, on commence tranquillement à parler de révision des règlements; il est même question de changer le nom de l'association pour séparer les activités du Seignior Club et les projets immobiliers. On parle de Montebello Estates Ltd., et l'association des propriétaires de résidences se préoccupe de la hausse constante des frais.

Les premiers nuages imperceptibles

Au Château et au manoir, la splendeur du demi-siècle attire toujours les visiteurs. Le personnel se souvient de la Conférence des parlementaires du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, des Bermudes et du Canada en 1943. Il avait vu défiler Lord Marchwood (Londres), l'Honorable G.B. Hanson (Canada), Leonard G. Lowry (Nou-

velle-Zélande), Sir Stanley Spurling (Bermudes), Sir William Brass, Sir P. Harris, les sénateurs américains T. Donnelly et Warren Austin.

Deux ans plus tard, durant l'été 1945, le premier ministre du Canada, le Très Honorable Mackenzie King, était venu au Château en juillet. Un mois plus tard, le comte et la comtesse Mountbatten de Burma, le gouverneur général vicomte Alexander de Tunis et Lady Alexander pénétraient dans la salle à manger. Tour à tour, en mai 1947 et en juin 1950, Bing Crosby et Perry Como troublaient la sérénité des jeunes serveuses. Celle des portiers suivait de peu avec la visite du prince héritier du Japon, Akihito en mars 1953, du prince Souvana Phouma et de la princesse Doune en juin 1958, avec leur suite royale auprès de leur Premier ministre laotien. Lorsque, en juillet 1968, arrivent le prince Rainier de Monaco, la princesse Grace et leurs trois enfants, les princesses Caroline et Stéphanie ainsi que le prince Albert, tout le personnel est imperturbable.

Ils sont venus, ont vu... et apprécié

1931: Le Très Honorable Vere Brabazan Ponsonby, comte de Bessborough, gouverneur général du Canada. Son épouse, Roberte Poupart de Neuflize donna naissance à leur fils S.L. Lawrence en cette même année.

Monsieur et madame R.Y. Eaton, de la compagnie T. Eaton.

L.C. Burton, président de la compagnie Robert Simpson Ltd.

L'Honorable E.M. McDonald, ministre de la Défense nationale.

Son Honneur Camilien Houde et sa famille, maire de Montréal et chef de l'Opposition à Québec.

1939: Bette Davis, actrice à Hollywood.

1940: Joan Crawford, actrice à Hollywood.

La princesse royale Juliana et ses filles Irène et Béatrice des Pays-Bas.

1941: Le roi Pierre de Yougoslavie.

1947: Bing Crosby, vedette d'Hollywood.

1950: Perry Como, autre grande vedette, il revient avec sa femme en août 1968.

1953: Le prince héritier japonais Akihito.

Les gouverneurs généraux du Canada respectent la tradition: le comte et la comtesse Mountbatten et Lady Alexander sont au Château en 1945, un mois après les funérailles du Très Honorable premier ministre MacKenzie King. Les gouverneurs Vincent Massey à l'été 1959; Roland Michener en janvier 1969; Georges P. Vanier en février 1969; Edward R. Schryer en février 1979 et il revient en janvier 1982. Les premiers ministres d'Irlande, Eamon de Valera en mai 1964; du Canada, Lester B. Pearson en novembre 1966. Pierre E. Trudeau en février 1970, septembre 1980 et avril 1981.

Quant aux Américains: Harry S. Truman, président des États-Unis est au Château en juin 1947; Dean Rusk passe en août 1967 et Reagan sera là en 1981.

Les avaient précédés les premiers ministres d'Australie en juin 1981, Son Excellence Malcom Fraser et son épouse; du Québec, René Lévesque en mars 1979; d'Ontario, John Robarts en 1968 et du Laos, la princesse Doune et son époux le prince Souvana Phouma, à l'été 1958, ils reviendront en 1980.

L'accueil est différent quand, un soir d'été, après une longue randonnée à cheval, une exquise comtesse italienne, cravache à la main, éperons aux bottes, se présente dans la salle à manger.

— Comtesse, murmure le maître d'hôtel, nous réservons votre table dans trente minutes.

— Trente minutes! J'ai faim, j'ai soif et je vais m'asseoir tout de suite!

La porte de la salle à manger demeure close et le maître d'hôtel, bien adossé, refuse l'accès à cette cavalière empoussiérée... qui remonta s'habiller selon les règles de l'établissement.

Le policier du village à Montebello

Montebello n'avait pas de policier avant l'ouverture des chantiers de 1930. La présence soudaine de milliers de travailleurs modifia la situation. Le village en embauche un mais, par mesure d'économie, ne le paie que pour les soirées. Le brave homme, de jour, se déniche un emploi au chantier: inspecteur sanitaire. Sa tâche? S'assurer de la propreté des nombreuses toilettes extérieures. On le voit se promener d'un coin à l'autre

avec un seau dans une main et dans l'autre une vadrouille au long manche enrobé de rouleaux de papier hygiénique. On le surnomme «Des Bécosses». Quand on le voit venir sans ses «outils», on sait que le policier vient de succéder à l'inspecteur: il est donc onze heures du soir. Il commence alors sa vraie tournée de protecteur de la loi. Ce n'est pas une sinécure surtout lorsque la morale s'en mêle.

Quelqu'un s'est chargé de l'informer d'un va-et-vient troublant à l'extrémité est du village. Un groupe de jeunes filles, apparemment venues de Hull, a dressé une longue tente dans les bois ombragés entre la route et la rivière. Elles y exploitent un lupanar volant. Notre brave protecteur de la morale et de la loi décide d'y effectuer une descente. On ne peut tolérer un tel commerce dans une communauté décente, surtout au coeur d'un vaste domaine privé. Il recrute quelques acolytes et part à la recherche de ces filles délurées. L'escouade inexpérimentée s'égaré; la troupe excitée s'oriente de nouveau. Fanaux et cris de ralliement aidant firent mieux qu'une sirène de la Sûreté du Québec. Les filles alertées par ce vacarme nocturne et prévenues par les usagers décampent en douceur et en silence. Le chef de police trouve enfin la tente... déserte. N'écoutant que sa loyauté et son courage, il part aussitôt à leur recherche à deux heures de la nuit. Le pauvre diable s'empêtre dans la forêt. Une branche rebelle le fouette au visage et il s'étend de tout son long sur un tapis d'herbe à puces.

Pendant des jours, on le vit errer sur le chantier, la tête et les mains couvertes de bandages, jusqu'au moment de sa démission. Le brave homme réapparut toutefois; la rumeur se répandit qu'il avait enfin retrouvé les filles. Il montait la garde, la nuit, autour de leur tente bien dissimulée au bord de la rivière.



La côte est ardue (Archive de l'auteur, 1980)

C. La transformation progressive

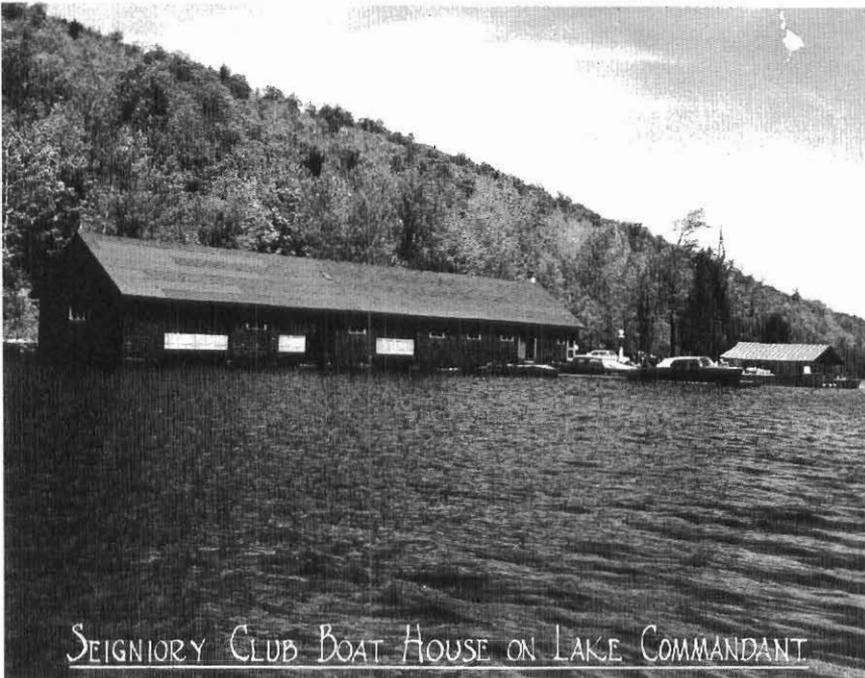
La naissance de Commandant Properties Limited

Il faut attendre à 1964 pour admettre l'engorgement du club à Pâques, aux fêtes du Travail et de l'Action de grâces avec moins d'affluence aux autres périodes de l'année. Tout semble néanmoins encore baigner dans l'huile à la 34^e assemblée du 22 avril 1965, la dernière que présidera Duncan McNeill. L'incendie des étables en juillet 1964 est chose du passé, le départ du secrétaire Harold Furst, après 35 ans, est souligné de même que le retour de J.A. Copeman à titre de directeur général de l'association dont messieurs Crump et McNeill sont respectivement président et vice-président. «Tout le monde croyait alors, explique Tess Mackey, que le Seignior Club Association était la même chose que Seignior Club.» Pour que les membres réalisent qu'il s'agit de deux entités différentes, le nom de l'association est changé en 1965-1966 pour *Commandant Properties*

Limited. M. W.J. Stenson, un haut cadre du C.P. en devient le président en 1972 succédant à Donald Crump. Jean-Paul Saint-Laurent est directeur général et Don Wadsworth, gérant local. Au club, sous la nouvelle présidence de J.M. McAvity, les premiers problèmes s'esquissent. Pour la taxe de services de 45 \$ par lot, on s'en tient à la réponse ambiguë: «une affaire qui ne concerne pas le club mais les propriétaires de terrains et l'association.» C'est l'association des propriétaires de résidences dans la montagne qui, le 7 septembre 1965, exige des éclaircissements. Il faut donc étudier et réviser les règlements. Ce qui imposerait des tâches accrues pour les gouverneurs. Le 20 novembre 1965 on commence à envisager un plus grand nombre (de 7 à 11) de personnes mais le changement ne viendra (à 12) qu'en 1968. Un autre changement, majeur, précédera cette variante numérique. Si le *Seignior Club Inc.* poursuit son chemin, celui du *Seignior Club Community Association* bifurque officiellement. Il n'y a plus d'association mais deux entités nouvelles se partageant les responsabilités sous la houlette du chemin de fer du Pacifique, le bon vieux et fidèle C.P.R. L'association disparaît donc et *Commandant Properties* apparaît sans bruit, si on se fie à la réponse des services juridiques à une question posée en mai 1992, à la *Réserve de la Petite-Nation inc.* Le notaire André Groulx, répond: «*Seignior Club inc.* est, ou plutôt était, une compagnie tout à fait différente de *Seignior Club Community Association Ltd.* qui elle, fait partie, sous sa nouvelle dénomination sociale de «*Réserve de la Petite-Nation inc.*» du groupe de compagnie du Canadien Pacifique.»

La première mention de *Commandant Properties* aux procès verbaux du Seignior Club apparaît le 18 juillet 1966 (livre 4, page 175): «le président rappelle à l'assemblée que les frais d'initiation des membres réguliers ont été portés de 600 \$ à 900 \$ et que les gouverneurs ont recommandé au bureau de direction du *Seignior Club Community Association Ltd.* maintenant désignée *Commandant Properties Ltd* (...)».

Il s'ensuivra qu'à compter du 1^{er} juin 1966, il en coûte 3 900 \$, au lieu de 3 600 \$; 3 200 \$ au lieu de 2 900 \$ et 1 800 \$ au lieu de 1 500 \$ pour les diverses catégories de membres.



L'abri des bateaux au lac Commandant

Éclate l'imprévu

Les rapports financiers sont de plus en plus explicites au temps du Seignior Club Association, le trésorier se limitait aux conclusions globales. Ainsi pour l'année 1962, le contrôleur déclare, (le 13 avril 1963) «le club a remis à l'association un montant de 198 207\$ en regard des frais d'initiation et cotisations de ses membres. Le coût net de l'association, au manoir (opératrice et entretien, moins revenus) 42 463 \$, au centre sportif: 81 582 \$; autres dépenses: 12 149 \$ et service de protection 29 794 \$ soit un total de 165 989 \$ pour un écart net de 32 219 \$. Rien n'indique les revenus de l'association au manoir ou au Château.

En 1965, tout s'éclaire: les revenus atteignent 1 588 382 \$; les dépenses 1 492 246 \$ pour un solde positif de 96 136 \$. Ils deviennent plus transparents, le 27 avril 1966, pour le club:

1. Revenus	membres	215 393 \$
	activités	204 306 \$
	pour un total	419 699 \$
2. Dépenses du club		370 906 \$
3. Écart positif		48 793 \$

À Montréal, dans les salons du St. James Club, les administrateurs du C.P.R. assistent à la lente et imperceptible transformation du Seignior Club Association dans le vaste territoire de la seigneurie, si vaste qu'il y existe une possibilité de mille trois cents lots dont sept à huit cents sont en parfait état de vente. Commandant Properties (devenu Les Propriétés Commandant) s'inquiète car seulement deux cent soixante et un lots, en 1968, ont été vendus à des membres du Seignior Club qui ont bâti une quarantaine de résidences.

Le 25 avril 1967, en présence de quatre-vingts des mille trois cents membres en règle, lors de la 36^e assemblée générale, le président McAvity explique un récent changement corporatif. Le Seignior Club demeure le même mais le Seignior Club Community Association (formé en 1933) et reprenant à son compte tous les biens de l'ancien Lucerne-in-Quebec Community Association (formé en 1929) est devenu Commandant Properties. Le président espère que ce changement incitera le Canadian Pacific Railway à investir 100 000\$ pour permettre à Commandant Properties d'améliorer les sports pour le club.

Autre émoi au club. Messieurs Bland (de l'Université McGill) et Mayrand (du ministère des Affaires culturelles) sont venus visiter les lieux. Ils ont même procédé à l'évaluation du manoir, de la chapelle, du hangar à grain, au cas où le gouvernement déclarerait ces constructions comme historiques. Les membres ne veulent pas perdre ces bâtisses aimées et prient les gouverneurs de résister à toute classification historique. Bien au contraire, ils réclament de nouveaux espaces. Une première démarche auprès de la Fraternité sacerdotale, dont les terrains sont limitrophes n'a donné aucun résultat; la communauté n'est pas intéressée à vendre une parcelle de terrain à moins qu'on achète tout pour 180 000 \$.

Éclate alors, le matin même de la 37^e assemblée, le 21 avril 1968, la première grève au Château. Le nouveau président, Frank B. Common doit

en outre aviser les 1 316 membres que Commandant Properties n'entend pas renouveler l'entente de location avec le club, de façon indéfinie. Signée en 1950, elle vient à échéance en 1971 et sera respectée, mais le club devra se trouver des revenus supplémentaires. Les membres ont consacré 459 746 \$ en cotisations et activités mais les frais du propriétaire atteignent 417 218 \$, avant la dépréciation et le rapport sur l'investissement foncier.

Du 21 avril au 29 juin, le Château est complètement fermé: à l'entrée les grévistes font la vie dure aux membres qui voudraient passer. Le syndicat ne rend pas la vie facile au C.P.R.: journaux et revues, radio et télévision diffusent sa version. Fin mai, le comité du Seignior Club responsable du golf rejoint celui des négociateurs de l'union car le terrain souffre du manque d'entretien. «Il nous en coûtera au moins 1 000 \$ du trou pour tout réparer plus tard.» L'union acquiesce. Il n'en fut point de même pour les chefs cuisiniers Huot et Danati menacés par les grévistes. «Ils payaient dix cents aux enfants pour lancer des roches sur les fenêtres, à l'entrée», raconte Tess Mackey enfermée à l'intérieur du Château avec une douzaine d'employés. La centaine d'autres formaient les piquets extérieurs ou défilaient dans Montebello. La négociation se poursuit avec Commandant Properties et la grève prend fin après neuf semaines. Les employés bénéficièrent d'une hausse de salaire, mais ne recevaient dorénavant aucun pourboire. Deux fois par année, à même le *Fonds des employés*, ils recevaient un bonus. Le système résistera six mois sans donner satisfaction au personnel qui, en 1969, négocie une convention de trois ans avec les anciens salaires plus les pourboires. En 1968, un serveur gagnait 9,65 \$ par jour en moyenne, plus les pourboires. Après la grève, sans pourboire, il reçoit 16,85 \$. La nouvelle entente triennale ramène le salaire quotidien à 9,65 \$. Ceci réglé, le Seignior Club forme un comité d'évaluation pour établir le coût d'achat du domaine, incluant au début les secteurs du lac Commandant et le Château.

L'avenir du Seignior Club, après trente-sept ans de rayonnement, est remis en question. Le 18 septembre 1968, le président de Commandant Properties - Ian McNeill qui avait déjà été président du Seignior Club - avise son collègue Frank B. Common qu'il pourrait considérer, si elle était présentée, une offre d'achat venant du Seignior Club. L'espoir renaît...

pour quelques mois. L'association des propriétaires de résidences dans la montagne Wescott et au lac Commandant se préoccupe des possibilités d'achat partiel ou global. C'est ainsi que s'annonce la nouvelle année.

Le 25 avril 1969, au St. James Club, plus de cent personnes assistent à la 38^e assemblée. Leurs gouverneurs ont demandé à un expert (M. Bigras) d'évaluer le domaine et, le 9 avril dernier, ils ont offert 2 650 000 \$ au propriétaire. L'offre comporte un versement comptant de 500 000 \$ et des paiements de solde répartis sur vingt-cinq années. Les gouverneurs demandent donc aux membres de souscrire une somme d'un million de dollars dont la moitié pour le premier versement et l'autre moitié pour constituer un fonds de roulement au club.

Les quarante ans du Seigniority Club ne résisteront pas à la volonté du C.P.R. de transformer le Château en un grand hôtel public.

Une chose est certaine: «les propriétaires ont décidé de ne vendre le manoir à qui que ce soit puisque l'Association historique du Québec a manifesté un intérêt précis à cette propriété.» Une autre certitude: le bureau de Montréal est fermé, le bulletin *The Seigneur* ne paraît plus et la doyenne des employées, madame Hilda Turner, prend sa retraite. De longues discussions quant à l'éventuel protocole d'entente se poursuivent laborieusement au nom des 1 288 membres en règle du club. «Vos gouverneurs ont reçu du propriétaire un avis formel qu'il n'entend pas renouveler le protocole», explique le président Frank B. Common jr qui, du même souffle, décrit l'offre d'achat soumise directement au C.P.R. «Elle n'est pas intéressante, a répondu le président N.R. Crump mais on peut toujours morceler la propriété en deux ou trois secteurs».

Le 21 juillet 1969, le président du club, Albert Rolland, renseigne le bureau des gouverneurs quant à l'avenir de la propriété et des services. «L'entente doit persister jusqu'à échéance, le 31 décembre 1971», recommandait-il, mais l'avenir est souvent imprévisible. Une rencontre entre le président du C.P. Hôtels, C.G. Burton, le directeur général de Commandant Properties, J.A. Copeman et son vice-président Duncan McNeill avec les délégués du C.P.R., David Yolles et le président Rolland du Seigniority Club, au début de l'année 1970 règle enfin la situation. Dorénavant le «Log Chateau» devient un hôtel public de première classe que gèrera le C.P. Hôtels. Les membres du Seigniority Club auront un traitement privilégié et

un rabais général de 5 %. Le club versera un loyer annuel de 40 000 \$ au C.P. Hôtels qui offrira 10 % de rabais général aux membres et signera un nouveau protocole, tout comme Commandant Properties. Le premier directeur du *Château Montebello* Peter Price, vient rencontrer les gouverneurs du club le 8 janvier 1971. À la 40^e assemblée générale au St. James Club le 30 avril 1971, le président Rolland annonce que le club mettra fin à l'entente avec Commandant Properties (du 14 avril 1950) dès que C.P. Hôtels prendra la gestion en main. Le club doit alors modifier ses règlements internes quant aux diverses catégories: plus nécessaire dorénavant de posséder un lot comme en 1932 pour devenir membre à vie (il s'en était vendu 261). Le club n'a plus à donner son accord maintenant pour l'achat de la propriété au lac ou à la montagne.

RÉFÉRENCES

Tous les documents qui étayent ce chapitre furent mis à l'entière disposition de l'auteur à deux reprises. Procès-verbaux, photographies, correspondance s'étaient accumulés dans des boîtes et des classeurs dans un «cabanon» attenant... aux cuisines du Château, lors de son premier séjour de trois semaines, à l'automne 1984. Le directeur général d'alors Eugene Auer m'en confia la clef. Ils m'aidèrent à préparer la première édition, parue en 1985 du livre *Au coeur de la Petite-Nation, le Château Montebello*. Six ans plus tard, le secrétaire-trésorier du Seignior Club l'ancien sous-ministre fédéral Guy D'Avignon mit les bureaux désaffectés de l'association à ma disposition, durant trois nouvelles semaines. Il me confia les clés du capharnaüm blotti au dernier étage du Château. Pour avoir accès au nouveau «cabanon», il fallait même descendre (et remonter) une échelle. J'y perdis (tant mieux) cinq à six kilos, mais retrouvai toutes les anciennes archives et, en plus, une série complète de procès-verbaux dûment contresignés. Soulignons que la majorité (la totalité jusqu'en 1980) des documents, témoignages, revues, communiqués étaient rédigés en anglais; le texte français utilisé dans cet ouvrage est une adaptation la plus précise (pas nécessairement littéraire) de l'auteur. Ils servirent de base à la publication, en 1992, d'un nouvel ouvrage *Les Seigneurs du Château* dont Margaret Buchan assura la version anglaise *The Lords of the Manor*.

Après la dissolution du Seigniority Club et la répartition des biens, toutes les archives (boîtes, classeurs, photographies et collections de revues) furent acheminées à Montréal, aux bureaux du Canadien Pacifique où la directrice des communications, madame Joane Papineau, demeure à la disposition des chercheurs et... romanciers. Des guides et animateurs compétents, à la Gare de Montebello (pour l'Association touristique de l'Outaouais), à la Chapelle (pour Héritage-Canada et la Société historique Louis-Joseph-Papineau), au Manoir (pour Parcs-Canada) et à l'hôtel *Château Montebello* renseignent le public, avec efficacité et empressement. Le présent ouvrage préparera ou complètera votre visite dans la Petite-Nation accueillante. Les éditeurs... et l'auteur vous en savent gré!

Un historien de carrière saurait, mieux que l'auteur, identifier avec une précision scientifique chacune des 220 lettres de Louis-Joseph Papineau, adressées de 1825 à 1871, à son fils Louis-Joseph-Amédée contenues dans les 96 boîtes du fonds Papineau-Bourassa aux Archives nationales du Québec. L'auteur s'en est remis aux travaux et rapports de l'archiviste du Québec notamment ceux de Fernand Ouellet et des huit volumes de 1951 à 1959:

Correspondance de Joseph Papineau (volumes 32-33, pp. 160-300, 1951-53)

Lettres de Louis-Joseph Papineau à sa femme (volumes 34-35, pp. 187-442, 1953-55) et (volumes 36-37, pp. 253-375, 1955-57)

Correspondances de Julie Bruneau Papineau (volumes 38-39, pp. 155-184, 1957-59)

Quant au partage des biens dans son Rapport d'archiviste judiciaire de Montréal, Jean-Jacques Lefebvre a publié le testament olographe de Louis-Joseph Papineau (daté du 20 octobre 1867) paru dans RAPQ 1960-61, pages 160-163.

Je tiens à remercier l'historien de carrière, Claude Baribeau, auquel je me suis fié pour compléter de nombreuses références générales. Auteur de *La Seigneurie de la Petite-Nation* (Asticou 1983), il a su, beaucoup mieux que moi, identifier scientifiquement ses références. Ainsi, la lettre du 5 juillet 1851 de Papineau à sa femme devient: APC, PP, M.G. 24, B, 2, vol. III, p. 4658). Par la suite, dans un deuxième livre *Denis-Benjamin Papineau* (décembre 1995), l'historien chevronné accompagne de référé-

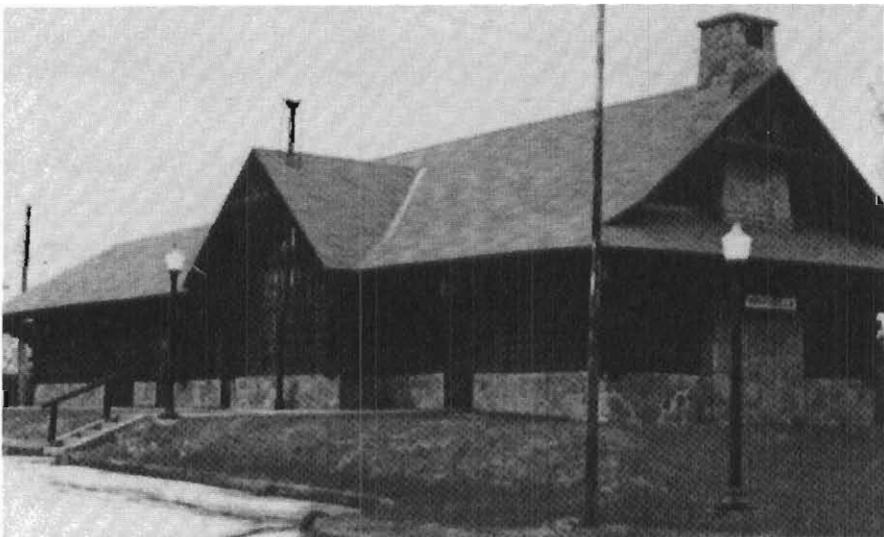
rences précises plusieurs citations à quelques-uns de mes ouvrages antérieurs. Ainsi, *le contrat Fletcher*, est suivi de ANQ-Q. PB 5,45. Ce qui m'a permis, lors de revision de 1997, d'utiliser cette précision et j'en remercie monsieur Baribeau.

Éditorialiste au journal *La Petite-Nation* (1973-1993), l'auteur a eu un accès direct privilégié aux archives répertoriées et microfilmées par la suite (Bibliothèque nationale du Québec)

Le Journal d'un fils de la Liberté d'Amédée Papineau en sept cahiers calligraphiés, disponible au manoir en 1977, ne l'est plus. Les deux premiers «tomes» ont fait l'objet d'une publication en 1972 à Rédition Québec, en 1978 aux Éditions l'Étincelle; (d'après des extraits publiés en 1924 dans *La Presse*); les cinq autres demeurent inédits.

Pour la troisième et la quatrième partie de cet ouvrage, l'auteur a inscrit dans le texte les références aux personnes interviewées et les dates précises des événements décrits. Les archives du Seigniority Club (procès-verbaux, correspondance, rapports financiers, contrats de vente) étaient, en 1977, 1984 et 1991 empilées voire même éparpillées dans des boîtes et cartables sans aucun inventaire. Il a fallu trois mois de recherches pour repérer les documents qui ont servi de références (sans possibilité de mention de pages ou boîtes), sauf les dates vérifiées.

Même les milliers de photographies accumulées portaient rarement de références, à l'exclusion des plus récentes (1960) possiblement identifiables à l'occasion. L'auteur s'en est donc tenu à la mention: «Archives du Canadien Pacifique».



IV- L'âme et la vie d'un hôtel

1970-1997

A. La naissance du Château Montebello

B. Des lendemains enchanteurs



Respirez, la porte d'entrée est ouverte! (ASC 1930)

A. La naissance du Château Montebello

Les membres n'eurent pas à se prononcer, en fait, puisque le 16 avril 1969 le nouveau président du C.P.R., David Crump, mit fin à tout dialogue. «Ni la proposition ni le prix ne sont attrayants pour les propriétaires.» Il n'offrait même pas au Seignior Club de venir le voir pour discuter de nouvelles propositions. C'était bel et bien une froide et directe fin de non-recevoir.

Au club, le nouveau président Albert Rolland s'entoure d'une solide équipe expérimentée pour contrecarrer cette évolution. En compagnie de messieurs McAvity, Common et Robertson, il affronte les deux présidents Crump et McNeill qui, en 1962, se retrouvaient côte à côte au Seignior Club. Le C.P.R. et Commandant Properties conviennent d'étudier le document en huit points et garantissent une réponse. Il semble déjà acquis, dans l'esprit des autorités du Canadien Pacifique, en cet été 1969, que d'autres organismes viendront planifier l'avenir.

Aussi, le 20 novembre 1969, les gouverneurs du Seignior Club ne sont pas surpris de rencontrer autour d'une table de discussion messieurs Burton (le vice-président des hôtels du C.P.), Irving (le vice-président à la planification des hôtels du C.P.), le directeur général de Commandant Properties, monsieur Copeman et le représentant de Marathon Realities, monsieur Kolles. Pour la première fois, dans la correspondance et les procès-verbaux, il est question que le C.P. Hotels puisse prendre en main l'avenir du domaine non directement inclus dans la part de Commandant Properties.

Vivement intéressés à leur club, cent dix membres assistent à la 39^e assemblée générale du 24 avril 1970. Ils ont tous reçu une lettre qui leur fait part d'une nouvelle entente possible si le C.P. Hotels assumait éventuellement la gestion. Toutefois, l'inquiétude des dernières années s'est reflétée sur l'état financier du club. Pour la première fois depuis les lointains déficits initiaux de 1930 à 1940, le club n'est pas parvenu à équilibrer revenus et dépenses; il manque 32 100 \$ aux revenus de 415 000 \$ pour combler des dépenses de 447 140 \$. Lentement commence la descente progressive qui voit passer à 1 230 le nombre record de 1 316 membres.

Les propriétaires du domaine garantissent au club toute la protection désirée mais il est d'ores et déjà assuré que l'entente en échéance ne sera pas menée à terme. Elle n'a plus que six mois à vivre mais personne n'a osé le mentionner clairement.

Le 4 novembre 1970, la lettre officielle du changement est signée. Le «Log Château» est chose du passé. En date du 15 octobre 1970, les autorités du C.P. Hotels prennent charge tout entière du CHÂTEAU MONTEBELLO. Le protocole du 14 avril 1950 est résilié, tous les livres et dossiers sont complétés le 9 juillet 1970. De son côté, Les Propriétés Commandant sont aussi arrivées à une entente concernant les résidents du lac et de la montagne. Les administrateurs du Seignior Club soumettent de nouveaux règlements à leurs membres lors de la 40^e assemblée, le 30 avril 1971. Ceux-ci les acceptent par un vote de 65 à 5; ils n'avaient pas d'autre choix!

Dorénavant, le Seignior Club devra payer un loyer annuel de 40 000 \$ aux propriétaires, dont la moitié pour le golf, le huitième pour la pêche et la différence pour le curling (3 000 \$) et la chasse (12 000 \$). Il recommence tout à neuf avec un solde de 3 275 \$ en banque et vient voir le premier gérant du Château Montebello, Peter Price, pour négocier des ententes de service.

— Nous (les Hôtels du Canadien Pacifique) dépenserons un million de dollars, cette année, pour l'amélioration des lieux. Les membres du Seignior Club seront toujours les bienvenus, confirme Peter Price.

— Ainsi que le public?

— Ainsi que le public.

Le public envahit Montebello

Fleurissent les lilas et les hémérocailles, frissonnent les chrysanthèmes et les dalhias, le club voit surgir de nouvelles années étonnantes: le jardinier de Ponsonby, le garagiste de Saint-sixte côtoient dans le grand hall aux six foyers le ministre du Commerce extérieur de Chine, Pai Hsiang-Kuo ou celui des Affaires étrangères de Morocco, Son Excel-

lence Mohamed Boucetta. À la 45^e assemblée du 4 juin 1976, le président du club, Kenneth M. Place annonce aux membres que Commandant Properties envisage édifier des condominiums au club de golf. Horreur et protestation: de bonnes et belles résidences suffiraient. À la fin de l'année 1975, le club compte près de 500 membres actifs. Les associations de propriétaires de résidences (Cabin owner's) se préoccupent encore de l'avenir. Le protocole de janvier 1974 à décembre 1975 avec le C.P. Hotels prévoyait un renouvellement automatique au 31 décembre 1983. Le club a reçu 94 000\$ de cotisations versées au C.P. qui garantit les services. Lorsque revient le calme après les munificentes rencontres du Sommet des sept grands de ce monde en juillet 1981, le Seignior Club réenvahit le domaine alors que William McNamara préside à ses destinées. On file sans tambour ni trompette vers de nouvelles avenues, dans la plus grande discrétion.

Il faut vraiment épilucher les registres officiels du chef-lieu: la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le C.P.R., régularise les entrées: l'acte 7592 du greffe Ludovic Blain qui confirme que le C.P. avait acquis les propriétés du Seignior Club Association pour 2 143 985 \$ en 1949 est bel et bien inscrit au numéro 141697 le 17 août 1976. Il en est fait mention sur une douzaine de pages du lot 283 où se trouvaient les 770 lots initiaux dont 261 acquis aux membres à vie du club. Puis vint l'acte 1168 du greffe du notaire André Groulx en date du 21 avril 1977 par lequel le C.P.R. vend ces anciennes propriétés à Commandant Properties Limited pour 2 365 400 \$. Dix ans plus tôt, à plus de 2 millions et demi, le C.P.R. ne trouvait pas intéressante l'offre d'achat du Seignior Club!

À la 55^e assemblée générale annuelle, le 11 juillet 1986, au manoir Papineau, l'enthousiasme ne semble pas régner. Les rapports de comité sont laconiques, au tennis, on a réservé deux courts pour les dimanches et en moyenne six à huit personnes sont venues jouer. Mieux pour le curling puisque le bonspiel Sewell, à la mi-janvier, requit 32 allées et 70 chambres au Château. Faute d'intérêt, il a fallu annuler les Maclaren, Rankin et International. Pour la pêche, Roger Ippersiel remercie les 26

membres et félicite les chasseurs repartis avec 50 chevreuils et 1 orignal mâle. Paul Simard rapporte les activités au golf dont il a fallu réduire, là aussi, le nombre de tournois. Des quelques 500 membres de 1976, dix ans plus tard, on en dénombre seulement 277. Le contrat avec C.P. Hotels en exige un minimum de 150, il faut donc en recruter de nouveaux. À cette fin, les gouverneurs recommandaient la réduction des frais d'initiation de moitié: 250 \$ au lieu de 500 \$: «À longueur d'année, déclare William McNamara, nos membres bénéficient d'une gamme d'activités sans pareil en Amérique du Nord, grâce à nos excellentes relations avec les Propriétés Commandant et le réseau d'hôtellerie du C.P., encore faut-il s'en prévaloir.» Le nouveau bureau des gouverneurs a réuni les douze personnes élues:

Ackles, Douglas	Davis, Thomas
Bonhomme, Gilles	Ippersiel, Roger
Chenail, Guy	Joy, Barbara
Coulson, Renée	Skabar, Michael
D'Avignon, Guy	Williamson, Walter

Auxquelles sont venus s'ajouter le président: David Hargraft et le secrétaire El Jones.

«Est-il rien de plus doux qu'un rêve qu'on habite
Un jour entier, près des sapins, sous le ciel bleu?
On oublie un moment la ville qui s'agite...»

Robert Choquette

Sous le sapin

(Oeuvres poétiques I, p. 207, Fides, Montréal)

Ils étaient plus de 1 350 membres lors des fastueuses années de cette épopée des seigneurs du Château qui dura soixante-trois ans. Au printemps 1992, le *Seigniority Club* de l'automne 1929 mit fin au rêve; les quelque 150 membres tenaces ont appris, admis ou regretté la dissolution officielle de leur association. Le rêve et la réalité n'en furent pas moins magnifiques.

Pour l'architecte américain Butterfield qui a rêvé de ce merveilleux Lucerne-in-Quebec mais n'en vit jamais la naissance; pour le créateur Saddlemire qui laissa vraiment ce rêve l'habiter une année entière, mais n'eut pas les moyens financiers personnels de le mener à terme, l'aventure fut brève. Le premier mourut abruptement au travail, le second reprit silencieusement la route du Maine. La fidèle et prestigieuse commandite du Chemin de fer canadien Pacifique (connu comme le C.P.R.) et l'appui des grandes institutions financières canadiennes ont rendu possible cette incroyable odyssee.

Partout dans la seigneurie ou la vallée de la Petite-Nation et surtout à Montebello, fils ou pères, soeurs ou mères, nièces ou cousins ont un jour travaillé au Seignior Club. Leurs témoignages et leurs souvenirs affluent. «J'ai porté les bagages de la princesse de Monaco...j'ai trouvé la balle de golf de Bing Crosby... j'ai changé les taies d'oreiller du lit de Perry Como... j'ai préparé l'état de compte de Pierre Elliot Trudeau... j'ai frotté les bottes équestres du vicomte de Tunis... j'ai veillé sur le chien de Mackenzie King...» L'heure est venue de plutôt veiller sur l'avenir du Seignior Club!

Schisme entre nostalgie et réalisme

Peu après l'euphorie de l'été 1981 avec la présence des sept grands chefs d'État, les premiers craquements passent inaperçus mais le schisme entre la nostalgie des fêtes anciennes et le réalisme des budgets contemporains se prépare, bel et bien.

Le premier septembre 1983, le directeur général de la société hôtelière du Canadien Pacifique, J.M. Banquier écrit de Toronto au président Hargraft: «Le Seignior Club devra prévoir un éventuel prolongement du premier janvier 1984 au 31 décembre 1988». Entre les lignes, on s'aperçoit que le CPR désire suivre de près l'évolution du club car il tient à ce que le tiers des gouverneurs relève de sa juridiction et qu'il n'y ait pas de quorum admissible sans la présence de l'un de ces gouverneurs. En outre, il précise que le club devra garantir au Château Montebello, chaque an-

née, des revenus minimaux de 100 000 \$. Bref, le réalisme prend le dessus sur la nostalgie. Plusieurs des gouverneurs de cette époque, les Guy Chenail, Thomas Davis, Pierre Paquette, Jaime Robertson, Roy. L. Heenan, Donald Tiffany et John Rowatt s'inquiètent et vérifient les budgets. Ils prévoient des revenus de 127 055 \$ et des dépenses variant de 119 000 \$ à 126 000 \$. Le club doit aussi négocier avec Commandant Properties pour ses 44 chasseurs et 162 pêcheurs. Doris Nadon contrôle les coûts à comparer des clubs de golf environnants, tels Lachute à 800 \$. Kingsway Park à 500 \$, Hawkesbury à 380 \$, le Manoir de Lachute à 400 \$, Montpellier à 300 \$ et pour neuf trous: Buckingham à 220 \$ et Thurso à 160 \$. Tout est lentement remis en question. Les successeurs de David Hartgraft, tels Thomas Davis et Gilles Bonhomme, veillent aussi sur la rigueur et la qualité des services mais sentent, le nombre de membres ne cessant de décroître, que l'avenir est inéluctablement remis en question.

Grâce à leur sage prévoyance ou leur prudence avisée, lors des négociations que conduisent Gilles Bonhomme, Guy D'Avignon et Walter Williamson en 1986, le club rapatrie ses actifs jadis consolidés dans les bilans de l'association. Il n'y a plus de marge de manoeuvre, en 1991, lorsque le vice-président régional et directeur général du Château, Jean-Pierre Amberg, au nom des Hôtels et Villégiatures du Canadien Pacifique, accule l'équipe négociatrice à la reddition. Cette équipe formée du nouveau président du club, le docteur Léonard Lapointe, de son prédécesseur Gilles Bonhomme, du secrétaire-trésorier Guy D'Avignon et du gouverneur Marc Nadon, se rend à l'évidence: il n'y a pas de place pour le *Seignior Club inc.* dans les plans, projets et décisions du Canadien Pacifique. Réalistes, ils géreront la dissolution avec compétence et respect de la démocratie.

Les seigneurs se préparent

Sûrement pas de gaieté de coeur. «Ne vaudrait-il pas mieux conserver notre charte et continuer à organiser fêtes et rencontres en d'autres

endroits?» demande l'un des gouverneurs craignant que le délai de décision soit trop court. «Peut-être pourrions-nous même récupérer notre nom et choisir un autre... Château!» De toutes façons, il incite les porte-parole du bureau des gouverneurs à bien expliquer aux membres que le Canadien Pacifique ne leur a pas laissé d'alternative! C'est bien l'avis de messieurs Dawson, Bonhomme et D'Avignon. «Laisse à lui-même, le club n'a pas les moyens financiers et techniques du Château et du Canadien Pacifique pour la promotion et la publicité des événements et activités».

Les dernières délibérations se situent autour de la lettre Amberg du 26 septembre 1991 spécifiant «notre décision de ne pas renouveler l'entente dont dispose le Seigniority Club avec l'hôtel et la Réserve de la Petite-Nation.» Le libellé est clair, précis, irrévocable. Les rencontres du 16 octobre, les confirmations écrites des 5 et 11 novembre resserrent l'étau. «Un nouveau Seigniority Club naîtra sous l'entière et exclusive autorité du Canadien Pacifique auquel l'ancien transférera tous ses droits». Dorénavant, le Château Montebello ou le Canadien Pacifique s'occuperont de la nouvelle association. On vous concédera certains avantages pour deux ans, on avisera par la suite.

Le vice-président Amberg fixe finalement une échéance à ces discussions: tout doit être gelé le 31 janvier 1992.

Les gouverneurs avaient pris connaissance, à leur réunion du 9 novembre 1991, des exigences de C.P. Hotels et réparti les mandats nécessaires à la bonne marche légale et administrative de l'éventuelle dissolution. À leur réunion du 8 décembre, le choix des avocats-conseils y est arrêté, la date de l'assemblée générale, suivie d'un banquet est discutée. «Il y aurait avantage à expliquer l'entente de dissolution à nos membres dans une lettre avant cette assemblée» propose l'ancien président Gilles Bonhomme. Les gouverneurs conviennent de se réunir à nouveau le 12 janvier: «Nous continuerons d'exister tant que la distribution finale de nos actifs ne sera pas complétée», jugent-ils avec raison.

Ils sont une dizaine, le 12 janvier 1992 dans les grands salons du club, au Château: le président Léonard Lapointe et son prédécesseur Gilles Bonhomme, la vice-présidente, C. Barbara Joy, les trésoriers et secrétaires honoraires Guy D'Avignon et William McNamara jr, messieurs Dawson, Nadon, Villeneuve et Wadsworth. Un premier tour d'horizon les renseigne sur la vente des lots, des appareils.

Autorisé par ses pairs à disposer des biens et actifs du club, Guy D'Avignon à compter du 13 janvier 1992 prend les dispositions appropriées pour conclure les ententes financières et historiques. Il recommande l'engagement d'un écrivain professionnel pour «retracer et préserver l'histoire du club»; il met de l'avant une formule de répartition des biens qu'acceptent les gouverneurs.

Les gouverneurs confient la protection des membres à la vice-présidente Barbara Joy chargée de veiller à leurs intérêts et d'en être le porte-parole auprès des autorités hôtelières. tout est prêt pour l'assemblée générale fixée au 25 janvier 1992. Le Château fait parvenir au secrétaire, à la toute veille (le 24 janvier) un amendement demandé par les gouverneurs le 4 janvier 1992: «advenant qu'un jour la société hôtelière du Canadien Pacifique s'implique dans la vente à une troisième partie du Château Montebello, l'association communautaire Seigniority aura le premier droit de refuser d'acheter tout droit que le CP peut avoir au nom de *Seigniority Club* en considération d'une somme d'un dollar».

À 16 heures trente, le 25 janvier, les gouverneurs se rencontrent peu avant l'assemblée générale pour régler trois détails importants: «Au mois de juillet 1992, le club disposera d'au moins 85 340 dollars d'actifs avec quelques dépenses et revenus à venir» explique le trésorier D'Avignon. Pour la propriété des archives, souvenirs, artefacts, trophées, photographies, que tout soit confié en fiducie au Seigniority Community Association. La société historique de Montebello aigra comme dépositaire de certains documents. Quant au transfert du titre de propriété du nom *Seigniority Club*, il inclut des conditions de protection des droits historiques. La lettre Amberg du 24 janvier est déposée sans commentaire. Les gouverneurs, à 17 heures, traversent le hall pour se rendre dans le grand salon où se tient la dernière assemblée générale spéciale.

Une cinquantaine de personnes y sont réunies dans un but spécifique: «voter sur la résolution de dissolution du Seigniority club». Le président de l'assemblée, Guy D'Avignon, fait part des dernières décisions des gouverneurs et cède la parole au docteur Léonard Lapointe: «Nous avons cru que c'était la seule solution viable pour maintenir le club en

vie et procurer à ses membres les privilèges et bénéfices d'une solide association avec le Château Montebello et le Canadien Pacifique. Le transfert de notre nom sans dissolution du club a été refusé par les autorités du Canadien Pacifique. La parole est à vous messieurs, mesdames.»

Copies anglaises et françaises de la résolution concernée distribuées, Guy D'Avignon avec l'appui de William Dawson, propose la dissolution du *Seigniority Club inc.* et la répartition prévue des actifs entre les membres. L'assemblée vote la résolution avec quatre voix contre. Après quelques remerciements bien sentis à l'égard des négociateurs Lapointe, D'Avignon et Bonhomme, des présidents passés, du conseiller juridique Jean-Maurice Cantin et du fidèle imprimeur Peter Lovell, l'assemblée est levée à 18 heures pour se *rasseoir* à la salle Canada afin de tout noyer et enterrer dans l'amitié et les agapes seigneuriales.

Au lendemain de la dissolution

«Il est résolu que la corporation soit et elle est par les présentes autorisée à déposer une demande auprès de l'inspecteur général des institutions financières aux fins d'obtenir une ordonnance ayant pour objet de dissoudre la corporation et fixant une date à compter de laquelle la corporation sera dissoute;

Qu'en conséquence de ce qui précède, la corporation se départisse de ses biens et divise son actif proportionnellement entre ses membres; et

Que les administrateurs/gouverneurs de la corporation soient et ils sont, par les présentes, autorisés à faire et signer tous autres actes ou documents nécessaires ou utiles pour donner effet à ce qui précède.»

Copie de cette résolution est envoyée dans une lettre à tous les membres pour les informer de la décision du 25 janvier et de l'échéancier approuvé de répartition des actifs, selon la demande de Gilles Bonhomme à la réunion des gouverneurs du 23 février. Puis le 26 avril, à la résidence du président, les gouverneurs autorisent leur secrétaire-trésorier Guy D'Avignon à confier à l'écrivain Jacques Lamarche la rédaction de l'histoire des seigneurs du Château. Ce qui est fait.

Versions française et anglaise distinctes, le livre fut révisé, imprimé et distribué aux membres à l'automne 1992 à la suite de l'émission des chèques de répartition de l'actif. Au Château, quelques jours avant l'arrivée de l'été, membres et clients apprirent la nomination d'un nouveau directeur. Tout est terminé mais en guise de conclusion à son épilogue l'auteur a adapté et romancé le témoignage de Barbara Joy.

Une enfant du mont Wescott raconte

Le Seignior Club s'est toujours préoccupé du bien-être familial: les jeunes y sont aussi bien accueillis que leurs aînés. Il organise les activités sur un plan quotidien en fonction de l'âge et de l'intérêt des invités.

Le club offrait les services de professionnels dans toutes les disciplines sportives; il encourageait ses membres, les jeunes surtout, à bénéficier des cours offerts: tennis, équitation, golf, natation, canotage, ski, patinage, etc. L'activité la plus populaire dont se souviennent encore les jeunes de l'époque demeure la distribution de crème glacée. Chaque après-midi à trois heures «pas trois heures cinq ou trois heures moins cinq» le chef Schneider les invitait tous dans ses cuisines pour y recevoir un cornet de crème glacée. Grand et costaud ayant apprécié ses propres recettes, parlant avec un solide accent allemand, il nous intimidait assez mais nous ne l'en aimions pas moins et ne manquions pas ce rendez-vous quotidien avec lui au contrôle.

Aucune autre période plus intensive d'esprit familial que le temps des fêtes de Noël et du Jour de l'an. D'année en année, avec deux et trois générations, voire même quatre, se retrouvent dans les mêmes chambres. La suite accommode les grands-parents entourés de leur famille dans la même aile. Plusieurs y dressaient leur propre sapin que décoraient les jeunes et le Père Noël y déposait ses cadeaux. Dans la vaste salle à manger du Château, chaque famille se regroupait autour d'une longue table: à Noël, on y dépeçait les dindes individuelles. À cause de cette tradition de fidélité les membres se connaissaient bien et le personnel participait à ce sentiment de chaleureuse amitié.

Que de fêtes en balades à traîneaux, patinage, amicale compétition au curling, ski de route, dégustation de chocolat chaud, *petites vues* pour les enfants, durant cette quinzaine avec les magnifiques feux de foyer du hall comme principale attraction. Quatre immenses conifères décoraient le hall. Les enfants étaient responsables de la décoration de celui de l'entrée, à droite, la veille de Noël. Évidemment, on pouvait deviner lequel n'avait pas connu la touche des professionnels. Les adultes, eux, préféraient la veille du Jour de l'an: en robes et en habits de gala et orchestre à l'appui, ils dansaient dans la salle à manger dégagée. Les musiciens revenaient pour les jeunes, le lendemain soir, répéter leurs performances. Bravo pour le maître de cérémonie, toujours un magicien, qui resterait l'artiste le plus populaire de la fête.

Un peu à l'ouest de la gare, un sentier conduit à deux sites importants au début du Seignior Club. Celui du nord débouche aux terrains des compétitions équestres. Vers les années '30, les membres disposaient d'étables à la disposition des chevaux impliqués dans les courses ou dans le grand spectacle annuel international. Des événements familiers au monde équestre et fort courus. Le clou final de chacune de ces activités: la balade musicale de la Gendarmerie royale canadienne, on disait alors *La police montée*.

Le sentier du sud, en haut de la gare, menait aux trappes de tir. Un sport auquel les membres participaient à volonté mais une à deux fois par année, sur invitation, les champions locaux côtoyaient leurs rivaux internationaux en tournois amicaux.

Ai souvenance d'une année très active au club, celle du centenaire du Canada en 1967. On avertit les membres de bien s'assurer, un an à l'avance, de leurs réservations au Château pour l'Exposition universelle à Montréal. On avait organisé un service d'hélicoptère et de limousines aller-retour entre les îles montréalaises et Montebello.

Il y eut au Château plusieurs fêtes spéciales lors de cette année, tel le Bal du Centenaire, le premier juillet. Point oublié ce 31 août 1967 avec une magnifique réception à la marina: répartis dans dix canoës, cent hommes réunis en un pageant effectuent un voyage de 3 283 milles,

des limites de l'Alberta et la Colombie Britannique, tels d'anciens trappeurs, jusqu'à l'Exposition de Montréal. Le lendemain matin, avant de poursuivre leur route après cette halte gastronomique, pour remercier les membres du club, ils improvisent une course aquatique démontrant leur habileté à l'aviron et la vigueur de leur équipe».

Le siècle continue

Comme l'écrivit Robert Choquette: «rien de plus doux qu'un rêve qu'on habite». Pour les milliers de membres qui ont bénéficié de la beauté du domaine seigneurial de la vallée de la Petite-Nation, le souvenir fera partie de la réalité. Le *Seignior Club* d'autrefois n'existe plus mais le siècle continue pour les seigneurs du Château et les autres.



À la nuit tombante, chez les McMartin. (ASC 1940)

B. Des lendemains enchanteurs

Les hélicoptères décollent, les chefs de délégation respirent, la sécurité se détend. Chancelier, président ou premier ministre délaçent leurs chaussures, dénouent leur cravate, à l'abri des regards inquisiteurs de la télévision, dans le confort itinérant des avions qui les ramène chez eux.

Au Château, la fête réelle commence. Pendant six mois, les agents de la Gendarmerie royale sillonnent la région, multiplient les rondes, envahissent les étages, passant tout au peigne fin. Hier encore, après une dernière ronde d'exploration en compagnie du directeur général et du personnel des services secrets des États concernés, ils ont inspecté chaque étage. Depuis une semaine, clients et visiteurs sont scrutés à la loupe. Les agences américaines et canadiennes de tourisme savent qu'aucune confirmation ne sera confirmée. Le personnel ne circule qu'avec un laissez-passer qui le fait nettement reconnaître.

Le Château Frontenac avait connu la même tension en 1943 lors de la venue de Churchill et de Roosevelt en août. Dans le plus grand secret, le

premier ministre du Canada, Mackenzie King avait préparé l'accueil de la première Conférence de Québec. Au Château Montebello, on sait que l'hôtel avait été réquisitionné et les journaux du pays annonçaient le programme du Sommet à grand renfort de manchettes. Il n'y avait pas de secret quant au programme. Le premier ministre Pierre Elliot Trudeau, chemise à col ouvert, veston sport, n'était-il pas venu lui-même, à deux reprises, visiter le Château en compagnie du directeur Auer et s'assurer que chacune des délégations serait accueillie avec déférence et faste?

Toutes les corvées étaient maintenant terminées. Après le fastidieux essoufflement des longs préparatifs, après le départ des stratèges, policiers, diplomates, chefs de cabinet, ministres et secrétaires, tout rentrait dans l'ordre. Pour avoir assuré la communication avec le monde entier, transformé le chalet du golf en une vaste salle de presse, percé murs et parquets afin d'y faufiler les rallonges des appareils ultra-modernes de télévision, radio, photographie, il en restait plus qu'à donner au Château son air d'avant et d'après le Sommet.

Les pieds meurtris d'avoir tant marché, les épaules harassées d'avoir conservé le garde-à-vous, apprentis cuisiniers, préposés aux entremets, à la volaille, poissonniers, sauciers, lingères, chasseurs, capitaines, hôtes-ses, secrétaires et directeurs, tous souriaient de bonheur à la fin du Sommet international. Demain serait jour de repos.

Mais il n'y eut pas de repos. Clients, visiteurs, congressistes, curieux que le Sommet avait tenus éloignés de Montebello rappliquèrent par centaines. Septembre et octobre furent témoins de l'invasion publique du Château; novembre et décembre virent affluer de toutes parts ceux et celles qui n'avaient pu s'approcher du vaste domaine.

Le houx et le gui festonnaient encore les linteaux, les rameaux de pin et de sapin jonchaient tables et tabourets, que l'hôtel ne fournissait plus à confirmer de nouvelles réservations. Même de la région qui avait vu circuler les grandes limousines et défilé les voitures de la Sûreté du Québec, on mobilisait les clubs de l'âge d'or, les cercles de fermières, les associations de loisirs pour accourir aux buffets du midi, au brunch du dimanche.

Huit ou neuf mois plus tard, à la fête des Mères en mai 1982, le personnel ébahi courait de la cave au grenier pour apporter des tables et

des chaises. Un premier, un deuxième, un troisième service ne suffisaient pas; la longue queue de visiteurs serpentait de la salle à manger jusqu'au hall, du porche d'entrée jusqu'au terrain de stationnement. «Nous attendions trois cents convives au buffet, il en vint plus de mille!»

Vous êtes daltonien, non?

L'inspection se poursuit. Au garde-à-vous, le personnel impeccable affronte sans peur l'ultime examen. Il a sa fierté et sa compétence. Le brave apprenti Paul se risque même à sourire. Ses aînés lui ont décrit la scène mais il ne craint rien. Il vient de passer une heure entière à vérifier chaque détail de son apparence.

— Repos; j'achève, dit le maître d'hôtel.

Hélas pour Paul qui se détend, écarte les jambes, son pantalon vient de le trahir. Le mouvement laisse voir les chaussettes neuves qu'il a soigneusement moulées à ses jambes, sans pli, sans poussière, sauf...

— Vous êtes daltonien, non? demande le maître d'hôtel en fixant les yeux du garçon.

— Oh non! monsieur.

— Oh oui!, contredit l'inspecteur qui relève son pantalon. Regardez mes chaussettes; elles sont noires ou brun foncé?

— Euh...

— Noires, monsieur. Avec un habit noir, on porte des bas noirs. Que faites-vous avec des chaussettes brun foncé?

— Mais, les clients n'iront pas voir sous mon pantalon la couleur de mes bas!

— Moi je l'ai vue, et vous n'êtes plus de service ici, ce soir. Allez soigner vos yeux, jeune homme!

La fête continue

La société a changé au cours des décennies que nous vivons. En décembre 1931, alors que les valets d'écurie guidaient les chevaux, que les invités laissaient leurs pelisses et leurs hauts-de-forme au vestiaire, «dans le joyeux brouhaha des robes à tournures étranglées à la taille, drapées aux

hanches et rehaussées de dentelle, les redingotes, les faux cols, les épaules laiteuses, les perles et les diamants refluent vers le hall mêlant leur éclat à celui de la décoration», les aristocrates et l'élite de la haute finance ou de la haute bourgeoisie se pressent dans la salle du banquet.

En décembre 1981, au dîner annuel de la Chambre de commerce régionale de Montebello, plus d'une centaine de couples envahissent le hall. Disparues les calèches d'antan, les chaudes fourrures et les bassinières cuivrées, les clochettes métalliques des attelages. Invisibles les cochers en manteaux de chat, les caméristes à coiffe blanche, les longues banquettes d'enfants venus avec leurs parents, en train, célébrer la Noël toute la semaine à l'hôtel. Pourtant, cinquante ans plus tard, bagues et diamants, colliers et boucles d'oreilles brillent toujours dans le hall. Dans la salle à manger du Château, «saumons glacés entourés d'aspics, dindes dorées, jambons cloutés de girofle, buissons de langoustines reposent sur les grandes tables dominées par les hautes sculptures de graisse blanche.»

Commerçants, professionnels, boutiquières, gens d'affaires se pressent et s'éparpillent autour du magnifique foyer rutilant. Aux cuisines, tout comme il y a cinquante ans, les pâtisseries ont préparé les bûches glacées Algonquin; le chef saucier met la dernière main au chou-fleur sauce Mornay. Toutefois, les garçons n'ont pas couru toute la semaine vers les glaciers emmitoufflés de bran de scie et de paille pour apporter les blocs de glace. Aujourd'hui, les pièces montées reposent sur les étagères d'une pièce réfrigérée à l'électricité. Aux lampes à huile ou à gaz, aux chandelles multicolores succèdent les hauts candélabres aux lueurs tamisées et contrôlées par des rhéostats automatiques.

La direction de l'hôtel, au cours de la dernière décennie, a dû prendre de sérieuses décisions. La fréquentation devient de plus en plus francophone et populaire. Il n'y a pas si longtemps, l'accent américain, britannique, écossais ou anglais dominait dans les corridors, les salons et le grand hall. Aujourd'hui, la femme du boulanger ou la fille du laitier peut entrer au Château, descendre au bar, plonger dans la piscine, monter à cheval, partir en skis, jouer au tennis sans que personne n'en soit surpris. Quelquefois de vieux membres du Seignior Club évoquent avec nostalgie le panache des lointaines soirées d'antan.

À l'impossible nul n'est tenu?

Jeune chasseur de nuit, il doit accueillir les visiteurs tardifs. Sans obséquiosité, sans hypocrisie, il affiche un sourire invitant.

— La salle à manger est ouverte?

— Oh non, monsieur, il est dix heures du soir!

— Alors, prenez ma voiture et conduisez madame à un restaurant du village. Je vous attendrai au bar.

— Je ne peux pas, monsieur!

— Quelle sorte d'hôtel est-ce où les gens ne peuvent recevoir aucun service?

Rougissant, bafouillant, le chasseur baisse la tête tout en observant le visiteur offusqué, prêt à repartir vers une autre destination. Une ombre se faufile près de lui; une tête se penche vers la portière.

— Soyez les bienvenus au Château Montebello. Chasseur, occupez-vous des bagages et de la voiture de monsieur.

— Mais, monsieur... le directeur...

— Appelez un taxi immédiatement pendant que je téléphone pour réserver une table à La Lanterne. Vous y serez dans cinq minutes, monsieur, dame, et le taxi est à nos frais.

Les invités partis, le jeune chasseur n'ose regarder son directeur général.

— Jeune homme, on ne dit jamais non à un client de l'hôtel.

— Mais...

— Il n'y a pas de mais ni de non. On dit: Monsieur, je vais faire l'impossible, et on le fait!

Rien ne s'est détérioré, au contraire, le Château comme la société s'est démocratisé. Fallait-il affronter les dernières décennies du vingtième siècle avec un faible taux d'occupation, un personnel réduit et une hausse des coûts qui auraient acculé la direction à lafermeture durant les saisons mortes? Combien d'hôtels autrefois prestigieux n'existent plus, faute de s'être adaptés aux changements des valeurs sociales, aux transformations des valeurs économiques. Le taux d'occupation s'accroît, le nombre de clients augmente, la sécurité d'emploi s'améliore, les retombées économiques régionales se multiplient.

Une fin d'année au Château Montebello

À sept heures, en ce matin du 28 décembre 1996, l'immense sapin de quinze mètres de hauteur, sous ses guirlandes, festons et astragales, semble à peine sortir du silence nocturne. Rutilante de dorure et de verdure, cette éblouissante pyramide de couleur se dresse dans le hall désert et assoupi. Des discrets vitraux trouant les combles, le soleil d'hiver illumine déjà d'une splendeur multicolore le faîte de la cheminée aux lanternes quinquagénaires. À l'étage, face aux longs corridors conduisant aux ailes hexagonales, de lourdes couronnes de vert sapinage truffé de rouge gui, tels des yeux-de-boeuf d'une antique cathédrale de druides, témoignent des fêtes hivernales. Dans la large étable de trembles gris bordée de superbes poinsettias dorment encore les statuettes en cire de la crèche.

Balai de crin à la main, le capitaine des chasseurs nettoie les âtres des six foyers grillagés et prépare les premiers feux de la journée. Quand les lève-tôt de l'hôtel descendront pour le dernier petit déjeuner de la Noël terminée, la flamme enrobera de ses lueurs versicolores les grosses bûches d'érable sec.

— Il nous en faut cent cinquante cordes par année pour approvisionner les foyers, explique le maître d'oeuvre expérimenté.

Depuis six jours et cinq nuits, une centaine de familles ont envahi le Château Montebello pour y fêter la Noël 1996; elles quittent ce havre de beauté à midi. Tout au long de la matinée, chasseurs et garçons d'étage n'ont de répit que toutes les malles bouclées soient descendues des chambres. Trois cents réservations se sont accumulées, dont la plupart remontent souvent à deux ans, au bureau d'accueil où le personnel de nuit vérifie, une dernière fois avant l'arrivée d'autres visiteurs, les fiches d'inscription.

Dans la grande salle à manger, capitaines et cuisiniers se côtoient sans hâte mais avec dextérité autour du buffet matinal. Éventrés, les sacs de polythène dégorgent des milliers de cubes de glace autour des vingt pots de jus aux couleurs miroitantes dorées, orangées ou rouges. Dans le vaste réchaud aux six cubicules rectangulaires, sous les néons allumés, fument et respirent les plateaux argentés d'omelettes, de pommes de terre rissolées, de croustillantes tranches de bacon, de saucisses bronzées ou de fèves au lard cuivrées. Au centre de la longue table d'une quinzaine de

mètres, embaument les croissants frais sortis des fournées nocturnes. Les portes à peine ouvertes, à sept heures et trente, surgit la première vague affamée que l'hôtesse conduit à la terrasse écarlate ouvrant sur la rivière gelée. Émerveillement renouvelé des petits, joie profonde des aînés, nostalgie souriante des parents et grands-parents.

Personne ne s'attarde en cette dernière matinée mais tous profitent de ce dernier rendez-vous avec une nature en beauté avant de regagner la ville et ses artères d'asphalte enneigées, javelées de plaques brunes. Ils étaient plus de quarante, à neuf heures, bien emmitouflés sous les chaudes couvertures, à s'entasser dans les longs traîneaux à quatre chevaux pour une ultime promenade. Aussi nombreux au deuxième départ, une heure plus tard. Un vieux couple plus réservé s'installe lentement dans une calèche aux sièges doublés de fourrure, aux étroites et longues lisses reluisantes. Toques et moufles de loutre, manteaux de chat ou pelisse de lynx, ils bravent le froid de décembre mais leurs vieilles veines se réchauffent de bonheur. Une dernière heure d'intimité et de souvenir dans les magnifiques sentiers du domaine, indifférents aux jeunes qui, autour d'eux, foulent allègrement la neige abondante en raquettes ou en skis.

Tohu-bohu ordonné, méthodique et calme à l'entrée. Va-et-vient incessant dans les ascenseurs où s'entassent sacs, colis, valises et malles sur les diables de quatre chasseurs-affairés. En une heure, plus de cent cinquante chambres s'ouvrent et se ferment. Dans chacune des vastes ailes, des douzaines de femmes de chambre poussent et remplissent de profonds chariots. Trousseaux de clés à la ceinture de leurs uniformes, elles défont et refont les lits. Les aspirateurs ronronnent et ronflent; les chasses d'eau coulent et ruissellent. Impressionnant rucher où, discrètement, efficacement, bourdonnent sans répit travailleurs et travailleuses du Château.

Quand tout s'apaise après le buffet du midi, sous les bourrasques de neige, de longues filées d'automobiles se croisent à l'extérieur. Pour cent qui partent, cent autres arrivent pour le Nouvel an. Les téléphones crépitent au centre d'accueil mais personne ne panique. Ces invasions se renouvellent à longueur d'année. Congrès séminaires, colloques ou som-

mets, plus rien ne surprend le personnel aguerri. Au pays de Papineau, l'hospitalité n'a pas de surprise, elle est chaude et constante. Autour de la haute cheminée de pierres de la seigneurie de la Petite-Nation, venues de tous les coins du pays et d'ailleurs, des familles entières se préparent au dépaysement de cette féerie d'une semaine ou presque au Château. Un adolescent en impeccable complet de serge noire pousse le fauteuil roulant de sa grand-mère recroquevillée sous son étole de vison; une adolescente en denims et bottes délacées, sous un pull de laine chiffonné, consulte le tableau indicateur des pistes de ski. Sans déranger personne, deux serveurs dressent une longue table dans le hall d'entrée: nappes blanches, soucoupes, tasses, argenterie Lucerne, hauts percolateurs aux voyants rouges vite allumés. Le Château offre gracieusement le thé et le chocolat chaud dès seize heures. Le service à peine terminé, le *Champignole* ouvre ses portes pour les enfants qui désirent manger tôt et profiter à loisir du spectacle de cinéma.

Surprise et plaisir au bar La Galerie, l'heure de l'apéritif en musique et chansons qu'anime avec brio un excellent ami de Montebello. Il avait enveloppé de chaleur mes soupers à la chandelle chez Jean-Philippe, il étoffe, égaie, enjolive l'heure qui file au gré de son spectacle. Tout autour des fauteuils confortables et des tables surmontées de luminignons, les fresques du peintre Adam Sheriff se profilent et dans ce décor rustique, guitare à la main, sourire aux lèvres, un admirable chansonnier, Jean-Yves Grau. Quatre jours de fête avec des interprétations de Jacques Brel et Jean Ferrat, Charles Aznavour et Félix Leclerc et, tout d'un coup, une fascinante création: «Qu'est-ce que ça peut vous faire». Commence aussitôt l'amusant jeu carnavalesque des chapeaux.

— Casquette de France ou d'Italie: «Sous le ciel de Paris» ou «Sole Mio». Voilà monsieur, vous avez gagné une bouteille de champagne... à vos frais.

La salle se prend au jeu qui se poursuit avec de nouveaux chapeaux, fez, turbans, sombreros, et chansons espagnoles, turques, allemandes se succèdent. Une halte de quelques secondes pour une gorgée d'eau pendant que les garçons du bar renouvellent les apéritifs. Indiffé-

rents à ces mélodies, une tablée d'Américains bavards s'étonnent de la chaleur des applaudissements et finissent poliment par se taire. Un couple sexagénaire réclame timidement «La vie en rose»; Jean-Yves Grau la leur offre avec, en prime, «Plaisir d'amour». J'ai droit au vol des hirondelles de Ferrat: «Comment s'imaginer que l'automne est arrivé».

Arrive alors l'heure du dîner. Table réservée à la terrasse, tenue *correcte obligatoire*, je m'en remets à l'hôtesse en blouse de soie blanche et jupe de serge noire. Volupté des désirs à la lecture de la carte, hésitations, regrets d'avoir à choisir, décision palpitante: bouchée aux fruits de mer, vichyssoise veloutée, rose gigot d'agneau. Demain, régal de fricasseau de veau et, au dessert, les «îles flottantes»: meringue et blanc-manger. Pour ce soir, un capiteux Saint-Émilion de Lebègue que me verse lentement Diane en sandales blanches. Jeudi, folie gastronomique pour mon palais frémissant à La Reine Pedauque 1980 que débouche précieusement une Buckinghammoise timide et prévenante, en robe noire et col blanc.

Au hasard du service, horreur à la table deux, un vieux monsieur attaque à la bière son consommé, au Courvoisier ses brocolis, à l'eau glacée son baba! J'en frissonne.

— Il vous en arrive souvent de tels hurluberlus?

Impeccable et résigné, le capitaine soupire légèrement, imperceptiblement.

— Nos invités ont le droit de tout commander.

— Même du cognac avec l'agneau?

— Mais c'était du Courvoisier!

Je me demande si les brocolis venaient de la ferme Macédoine et si mon Visigoth reconnaîtrait la différence entre le Dorset, le Suffolk... pourquoi pas le Rambouillet.

Les enfants n'ont pas attendu leurs aînés. Dans la salle Canada, ils sourient aux «Quatre Clowns» et, le film terminé, vont dormir heureux, indifférents à la musique mexicaine des Toro ou aux bingos des vieux.

Le Château est en effervescence de toutes parts durant cette transition de l'ancienne à la nouvelle année. Pâtisseries, boulangers, charcu-

tiers ou sauciers s'activent à la préparation du dîner de gala: quatre cents réservations prévues. Patineurs et patineuses ont rendez-vous près des courts estivaux de tennis; farandoles et courses des enfants à la recherche des trésors, adultes à la poursuite du ballon avec leurs balais; fête des adolescents au salon Québec, compétition de ski de fond au circuit des cinq kilomètres ou match de curling après l'heure féminine de conditionnement physique. Lingères et garçons d'étage, chasseurs et commis, intendantes et chefs de service se retrouvent, en alternance, aux tables des personnels. Gala des enfants à la salle Canada sous les serpentins, les flûtes, les crécelles et les trompettes, à la veille de l'an nouveau.

Premier brunch de l'année 1997, digestion rapide assurée avec la course d'obstacles en raquettes ou match de ballon-balai. Figures épanouies lors de la remise des prix dans la munificence du hall d'entrée. Cocktail de biscuits monstres aux enfants dans le salon Montebello, cocktails plus corsés à La Galerie.

Le deux janvier, matinée de départs que plusieurs familles et couples retardent jusqu'à l'Épiphanie. L'année 1997 débute dans le calme, la neige et la beauté au coeur d'un paradis enchanteur, sous les chênes et les pins que plantèrent jadis les seigneurs de la Petite-Nation. Leurs fils et leurs filles au travail ont accueilli les visiteurs au Château mais dans les foyers de Montebello qui ont presque tous, au cours des décennies, assuré un service impeccable, la joie aussi a retenti.

— Nous nous sommes partagé des milliers de dollars de pourboires, nous irons en Floride... après les Fêtes au Château Montebello!

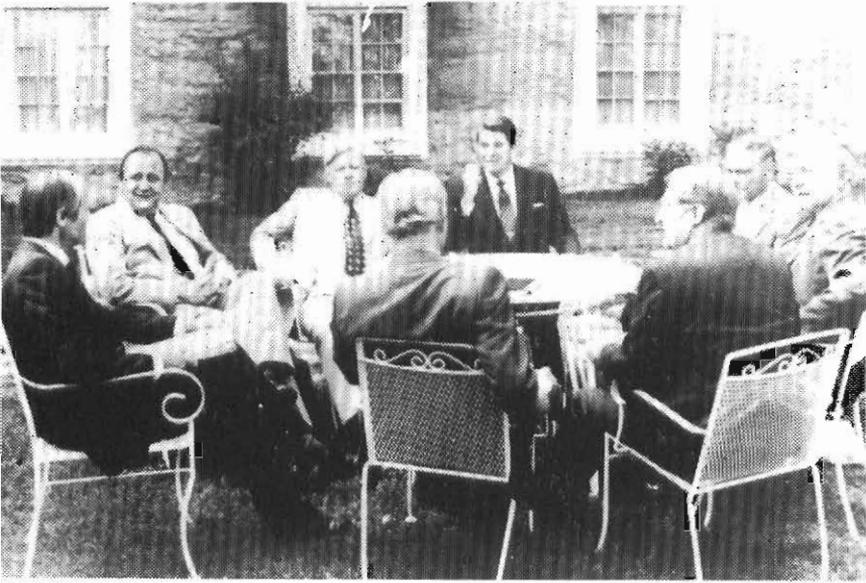
Tout caparaçonné de nouveaux bardeaux de cèdre, le Château Montebello de 1997 a conservé la même chaleur d'intimité, d'accueil, de service que le Log Chateau de 1932. Il a passé au travers d'un demi-siècle fastueux sans jamais lésiner sur l'excellence. Que le vice-gouverneur royal franchisse le porche d'entrée ou que le journalier de Saint-Glin-Glin pénètre dans le hall du Château, ils y découvrent la même beauté, le même sourire, les mêmes boutiques, le même personnel au service de la clientèle toujours appréciée. Lingères et serveuses, chasseurs et garçons, comptables et secrétaires, acheteurs ou buandières ne

se demandent pas si vous parlez français, italien, espagnol ou anglais, si votre gérant de banque équilibre votre crédit ou votre débit. Ils continuent, comme bien souvent leur père ou leur mère, leur nièce ou leur fils avant eux, à mettre au service de la clientèle du Château Montebello le professionnalisme de leurs services.

La fête continue dans la seigneurie de la Petite-Nation où se blottit, dans les pins centenaires, les érables majestueux, les épinettes géantes, les chênes gigantesques, l'un des plus grands hôtels du pays: le Château Montebello.



Messieurs Reagan, Trudeau et Mitterrand en compagnie de madame Thatcher
Service des communication du Canada, Sommet 1981 (ALPN 1981)



L'Allemagne et l'Amérique sur la terrasse
Service des communication du Canada, Sommet 1981 (ALPN 1981)

Picasso à l'oeuvre

Rangés en ligne, hôtesse et capitaines, serveuses et aides, garçons et apprentis, tous attendent l'inspection du maître d'hôtel car il y a fête au Château ce soir. On attend la délégation des parlementaires francophones.

Ils sont impressionnants, les capitaines en smoking et chemises blanches à pointes, mais rien n'impressionne leur patron. Son oeil vigilant les mitraille de la tête aux pieds. Soudain, il s'immobilise, se fige et réfléchit. Mayonnaise ou café, cointreau ou sauce, peu importe. L'oeil vient de repérer un imperceptible cerne que le lavage a mal effacé. Les doigts s'animent, le bras se replie, la main plonge sous le veston et jaillit avec un crayon au bout des doigts.

«Picasso» s'approche de la victime, écarte les basques du smoking et, autour du cerne discret, dessine un large cercle. L'artiste peaufine sa création et la signe d'une croix de Saint-André.

— Ce n'est pas une galerie d'art, monsieur, mais une salle à manger. Allez changer de chemise!

Vingt ans plus tôt

Visage imberbe, eau de Cologne discrète, chemise blanche au col empesé, souliers noirs aux reflets miroitants, il traverse le grand salon sous les regards admiratifs de ses collègues réunis en congrès au Château Montebello.

En septembre 1995, je le regarde marcher la tête haute, l'oeil fier, la jambe alerte. Pourtant, vingt ans plus tôt, il traversait le même salon, la jambe flageollante, l'oeil humide et la tête basse. Aujourd'hui, il reçoit un certificat de compétence dignement acquis. En 1972, le jeune garçon de table a plutôt reçu un témoignage d'incompétence rudement décerné.

— Où croyez-vous être, jeune homme, avec ces galoches infectes?

— Je les ai cirées ce matin, monsieur, avant de quitter la maison.

— Vous avez traversé l'écurie, ou quoi?

— Il y avait de la «bouette» dans le sentier entre la maison et le Château, monsieur.

— Est-ce une excuse pour la répandre dans l'hôtel? Retournez cirer vos souliers, mon garçon, et regardez-les briller chez vous durant deux jours.

Le capitaine des serveurs ne badinait pas avec la propreté, au Seignior Club.

Bing Crosby l'a embrassée

Tout auréolé du prestige hollywoodien, il s'est amené à Montebello fort simplement. Comme ses guides, il a revêtu la chaude chemise à carreaux, appâté sa ligne et pêché la truite. Dans la cabane de pin, il a bu le thé chaud et sûrement goûté au caribou discret. Puisqu'il a emporté ses clubs de golf, il a promené ses balles à travers le magnifique terrain et son caddie a compté les coups pour chacun des dix-huit trous.

Bing Crosby ou pas, l'hôtel continue à vivre. Pourtant, ce soir, Montebello ne respire pas de la même façon car un personnage aussi connu ne passe pas inaperçu. Un peu nerveuse, le cœur en chamade, Pierrette a versé l'eau et la glace à la table du célèbre chanteur qui continue de s'entretenir avec ses commensaux. Elle l'examine de loin et, dans le silence de son imagination, entend vibrer Les cloches de St. Mary, frémir ou frissonner Star Dust et White Christmas.

Lorsque, après le repas, les invités le prient de s'approcher du piano à queue alors que l'orchestre l'accueille avec plaisir, Pierrette s'immobilise le long du mur pour écouter celui dont le monde entier fredonne les merveilleuses chansons.

Bing Crosby, heureux de remercier celles et ceux qui l'ont si bien servi au cours de cette semaine au Château, regarde la salle. Il descend de l'estrade et marche vers la timide etsouriante jeune serveuse, lui tend la main et l'amène près de l'orchestre. Pour elle et les visiteurs, il chante Star Dust.

Dans sa chambrette du Cedar Log, ce soir-là, Pierrette ne parvient plus à s'endormir. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut fermer les yeux en se diant: Bing Crosby m'a embrassée.

— Puis-je être de service toute la semaine? demande-t-elle au maître d'hôtel, le lendemain matin.

Entre Suzanne de la Rochelière et Andrée Simard Bourassa

Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, accueille ses homologues de l'Atlantique et les gouverneurs américains «riverains», en juin 1989. À nouveau Montebello voit se pointer un peu plus discrètement qu'en 1982, les agents de sécurité; les drapeaux fleurdelisés ont remplacé l'unifolié aux mâts officiels. Il faut tout de même montrer pattes blanches et laissez-passer. Deux mois auparavant, invité à dîner «À la table de Pierre De Laye» au chef-lieu du comté, j'ai dû subir un barrage de questions: un habile examen... criminel et politique.

— On nous a recommandé votre nom comme cicérone des invités durant les trois jours de la Rencontre, expliquent les «cherpas» officiels. Nous apprécierions recevoir le texte français et anglais de vos... conférences, d'ici deux semaines.

— Quelles conférences?

— Les épouses des gouverneurs et des premiers ministres vont visiter la région, le Manoir, les chutes, la Chapelle et le Château bien sûr. Qu'avez-vous l'intention de leur dire?

— Ah bon: que la Petite-Nation est belle, que ses artistes et ses artisans sont formidables et à l'instar de l'épouse de Papineau, qu'elles profitent de leur séjour pour admirer les paysages de la vallée.

— Et la Rébellion de 1837!

— Nous ne sommes pas à Saint-Eustache, mais à Montebello!

De l'autocar confortable au grand salon d'Amédée Papineau, près de l'âtre du foyer ou de la passerelle des chutes, de la salle à manger au Mont Westcott, de l'atelier de la tapissière de Ripon à la galerie d'art de Montebello, seul mâle parmi toutes ces dames, ai conservé deux souvenirs de ces balades... guidées.

«Continuez à parler français, me recommande madame Andrée Simard en souriant, mes amies peuvent admirer le paysage ou l'architecture à leur gré, sans traduction. Elles veulent toutes conserver en mémoire le visage... français du Québec.»

Un autre visage, souriant, scrute les environs. Première sur les lieux des rendez-vous, dernière à s'en éloigner, une grande fille aux yeux mobiles, vêtue d'un impeccable tailleur blanc, se tient à l'écart du groupe. De toute évidence, toutefois, elle suit tous les déplacements de l'épouse du premier ministre.

— Vous êtes la secrétaire de madame Bourassa?

— Pas du tout! me répond-elle en pivotant discrètement... revolver aux reins, taxiphone à la main.

— Ça alors, vous nous suivez ainsi depuis trois jours!

— Avec deux autres compagnes de la Sûreté; tout le monde nous prend pour l'épouse d'un gouverneur ou d'un premier ministre.

— C'est agréable?

— Je préfère mon emploi au leur.

Jetant les yeux sur la fiche d'identité grafée à son élégant tailleur Channel j'y lis: «Suzanne de la Rochelière».

— Vous êtes parente avec Luc de la Rochelière, j'adore ses chansons.

— Vous n'êtes pas le seul... sa cousine aussi!

Entre Suzanne de la Rochelière et Andrée Simard, ai passé trois belles journées, «en devoir», en ce début d'été 1989. Si Julie Papineau était revenue au Manoir, elle aussi garderait un excellent souvenir des visages français dans la Petite-Nation de Montebello.

Du Noël de cette année 1989, je conserve précieusement une carte de remerciements du Cabinet du premier ministre: «... pour votre collaboration française» signée Andrée Simard Bourassa; un disque de Luc de la Rochelière (Amer América) dans un colis anonyme (pas vraiment) car il est estampillé des quartiers généraux de la Sûreté du Québec.

Quand d'aventure, vous vous retrouverez au buffet de la salle à manger du Château, levez les yeux vers la mezzanine, «revolver aux reins, taxiphone à la main», dans un impeccable tailleur blanc de Channel, un ange gardien sourit!

Soixante ans d'attente pour un sentier

Quand la calèche du seigneur Papineau ou la carriole d'un visiteur dépasse l'église de Bonsecours ou le cimetière de la paroisse, le cocher juché sur le strapotin ralentit l'allure de l'équipage. À l'entrée du domaine, alerté par le tintement des clochettes du cheval de tête, le jardinier Hannah accourt ouvrir les deux battants de la belle clôture aux longues hallebardes de fer. Roues ou lisses roulent ou glissent sur la terre ou la neige d'un large sentier; depuis 1855, c'est la seule entrée qui donne accès au manoir juché sur le cap Bonsecours, à quelque trois cents mètres.

Lorsqu'en 1930, après la vente aux enchères, sifflent les haches et chantent les scies de milliers d'ouvriers, s'élève un peu plus loin de l'allée seigneuriale une double guérite d'où les Rangers du Log Chateau surveillent l'arrivée des invités. Les fils et les filles des 29 premiers défricheurs de la Petite-Nation se buttent à la vieille clôture d'Hannah aux battants verrouillés.

— Nos parents sont toujours passés par là, à la Saint-Martin!

— C'est quoi la Saint-Martin?

— Le 11 novembre, on vient payer la rente et les lods.

— Le seigneur est mort depuis... 70 ans ou presque, faites comme les autres, passez sous la guérite.

— C'est à la chapelle qu'on veut aller!

Les seigneurs du manoir s'étonnent et le vieux Papineau grogne dans sa tombe.

— Le sentier d'accès à la chapelle doit demeurer accessible, je l'ai écrit dans mon testament!

Au fil des années, au gré des directeurs, la vieille grille du jardinier s'entrouve, se referme. Les délégués de la Société historique de Montebello, le docteur Biron et le chanoine Hébert en tête, rappellent lorsque les derniers héritiers de la chapelle Papineau en font don à Héritage-Canada, en 1974.

Reprennent et s'éternisent les palabres: les hallebardes de la grille du jardinier se dressent ou s'abaissent, se rouillent ou disparaissent. Puis un bon matin, tout Montebello est en émoi, accourent de partout dans la vallée des milliers de curieux. La vieille gare désormais inutile, juchée sur de longs et larges chevrons écrasant les douze roues d'un énorme camion, se balade sur les rues du village, frôlant les fils électriques, les haies des maisons. Deux journées entières d'inquiétude et d'appréhension avant que les habiles déménageurs la laissent se poser sur de nouvelles assises, rue Notre-Dame, presque en face de la magnifique église paroissiale.

Un *centre d'information*, halte d'accueil et musée d'interprétation prennent forme et vie à l'intérieur de la vieille gare jouxtant la forêt du domaine seigneurial, tout près de l'ancien sentier... clôturé.

— Si l'on ouvrait une allée entre la gare et la chapelle?

L'idée elle aussi prend forme et vie lorsque les ingénieurs et paysagistes du Château, d'Héritage-Canada de la Chapelle, de Parcs-Canada du Manoir se réunissent dans...

«Dans la vieille forêt où la sève à grands flots

Court du fût de l'aune au tronc blanc des bouleaux»

(Victor Hugo, *Voix intérieures* du 20 avril 1837).

Une belle et sinueuse allée, avec ponceau de bois au-dessus du joli ruisseau qui fascinait jadis Julie Papineau, se faufile entre rameaux d'érables et de chênes, branches de pins et de pruches. Le visiteur ravi peut, de la gare à la chapelle, cheminer dans le sentier de 1992, se rendre au Manoir et gagner le Château.

Dans sa tombe sous le plancher de sa chapelle funéraire, le vieux patriote de la Révolte de 1837 sourit! Il peut désormais revoir, sous une allure plus moderne, la jolie couventine d'autrefois folâtrer à nouveau dans la discrète et belle allée, de la gare au manoir.

«Tourne la tête, vieux snoreau», murmure Julie Bruneau Papineau.

Cinéastes et communicateurs

— Mais, c'est Ernest Hemmingway... ça ne se peut pas, il est mort depuis... depuis quand? (1961!) Pourtant, je ne rêve pas, il est là... ici devant le grand foyer hexagonal.

Durant deux mois, Chris Dunell, Sandra Bullock et toute l'équipe américaine de tournage se sont baladés entre le lac Papineau et le Château Montebello. Les menuisiers et charpentiers ont reconstruit de toutes pièces l'ancien chalet du célèbre écrivain, sur les rives du lac; les caméras ont tourné, les acteurs et les figurants ont ressuscité les scènes d'antan pour revenir, bobines emmagasinées, maquillages enlevés, manger et dormir au Château. À peine repartis pour de nouveaux tournages,

«Dans la nuit éternelle, emportés sans retour
Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges
(...) jeter l'ancre un seul jour»
(*Océano Nox*, Victor Hugo)

ils ont laissé la place aux cinéastes de CBC (Canadian Broadcasting Corporation) venus tourner les scènes de *Caucus in The Valley* dans la fascinante vallée de la Petite-Nation. Un soir, à la télévision de Radio-Canada, un spectateur s'écriera: «Mais, c'est chez-nous, regarde les chênes du Manoir et les petits écureuils noirs du parc!»

Eurent-ils, eux aussi, le temps de les admirer, les participants à la 50^e *Conférence de Montebello*. Ce ne sont plus les mêmes que jadis, en '46, le «chairman» du Seignior Club, Cyril Chapman, accueillait au Log Chateau. Cette fois, le directeur général, Werner Sapp les salue et les entraîne vers la grande salle Canada à la mezzanine. Pour la cinquantième année d'affilée, les directeurs des affaires publiques, les chefs de communication, les porte-parole officiels des présidents de grandes compagnies canadiennes (Bell, Power Corporation, Bombardier et autres) se réunissent au Château pour discuter, non plus du sort du monde ou des couches d'ozone mais de celui de leurs entreprises et de ses services.

Un peu plus tôt, en octobre '96, ils auraient côtoyé les dirigeants africains, européens et canadiens accourus, eux, discuter de l'implantation de TV5 dans le monde. Un univers en perpétuelle évolution qui voit ensuite arriver les congressistes aux passeports étrangers pour régler cette fois «l'Environnement», à l'échelle planétaire. Les jardiniers du Château sont en liesse, eux qui depuis des mois fertilisent les pelouses du domaine à l'engrais de poisson plutôt qu'avec les anciens produits chimiques.

Familles éprouvées, employés motivés se côtoient

Depuis février 1990, le Château Montebello et Leucan se sont associés pour offrir «un paysage avec chambre»; près de 300 familles en ont bénéficié. En 1996, elles étaient 56 à l'apprécier. L'organisme voué

au réconfort des enfants atteints de leucémie et autres formes de cancer a ainsi permis des moments de détente bien mérités, après des heures et des mois passés au chevet d'un membre de leur famille éprouvé par la maladie. Hébergées gratuitement durant deux nuits, petits-déjeuners inclus et «réduction de 50 % sur les autres repas», ces familles ont profité d'un séjour dans le paysage enchanteur de Montebello, où elles ont pu vivre des moments paisibles et se ressourcer un peu.

«À travers la tempête, la neige et le givre
C'est la clarté vibrante à notre horizon noir;
C'est l'auberge fameuse inscrite dans le livre
Où l'on pourra manger, et dormir et s'asseoir
... et qui refait le lit des gens pauvres et nus»
(Baudelaire, *Les Fleurs du mal*, 1857)

Dans l'atrium aux rampes sculptées, d'autres invités flânent autour du foyer où scintillent les flammes: des employés «motivés» dont les grands patrons ont reconnu les mérites. *The Incentive Program!* De quoi faire rêver, disons, une caissière à la banque lorsque s'allongent les files, en fin de mois, que des centaines de retraités viennent l'un après l'autre, échanger, retirer ou déposer leurs chèques. Le sourire est moins naturel, les jambes s'ankylosent, les yeux faiblissent, mais pourtant la «motivation» triomphe.

— Connaissez-vous notre nouveau REER, un rendement intéressant vous savez.

Non loin de là, le directeur apprécie. Aussi quand revient l'Heure de l'évaluation, inscrit-il le nom de cette caissière... motivée sur sa liste. Il la recommande aux promoteurs du programme, au siège social. Voilà pourquoi et comment, un jour, sourire éclatant, la caissière sirote une orange-vodka devant le foyer du Château. Des centaines d'employés viennent ainsi oublier le travail quotidien dans une ambiance d'élégance, d'hospitalité, tous frais payés par leur compagnie reconnaissante.

«Et chaque heure du jour en sa magnificence
Apporte sa couleur, son bruit ou son silence

À la grande harmonie ajoutant un accord
À nos yeux une scène, à nos sens un transport»
(Lamartine, *Jocelyn*, 1836)

«Basilic, ciboulette ou persil avec votre truite?»

Catherine et Alain, qui se regardent dans les yeux depuis leur arrivée au Château hier en fin de journée, interrompent leur mutuelle extase un instant pour réfléchir à la question. Face à face pour leur premier dîner de jeunes mariés venus abriter leur lune de miel au Château, ils ont accepté la suggestion du maître d'hôtel.

- Puis-je vous recommander notre truite rôtie aux petits légumes, elle sort du lac. Quelles fines herbes puis-je cueillir pour vous, au jardin?

- Au jardin! s'exclame Catherine

- Basilic, ciboulette, persil, à votre goût et à portée de la main. Voyez, là face au restaurant; des fines herbes encore perlées de la rosée matinale.

«Comme tes épaules et tes...» allait expliquer Alain qui s'en abs- tient, non sans y jeter un regard. Pour la rosée du matin, les jeunes mariés étaient un peu en retard: le petit-déjeuner au champagne servi à leur cham- bre avait interrompu leurs rêves à dix heures.

«Poète, prend ton luth; le vin de la jeunesse
Fermente cette nuit dans les veines de Dieu»

À la table voisine, Juliette et Joachim, avec nostalgie dans le re- gard, songent plutôt à leur lune de miel d'il y a cinquante ans.

«Notre premier baiser, ne t'en souviens-tu pas,
Quand je te vis si pâle au toucher de mon aile,
Et que, les yeux en pleurs, tu tombas dans mes bras?»
(Musset, *La nuit de mai*, 1835)

Les bras avaient vieilli, mais pas la mémoire!

— De la ciboulette fraîche que je prendrai, moi, de décider Joachim.

— Voyons mon vieux, tu ne digères même plus les petites rondelles d'oignon à la maison quand je prépare du poisson, proteste son épouse.

Et le septuagénaire de mari de répliquer dare-dare: «Du poisson congelé depuis trois mois et des oignons qui ont germé dans le cabanon de la cuisine depuis des semaines.»

Dans sa grande cuisine fraîchement rénovée, agrandie, le chef Mundell a déjà versé la sauce au vin rouge sur les quatre jolies truites qui, «perlées de la rosée matinale» sautillaient allégrement, hier encore, dans les vastes bassins de Kenauk, la seigneurie de Montebello au lac du Poisson blanc... là où

«l'immortelle nature
se remplit de parfums, d'amour et de murmure,
comme le lit joyeux de deux jeunes époux»

Musset ne savait pas... en 1835, que jeunes et vieux époux auraient rendez-vous à la salle à manger du Château Montebello, tout près d'un jardin de fines herbes. À vous de les imiter!

Vertigineuse galerie d'art

Jadis, les seigneurs du Manoir s'arrêtant au bar Excalibur, à l'entrée de la salle à manger, pour l'apéritif rituel et prolongé, pouvaient contempler les grandes fresques de Sheriff Scott. S'en sont allés les seigneurs, mais les peintures ont survécu, le bar a changé d'allure et de nom. Les cravates ont disparu avec les toques de vison; de nouvelles générations en espadrilles côtoient celle des souliers vernis, mais leurs yeux s'attardent encore sur les belles toiles anciennes.

Puis, à la Saint-Sylvestre (le 31 décembre) de 1996, le décor a changé. Pendant quelques minutes, l'oeil fasciné, la mémoire ébranlée, je suis demeuré silencieux, immobile entre les murs de la salle à manger. La Petite-Nation tout entière venait d'envahir le Château que j'avais connu et ne reconnaissais plus. À droite, le superbe tronc noué d'un vieux chêne de la montée Papineau; à senestre, un magnifique trio de jeunes bouleaux de la montée des Coeurs; plus à gauche, le merveilleux bleuté de la

Kinonge aux méandres ombragés; plus à droite, la lueur iridescente du matin aux Montagnes Noires; là-bas, d'opalescents reflets lunaires sur la rivière des Outaouais, la *Kitchessipi* des anciens Algonquins.

Les yeux écarquillés, le coeur en vertige, je discerne et apprécie, la coulée de couleurs de Marthe Blain, le dentelé des feuillages de Louise Falstrault, la douce rêverie de Jean-Yves Guindon, les grands espaces de Martin Blanchet, les visages sans nom de Lise Poirier, la flambée d'étincelles de Caroline MacLeay et la pureté des lignes d'Alain Lévesque. Tout autour de moi dans la salle à manger, les murs sexagénaires de l'ancien *Log Chateau* palpitent d'une vie nouvelle, éblouissante et captivante. Revivent les mystères nivéens de l'hiver, les brouillards vertigineux du printemps, les envoûtements versicolores de l'automne et les enchantements hypnotiques de l'été.

Cette grande flambée de joie avait surgi lors d'une exposition automnale à la mairie du village; un directeur du Château Montebello regarde, s'approche, questionne, examine, admire.

— C'aurait été «chouette» au Château; nos visiteurs auraient pu apprécier les tableaux et les talents des artistes de la Petite-Nation!

Telle fut l'étincelle qui déclencha l'incendie. Deux semaines plus tard, noms en tête, consultations effectuées, association formée, le projet est né. Les portiers du Château voient arriver boîtes fragiles, porte-folios impressionnants et toiles emballées. Durant une semaine, électriciens, menuisiers, ingénieurs entourent les «envahisseurs». À la veillée de Noël, l'effervescence atteint son paroxysme.

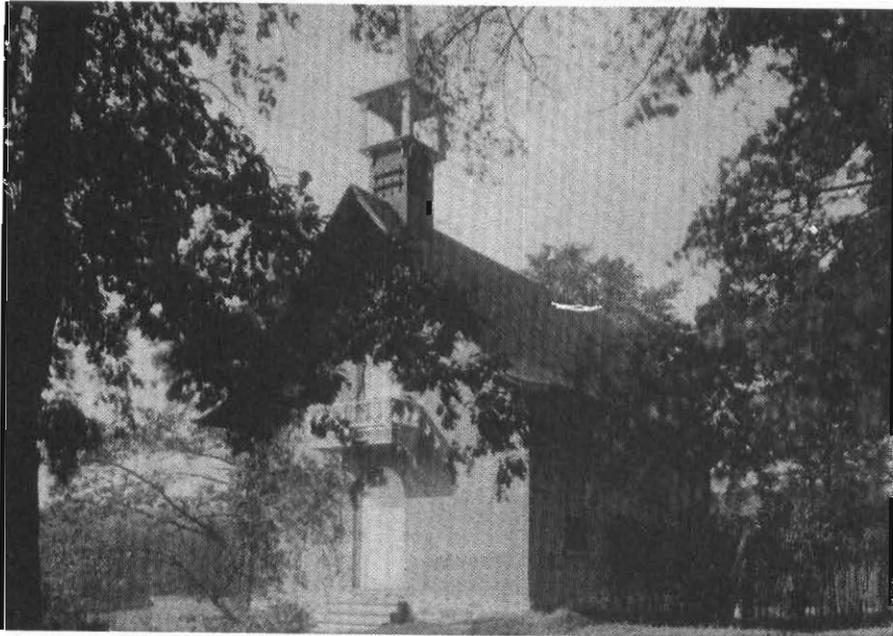
«Non, plus à droite... un peu à gauche... pas de clous, il faut des crochets de sûreté et des cimaises. Auriez-vous un chariot, un escabeau? D'où vient la lumière naturelle du jour? Et celle des lampes, le soir? Non non, pas celui-là, il est perdu dans le décor; parfait, un plus grand tableau ici!»

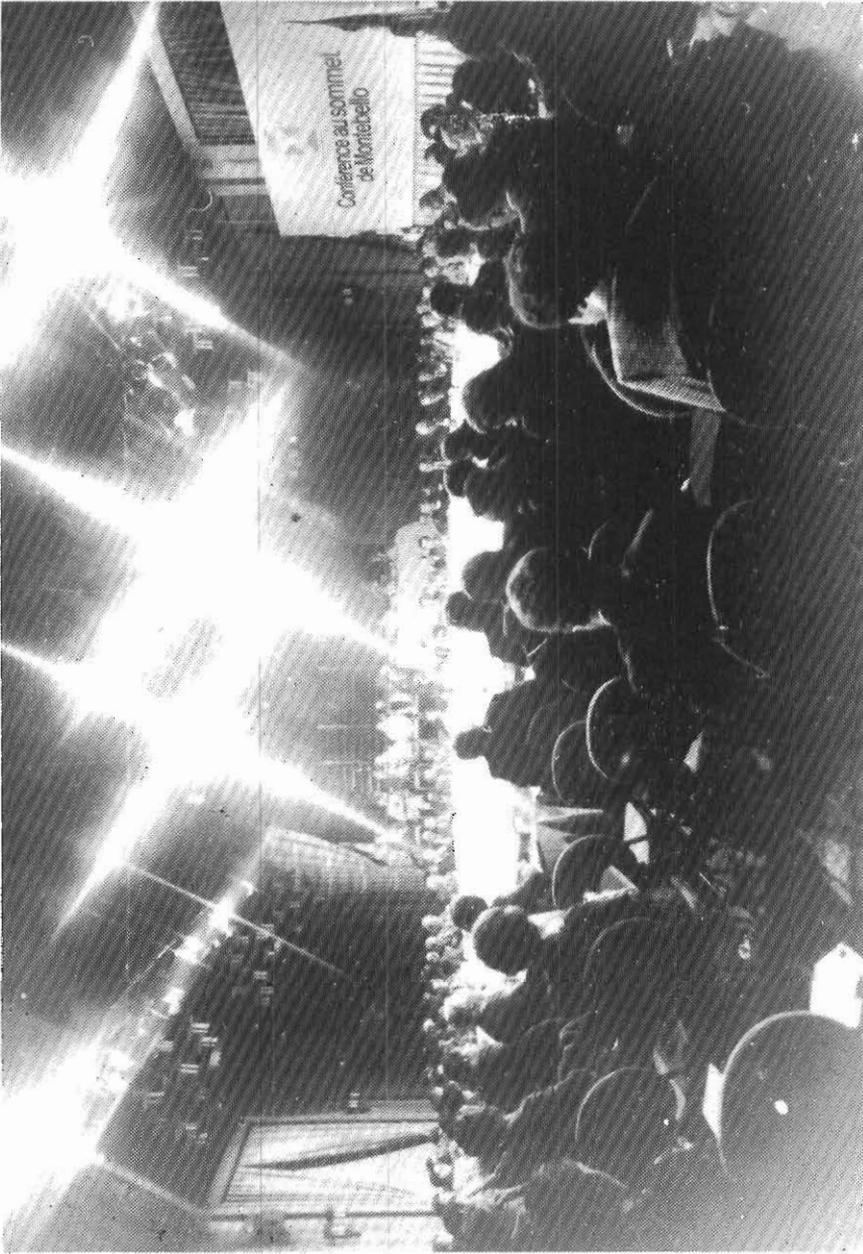
Disparus les escabeaux, les chariots; que reviennent les princes et les «garçons», les «chambrières» et les marquises qui se croiront au Louvre, au British Museum. Que non, nous sommes entre les murs empreints de chaleur et d'hospitalité à l'heure où se termine l'année (1996) dans la

Petite-Nation au coeur même d'un Château qui «associe les merveilles du cadre naturel» aux créations d'une seigneurie de... 323 ans!

Tout caparaçonné de nouveaux bardeaux de cèdre, le Château Montebello de 1996 a conservé la même chaleur d'intimité, d'accueil, de service que le Log Chateau de 1930. Il a passé au travers d'un demi-siècle fastueux sans jamais lésiner sur l'excellence. Que le vice-gouverneur royal franchisse le porche d'entrée ou que le journalier de Saint-Glin-Glin pénètre dans le hall du Château, ils y découvriront la même beauté, le même sourire, les mêmes boutiques, le même personnel au service de la clientèle toujours appréciée. Lingères et serveuses, chasseurs et garçons, comptables et secrétaires, acheteurs ou buandières ne se demandent pas si vous parlez français, italien, espagnol ou anglais, si votre gérant de banque équilibre votre crédit ou votre débit. Ils continuent, comme bien souvent leur père ou leur mère, leur nièce ou leur fils avant eux, à mettre au service de la clientèle du Château Montebello le professionnalisme de leurs services.

La fête continue dans la seigneurie de la Petite-Nation où se blotissent, dans les pins centenaires, les érables majestueux, les épinettes géantes, les chênes gigantesques, l'un des plus grands hôtels du pays: le Château Montebello.





Après le Sommet international, le Sommet socio-économique du Québec

ANNEXES

La chronologie de la seigneurie

1300-1674

Territoire de chasse et pêche des Oueskarini (les Algonquins de la Petite-Nation)

3 juin 1613

Champlain «découvre la bouche de la rivière qui baigne le territoire des Algonquins de la Petite-Nation» (dans la Baie noire, de Plaisance)

5 mars 1647

(ou 1653: selon les versions)

Massacre des Algonquins par les Iroquois

16.05.1674

Concession d'un territoire de «cinq arpents de profondeur et autant de largeur» désigné sous le titre de *Seigneurie de la Petite-Nation* par la Compagnie des Indes occidentales à l'évêque de la Nouvelle-France, Mgr François de Laval (acte Belluzani-Doulier, Paris)

12.04.1680

Cession de la seigneurie aux Séminaires de Paris et de Québec (acte au Chatelet, notaires Deroy-Canet)

10.12.1682

Rétrocession à Mgr de Laval des 3/5 de la seigneurie

16.11.1684

Mgr de Laval se désiste de ces 3/5 en faveur du Chapitre de Québec

06.05.1708

Décès de Mgr de Laval

19.06.1801

Vente des 2/5 de la seigneurie par le Séminaire de Québec au notaire montréalais Joseph Papineau

15.03.1803

Vente des 3/5 de la seigneurie par le Chapitre de Québec au même notaire Papineau

1805

Début des travaux au moulin des Chutes et à l'île Arrowsen (l'île à Roussin, à l'extrémité de la presqu'île de Plaisance)

17.01.1809

Vente de la portion (2/5: 160 arpents de front) à l'entrepreneur américain Robert Fletcher

19.03.1810

Rétrocession au seigneur Joseph Papineau par la succession du créancier Robert Fletcher

17.02.1816

Le notaire Joseph Papineau concède à son fils Denis-Benjamin Papineau la presqu'île de Plaisance et l'île à Roussin

02.05.1817

Vente par Joseph Papineau à son fils Louis-Joseph Papineau

20.09.1818

Vente de l'île à Roussin à Joseph-Thomas Tranchemontagne

13.03.1822

Louis-Joseph Papineau confirme la vente de l'arrière-fief de Plaisance (de 1816) à son frère et agent Denis-Benjamin Papineau

1846-1850

Travaux de construction du Manoir Papineau

14.10.1850

Louis-Joseph Papineau et sa famille s'installent au manoir

18.08.1862

Décès au manoir de Julie Bruneau, épouse du seigneur

23.09.1871

Décès du seigneur Louis-Joseph Papineau

La dispersion du domaine

Héritier du Manoir et des dépendances, à la mort de son père en 1871, Amédée s'y est installé vers 1880. Ses deux soeurs Ézilda et Azélie (madame Napoléon Bourassa) ont hérité des autres domaines du fief

seigneurial; Ézilda cède sa part à son frère Amédée et aux enfants de sa soeur Azélie, décédée.

1887

Napoléon Bourassa, père et tuteur des cinq enfants de feu Azélie Papineau Bourassa, vend 33 120 arpents au sénateur William Owens de Fassett, au prix de 16 000 \$.

1888

Louis-Joseph-Amédée Papineau vend une partie des terres héritées, au même sénateur, pour 55 000 \$

23 novembre 1903

Décès de Louis-Joseph-Amédée Papineau

1^{er} janvier 1904

Décès de Louis-Joseph (IV).

25 mai 1904

Vente à l'encan du mobilier du manoir (368 articles selon le «Procès-verbal of Sale and Adjudication after Inventory» du notaire Victor Morin, collection Papineau, boîte 47, Archives du Québec).

16.09.1904

Le sénateur Owens encaisse 100 000 \$ pour la vente à 215 000 \$ des terres acquises de William Haskell

18.03.1905

Haskell Lumber vend à Fassett Lumber qui, le 27.01.1910 obtient un prêt hypothécaire de 300 000 \$ d'Investment Trust

12.10.1919

La succession Lafayette Papineau (fils d'Amédée) cède ses biens à la Corporation de la Fraternité Sacerdotale (dans la baie des Arcand)

07.08.1959

Pour 1,5 million de dollars, la Société d'Administration et de Fiducie acquiert le domaine Lafayette Papineau

Mars 1922

Vente aux enchères des 6 000 ouvrages de la bibliothèque de Louis-Joseph Papineau pour 12 000 \$. (*Le Devoir*, 7 mars 1922).

La reconstitution du domaine seigneurial de la Petite-Nation

Juin 1929

Agissant au nom de madame Caroline Rogers, veuve de Louis-Joseph Papineau (IV) et de leurs enfants, les agents financiers de la *Walter Molson* et du Canadian Pacifique Railway annoncent qu'ils recherchent des acheteurs pour le Manoir Papineau et ses dépendances (Musée, grainerie, salon de thé, écuries, maison du jardinier)

23.09.1929

Adjudication publique aux enchères: Harold M. Saddlemire propose une somme de 71 035 \$

13.11.1929

Il acquiert pour 1 000 \$ les biens mobiliers du Manoir

04.11.1929

Québec émet les lettres patentes LQCA (Lucerne in Quebec Community Association)

27.11.1929

Transfert du titre de propriété Saddlemire à LQCA

07.04.1930

Acquisition pour 450 000 \$ de l'ancien domaine seigneurial (22 fermes et terres de la succession Owens) par LQCA que préside Harold Saddlemire qui n'a pas l'argent voulu; le CPR supplée

09.02.1930

Saddlemire démissionne et retourne aux États-Unis; le président du CPR, sir Edwards Betty prend les affaires en main

Mars-juillet 1930

Construction du Château et dépendances

01.05.1933

Émission de nouvelles lettres patentes: la raison sociale de Lucerne-in-Quebec Community Association devient Seigniority Club Community Association qui loue *The Log Chateau* au *Seigniority Club inc.*, gestionnaire des services

07.09.1949

Le C.P.R. acquiert les actifs du Seigniory Club Community Association

14.04.1950

Le C.P.R. renoue le bail de location pour 21 ans avec le Seigniory Club inc.

22.04.1965

Changement de raison sociale du SCCA (Seigniory Club Community Association) en Commandant Properties Ltd

09.07.1970

Annnonce de la résiliation du bail de 1950 avec le Seigniory club

04.11.1970

The Log Chateau, sous le nom de Château Montebello, devient un hôtel public de première classe dont la gérance est confiée au C.P. Hotels, filiale du C.P.R.

01.01.1971

Ouverture du Château Montebello au public; (entente nouvelle de services au Seigniory Club)

24.11.1971

Les trois héritiers Papineau font don de la Chapelle funéraire Papineau à Héritage Canada

14.03.1975

Classement du Manoir au registre des Biens culturels du Québec

05.05.1975

Classement de la Chapelle funéraire au même registre

17.08.1976

Enregistrement de l'acte de vente de 1949 au bureau du Protonotaire à Papineauville

19.04.1977

La société ferroviaire Canadien Pacifique transfert son titre de propriété à Commandant Properties Ltd

22.04.1977

Enregistrement de la transaction à Papineauville

31.12.1992

Bail de location de 42 ans du Manoir Papineau à Parcs-Canada

1994

La raison sociale de Commandant Properties Ltd devient Kenauk, la seigneurie de Montebello

Les directeurs généraux du Château Montebello

L'équipe Peter Price-M. Bernadette entre en fonction dès 1971; en 1973, Paul Jolicoeur et Dave Smith leur succèdent. Harry Dugal et Dave Smith prennent charge de l'hôtel en 1975. Avec P. Clark comme adjoint, Dave Smith assume la direction en 1976. De 1975 à 1980, E.C. Burnell-Jones demeure contrôleur alors qu'en mars 1980 G.R. Welburn le remplace.

En octobre 1977, J. Stokes-Rees succède à Dave Smith, et Joe Gilmore devient son adjoint en janvier 1978. Puis, en novembre 1978, Stanley Ferguson prend la direction du Château Montebello durant près de deux ans et monsieur Laaouan le rejoint en juillet 1980. Il accueillera Eugene Auer, en septembre 1980. Tous deux demeurent en poste jusqu'au printemps 1983 alors que le huitième directeur général est nommé: Stanley Ferguson revient à ses anciennes fonctions.

Au départ de Stanley Ferguson, en 1986, son adjoint Armand A. Agabab a pris la relève pour les trois années suivantes. Il en va de même, en 1989, pour le directeur général Jacques Tournois (1989-1991). Son successeur, Jean-Pierre Amberg, durant sa dernière année, aura vécu la dissolution du Seigniority Club et négocié avec Parcs-Canada le bail de gestion et d'animation du Manoir Papineau pour 42 ans.

La restructuration complétée, Alvard Petton dirige le Château durant trois ans (1992-1995); Pierre Plamondon assure un intérim de trois mois alors que le directeur général actuel, Werner Sapp, arrive à Montebello, enthousiaste et la tête pleine de projets innovateurs. Un long détour qui commence en Autriche où il est né; une vingtaine d'années d'apprentissage en Europe dans les grandes hôtelleries d'Espagne et de Belgique puis, un peu avant 1980, une décision mûrie: «Je traverse en Amérique!»

- New York, Boston?

- Non, non; j'avais déjà choisi le Canada; je voulais y apprendre l'anglais, croyez-le ou non, de préciser mon interlocuteur avec le bel accent français chanté à la québécoise.

Il s'est aussitôt entouré d'une équipe formée de directeurs et directrices efficaces:

Exploitation.....	Alvaro Martinez
Ventes et marketing.....	Richard Howard
Relations publiques.....	Joane Papineau
Réception.....	Shane Keyes
Congrès.....	Andrée Ménard
Réservations.....	Benoît Jutras
Récréation.....	André Ratel
Golf.....	Michel Kucyniak
et Chef des cuisines.....	Marcel Mündel

Le Château Montebello, hôtel de première classe, accessible au grand public, est né. Le Seignior Club qui avait accordé quarante ans d'exclusivité à ses membres, dans la splendeur d'un domaine qui lui était cher, devait se trouver une nouvelle façon de vivre et de rayonner. Il ne pourra plus défrayer les 40 000 \$ de loyer car il avoue une perte de six cents membres au cours de ces deux années de transition. Il n'en continue pas moins de demeurer attaché à ce lieu privilégié et poursuit, avec de nouvelles et anciennes activités, les objectifs de loisir, de détente et de bien-être pour ses membres. Mais il a dû tourner la page: la Manoir, le Château, le lac Commandant, le domaine de la seigneurie ne retentiront plus des cris de joie des enfants des membres, des surprises de leurs aînés. D'autres générations découvriront ce paradis à leur tour.

Ce sera le rôle du Château Montebello.

BIBLIOGRAPHIE

ASSINIWI, Bernard: *Histoire des Indiens du Haut et du Bas Canada*, tome I, 153 pp., Éditions Léméac, Montréal 1980.

BARBEZIEUX, Alexis de: *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa*, 2 vol., Ottawa, 1897.

BARIBEAU, Claude: *La Seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854*, 163 pp., Éditions Asticou, Hull 1983.

BARIBEAU, Claude: *Denis-Benjamin Papineau*, 163 pp., La Société historique Louis-Joseph-Papineau, Montebello 1995. Monographie D.-B. Papineau, DBC VIII, pp. 753-755.

CHAMBERLAND, Michel: *Histoire de Montebello*, 410 pp., Imprimerie des Sourds-Muets, Montréal 1929; réédition 1981 par la Fabrique Notre-Dame-de-Bonsecours, Montebello.

CHASSÉ, Béatrice: *Le Manoir Papineau à Montebello*, document dactylographié, 81 pp. et 17 annexes, Université Laval, novembre 1979.

CLAXTON, Brooke: *La Petite-Nation and The Papineau*, 51 pp., archives du Seignior Club, Montebello 1957.

DEMETER, Laszlo: *Manoir Papineau, histoire, relevé et analyse*, Service de l'inventaire des biens culturels, septembre 1974, Québec.

DUNN, Guillaume: *Les forts de l'Outaouais*, Éditions du Jour 1975. *La partie de bagatelle*, Éditions du Jour 1976.

GROULX, Lionel: *Notre maître le passé*, Éditions Granger Frères, 2 vol., 1946.

LAMARCHE, Jacques: *Les Seigneurs du Manoir*, Éditions de la Petite-Nation 1992. (*The Lords of the Manor*).

LAMARCHE, Jacques (en collaboration avec Claude Lamarche): *Le manoir Louis-Joseph-Papineau*, 96 pp. Éditions de la Petite-Nation, Saint-André-Avellin 1979; *Cahiers historiques*, série de sept éditions, journal *La Petite-Nation*, Saint-André-Avellin 1978.

LAMARCHE, Jacques: *Le Mémorial du Québec*, tomes I-II, Montréal 1980-1981. *Histoire de Montebello*, fascicules A, B, C, 72 pp. Éditions de la Petite-Nation, Saint-André-Avellin 1980-1981.

LAWSON, Harold: *Notre histoire, le Château Montebello*, archives du Seignior club, Montebello 1971.

LE MOINE, Roger: *Un seigneur éclairé, Louis-Joseph Papineau*, vol. 25 n° 3, décembre 1971, R.A.H.F. pages 309-336; *Le manoir de Montebello*, Éditions Asticou, volume 9, Hull 1972; *Napoléon Bourassa, l'homme et l'artiste*, Cahiers du C.R.C.C.F., 256 pp., Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa 1974.

LE SEIGNEUR: collection de la revue *The Seignior Club*, archives du Seignior Club, Montebello 1931-1978.

MUIR, Allan et Doris: *Building The Chateau Montebello*, 144 pp., Muir Publishing Co., Gardenvale 1981.

OUELLET, Fernand: R.A.P.Q. 1951-1953, pages 165-229, *Correspondance de Joseph Papineau*; R.A.P.Q. 1953-1955, pages 187-442, *Lettres de Louis-Joseph Papineau de 1820-1862 à sa femme*; R.A.P.Q. 1955-1957, suite de cette correspondance, pages 255-375; R.A.P.Q. 1957-1959, *Correspondance de Julie Bruneau de 1823-1862*, pages 55-184; Dictionnaire biographique du Canada, volume X (1871-1882), *Louis-Joseph Papineau*, pages 619-633, Presses de l'Université Laval 1972; Société historique du Canada, Ottawa, *Louis-Joseph Papineau: un être divisé* (1960). *Papineau dans la révolution de 1837-1838*. Rapport S.H.C. 1957-1958, pages 13-34; Revue d'histoire de l'Amérique française 1959-1960, *Papineau et la rivalité Québec-Montréal 1820-1840*, pages 311-327; *Papineau, textes choisis*, 103 pp., Presses de l'Université Laval 1958.

PAPINEAU, Amédée: *Journal d'un fils de la liberté*, réédition Québec, tomes I-II, 1972; les autres tomes manuscrits de ce journal aux Archives nationales du Québec, Québec.

PICKERING-LEBLANC, J.-Normand: *Le Mémorial Papineau*, (en collaboration avec Jacques Lamarche), Éditions du Fleuve, Montréal 1989.

RUMILLY, Robert: *Papineau et son temps*, 2 volumes, Fides, Montréal 1977; *Henri Bourassa*, 792 pp., Éditions Chanteclerc, Montréal 1953.

VÉZINA, Raymond: *Napoléon Bourassa*, 262 pp., Éditions Élysée, Montréal 1976.

WHITTON, Charlotte: *Ghosts and Shades of Montebello and Petite-Nation*, 44 pp., archives du Seignior Club, Montebello 1963.

Autres sources aux archives

- a. Archives de la Fabrique Notre-Dame-de-Bonsecours, Montebello, de 1815 à nos jours.
- b. Archives judiciaires de Hull: répertoires de François-Samuel Crépeau (1845-1860), de Joseph-Godefroy Papineau (1869-1900).
- c. Archives nationales du Québec: à Hull, plans de 1848 du manoir Papineau, par Louis Aubertin; à Québec, catalogue de la bibliothèque de l'Honorable Louis-Joseph Papineau (276 pp.) 96 boîtes de la collection Papineau-Bourassa; 220 lettres de Louis-Joseph Papineau (1825-1871) à son fils Amédée.
- d. Archives publiques du Canada: 29 volumes regroupés dans la collection Papineau Papers, MG24, B2.
- e. Archives régionales du chef-lieu Papineauville, papiers terriers des Papineau (1805-1850).

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	5
I. Les pieds dans l'aube (1000-1800).....	7
A. La nation algonquine.....	8
B. Le fief ecclésiastique.....	20
II. Le coeur en émoi (1800-1929).....	29
A. La transformation de la seigneurie.....	30
B. L'Orateur Louis-Joseph-Papineau.....	41
C. Le seigneur de Montebello.....	55
D. La succession familiale.....	75
Iconographie.....	88
III. La tête au firmament (1929-1970).....	101
A. La fondation du Seignior Club.....	102
B. Cinquante ans de splendeur.....	115
C. La transformation progressive.....	126
IV. L'âme et la vie d'un hôtel (1970-1997).....	135
A. La naissance du Château.....	136
B. Les lendemains enchanteurs.....	148
Annexes.....	173

Régionale Ottawa Carleton
Société Franco-Ontarienne
d'Histoire et de Généalogie
174, rue Stanley, Ottawa, Ont.
K1M 1P1 (613) 749-4843



Photo Germain Pilon

UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE

Le Château Montebello, où se réunirent durant l'été 1981 les chefs des grands États de ce monde pour le 7e sommet économique international, est blotti au coeur de la Petite-Nation qui bat depuis mille ans.

Premiers feudataires, les Algonquins y ont vécu sous le nom de Oueskarini autour de la fugueuse et magnifique rivière de la Petite-Nation.

En 1674, François de Laval, premier évêque de la Nouvelle-France, en devient le seigneur sans jamais y mettre les pieds. La seigneurie de la Petite-Nation naît à la civilisation actuelle lorsque Joseph Papineau, député de Montréal au premier Parlement du Bas-Canada, y emmène en 1805 colons et bûcherons autour de son manoir à l'île Roussin. Deux de ses fils, Denis-Benjamin Papineau - premier ministre conjoint du Canada-Uni - et Louis-Joseph Papineau - chef du parti des Patriotes et président de l'Assemblée législative - transforment la Petite-Nation en un pays qui donnera naissance à toute la vallée de l'Outaouais.

Après la vente de la seigneurie en 1929, pendant quarante ans de splendeur, l'Amérique se donne rendez-vous au fastueux Seignior Club autour du Log Chateau, du manoir Papineau, du lac Commandant et du mont Wescott.

Par la volonté des propriétaires, le Canadien Pacifique, le Château Montebello devient, en 1970, accessible au monde entier, au coeur de la Petite-Nation riche de traditions millénaires et d'un incomparable patrimoine historique. Paraissait en 1984 la version originale de cette fabuleuse saga. À la Saint-Sylvestre 1996, l'auteur revisait cet ouvrage épuisé. Maintenant mise à jour à l'orée du 3e millénaire, l'histoire de l'un des plus beaux hôtels du continent nord-américain revit sous la plume alerte d'un romancier que fascine la mystérieuse beauté de la Petite-Nation.